HISTOIRE
DE LA LIBERTÉ
EN ITALIE.

TOME II.



Ouvrages du même Auteur, publiés par la Librairie TREUTTEL et WÜRTZ.

HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES DU MOYEN AGE; nouvelle édition, revue et corrigée. 16 vol. in-8°. *Paris*, 1826 .... 112 fr.

— Le même ouvrage, sur papier vélin superfin... 224 fr.

HISTOIRE DES FRANÇAIS; in-8°. tomes 1 à 15. *Paris*, 1821 à 1831 .... 120 fr.

— Le même onvrage, sur papier vélin superfin... 240 fr.

JULIA SEVERA, ou l'An quatre cent quatre-vingt-douze (Tableau des Mœurs et des Usages à l'époque de l'établissement de Clovis dans les Gaules). 3 vol. in-12. *Paris*, 1822 .... 7 fr. 50 c.

DE LA LITTÉRATURE DU MIDI DE L'EUROPE; *nouvelle édition*, revue et corrigée. 4 vol. in-8°. *Paris*, 1829. 28 fr.

HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE DE LA LIBERTÉ

EN ITALIE,

DE SES PROGRÈS, DE SA DÉCADENCE ET DE SA CHUTE;

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI,

Correspondant de l'Institut de France, de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, de l'Académie royale des Sciences de Prusse; Membre honoraire de l'Université de Wilna, de l'Académie et de la Société des Arts de Genève, de l'Académie Italienne, de celles des Georgofili, de Cagliari, de Pistoia; de l'Académie Romaine d'Archéologie, et de la Société Pontaniana de Naples.

TOME SECOND.



A PARIS,

CHEZ TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,
RUE DE LILLE, N° 17.

A STRASBOURG et à LONDRES, même Maison de Commerce.

1832.

HISTOIRE

DE LA

RENAISSANCE DE LA LIBERTÉ

EN ITALIE,

DE SES PROGRÈS, DE SA DÉCADENCE ET DE SA CHUTE.

CHAPITRE IX.

Anarchie dans le duché de Milan. — Les Vénitiens font la conquête de Padoue et de Vérone; les Florentins celle de Pise. — Florence, tour à tour menacée par Ladislas, roi de Naples, et par Philippe-Marie Visconti, maintient contre eux la balance de l'Italie. — 1403 — 1432.

La renaissance de la liberté, en Italie, avait été signalée par le développement du caractère moral des Italiens, plus encore, s'il est possible, que par celui de leur intelligence. La sympathie qui existe entre les concitoyens, l'habitude de vivre les uns avec les autres, les uns par les CHAP. IX.

CHAP. IX. autres, de rapporter tout au bien de tous, fait fleurir dans les républiques des vertus dont les pays despotiques ne sauraient présenter même l'image. Celui qui a une patrie conçoit seul le devoir de se sacrifier pour elle; les artifices cachés de l'intrigue et de la flatterie sont des recommandations auprès d'un maître, on acquiert son amitié en favorisant ses vices, et il récompense à son tour ceux qui le servent aux dépens de la morale, en partageant avec eux son pouvoir; mais pour plaire au peuple, pour s'élever par le peuple, il faut montrer des vertus et non des vices; on n'obtient la sympathie de tous que par ce que l'on a en soi de plus honorable; on ne persuade, on n'entraîne une assemblée populaire que par un appel à ses vertus : même dans ses égaremens il se retrouve toujours quelque chose de la franchise, de la loyauté, de la générosité par lesquelles les hommes sympathisent entre eux; tandis que s'ils conçoivent la pensée d'une noirceur, c'est un secret qu'ils dérobent avec honte aux regards : il leur serait plus facile de l'exécuter que de l'annoncer et de la recommander au public. Le tyran agit sur les hommes par la terreur, par la corruption, la vénalité, l'espionnage, l'envie; un gouvernement libre ne saurait les conduire qu'en s'adressant à leurs passions les plus honorables; l'éloquence, pour remuer les masses, doit se faire entendre par

l'honneur, la pitié, la justice, le courage de tous. CHAP. IX.
Aussi, lorsque au douzième siècle l'Italie était couverte de républiques, lorsque toutes ses villes combattaient en même temps pour la liberté, elle fut aussi riche en vertus. Cette richesse, la plus précieuse de toutes, alla en diminuant avec le progrès des siècles; elle diminua précisément dans la même proportion que les États libres diminuèrent en nombre. Dès qu'on entrait dans un État libre, on pouvait compter d'y trouver la loyauté dans les négociations et les traités, le zèle pour le bien de tous dans les alliances, le courage et la constance dans l'adversité; une libéralité sans bornes des riches envers les pauvres, dans les grandes calamités; l'empressement de tous ceux qui avaient quelque chose, à consacrer leur fortune au salut de tous; l'énergie enfin du peuple pour réprimer par une force commune toutes les injustices, toutes les violences; et s'il tombait alors dans quelque excès, c'était presque toujours une indignation vertueuse qui l'avait égaré. Au contraire, dès qu'on passait dans les États de quelqu'un des tyrans Lombards ou Romagnols, on trouvait un gouvernement qui, se sentant hostile à l'opinion publique, ne se soutenait que par le crime et par la perfidie : des espions surveillaient et dénonçaient toute expression de sentimens généreux, ils s'insinuaient dans les familles pour les

 trahir, ils abusaient des liens sacrés de parenté, de domesticité, de voisinage, pour en faire autant de piéges; ils enseignaient que la prudence d'un sujet c'est de se défier de tous, et de ne pas se mêler des affaires d'autrui. L'assassinat, l'empoisonnement, étaient des moyens communs de gouvernement : chacun des tyrans italiens était souillé du sang de quelqu'un de ses proches; chacun avait à ses gages des meurtriers pour le défaire de ceux qui lui portaient ombrage; chacun ne comptant plus sur une vertu publique qu'il outrageait, maintenait l'ordre par la terreur, et, s'apercevant que la mort n'inspirait plus de crainte, joignait au supplice capital des agonies prolongées dont le spectacle rendait les hommes plus farouches encore.

Mais le champ de la vertu se rétrécissait de siècle en siècle en Italie, et le champ du crime s'élargissait. Le royaume de Naples, dès sa fondation, au douzième siècle, dès l'asservissement des trois républiques de Naples, Gaëte et Amalfi, s'était montré étranger aux sentimens d'association et de sympathie entre ses habitans, comme au patriotisme des citoyens; il avait été dès-lors gouverné par une cour et une noblesse corrompues, qui ne lui présentaient à imiter que des exemples vicieux. Au treizième siècle, la Lombardie avait été à son tour détachée du domaine de la liberté, pendant les convulsions qu'y entre-

tinrent, soit la violence des factions guelfe et gibeline, soit le mépris de la noblesse pour toutes les lois. Chaque république tomba à son tour, à plus d'une reprise, sous le joug d'un tyran, et quelque court que fût son règne, il suffisait pour familiariser les sujets avec l'idée de la violence mise à la place du droit, et avec le succès du crime; en même temps le dévouement des factieux à leur chef, le patriotisme se rapportant aux partis et non à la chose publique, pervertissaient la morale et confondaient les règles du juste et de l'injuste. Ce fut bien pis au quatorzième siècle: le pouvoir avait passé en Lombardie à ceux qui devaient en faire l'usage le plus destructif des vertus publiques. C'était le crime qui y élevait les princes. La perfidie envers les voisins, ou la trahison domestique, marquaient le commencement et la durée de chaque règne. Les tyrans étaient si nombreux, si rapprochés des yeux de tous les citoyens, que leur exemple était toujours présent pour corrompre et pervertir les âmes. Aucun père de famille ne pouvait cacher à ses enfans que le prince auquel ils devaient obéir n'était parvenu au pouvoir qu'en trahissant ses amis ou ses concitoyens, en empoisonnant, en poignardant son oncle ou ses frères.

Les exemples des succès du crime n'étaient pas moins fréquens dans tous les États de l'Église. Chaque ville de la Romagne, de la Marche, du

CHAP. IX. patrimoine de saint Pierre, avait son tyran; et chaque tyran ne régnait qu'en foulant aux pieds tous les devoirs moraux. Bien plus, Bernabos et Jean-Galéaz Visconti avaient, en quelque sorte, tenu école de trahison pour les États de l'Église et la Toscane. Ils étaient sans cesse occupés à favoriser toutes les usurpations, et ils promettaient d'avance leur alliance à quiconque, par un forfait, pourrait étouffer la voix d'un peuple libre, et le faire passer du gouvernement de la morale à celui du crime.

1402-1412. Au commencement du quinzième siècle, toutes ces causes d'immoralité, qui conspiraient en Italie contre les vertus publiques, agirent avec un redoublement de force. Lorsque Jean Galéaz fut frappé inopinément par la peste, au milieu de sa carrière de succès, il partagea ses États entre ses deux fils, Jean-Marie, alors âgé de treize ans, qu'il déclara duc de Milan, et Philippe-Marie, âgé de douze ans, qui fut comte de Pavie. Mais comme ces princes étaient trop jeunes pour gouverner, il les recommanda aux condottiéri qu'il avait à son service, et qu'il fit entrer dans le conseil de régence. C'étaient les capitaines de cette nouvelle milice italienne qui l'avaient si bien servi dans l'accomplissement de ses projets, et auxquels il accordait une grande confiance. L'école, il est vrai, d'Alberic de Barbiano, qui avait formé de braves soldats et de bons géné-

raux, n'avait pu former de même de bons citoyens ou des hommes vertueux; et Jean Galéaz aurait eu besoin, pour protéger ses enfans, de retrouver dans les conseillers qu'il leur laissait les principes qui l'auraient gêné, tandis que ces hommes n'étaient que des serviteurs. Jacob del Verme, Pandolfe Malatesti, Facino Cane, Otto Bon Terzo, et les autres capitaines auxquels il se confia, étaient des soldats d'aventure qui faisaient de la valeur une marchandise, du carnage un métier, du pillage un moyen de fortune; qui, indifférens dans leur choix entre le juste et l'injuste, étaient prêts à combattre pour quiconque voudrait les payer, et à trahir ensuite pour celui qui les paierait le plus. Ils ne se montrèrent pas long-temps gardiens fidèles du dépôt que leur maître leur avait confié. Ils le partageaient avec Catherine, veuve de Jean Galéaz, et avec François Barbavara, qu'on croyait être son amant, et qu'on avait vu commencer sa carrière comme valet de chambre du duc.

Les hommes de guerre dédaignèrent d'obéir à une femme et à un valet. En même temps, les chefs des anciens partis, dans les villes soumises aux Visconti, se soulevèrent avec leurs partisans pour recouvrer la souveraineté qu'avaient exercée leurs pères; les condottiéri les combattirent; mais ce fut pour leur propre compte; Facino Cane s'empara de la tyrannie à Alexandrie, Otto

CHAP. IX. 1402-1412. Bon Terzo à Parme, Pandolfe Malatesti à Brescia. Au milieu de cette anarchie, la duchesse crut faire preuve d'énergie en se montrant violente et cruelle; elle fit tomber sur l'échafaud, sans jugement, la tête de plusieurs nobles milanais; elle abandonna plusieurs cités aux soldats pour les livrer au pillage; elle ne fit ainsi que redoubler la haine qu'elle inspirait : François Barbavara fut obligé de s'enfuir, elle-même fut jetée en prison, et elle y mourut empoisonnée le 16 octobre 1404. En même temps, tout le reste du duché de Milan fut divisé en autant de souverainetés indépendantes qu'il comptait de villes. Dans les unes, c'étaient les anciens chefs des partis guelfe ou gibelin qui recouvraient le pouvoir; dans d'autres, les capitaines d'aventure qui s'y trouvaient en garnison; dans plusieurs, d'audacieux scélérats, tels que Jean de Vignate à Lodi, ou Gabrino Fondolo à Crémone, qui profitaient de l'amitié et de la confiance d'un autre usurpateur pour l'assassiner et s'asseoir à sa place. Jamais encore, dans cette Lombardie si fertile en tyrans, le pouvoir ne s'était souillé par plus de crimes.

Jean-Marie Visconti, qui avait vu se détacher de ses États presque toutes les villes soumises à son père, portait cependant toujours le titre de duc de Milan, tandis que son pouvoir, dans cette ville même, passait d'un ambitieux à l'autre, et fut enfin recueilli par Facino Cane, un des

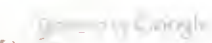
meilleurs généraux de son père. Jean-Marie ne se réservait du pouvoir souverain qu'une indulgence sans bornes pour ses vices. Son libertinage aurait été à peine remarqué; ce qui le signala, ce fut le plaisir affreux qu'il cherchait dans la cruauté. Passionné pour la chasse, il trouva qu'il ne jouissait point assez des triomphes qu'il remportait sur des animaux muets, parce qu'ils ne se plaignaient pas, et qu'on ne sentait pas assez qu'ils souffraient. Il imagina de chasser aux chiens courans des hommes, au lieu de bêtes fauves, et il se fit livrer tous les criminels que condamnaient les tribunaux, pour prendre contre eux ce barbare plaisir: il fit nourrir ses dogues de chair humaine, afin qu'ils fussent plus ardens à les déchirer; et, lorsque les victimes lui manquèrent, il dénonça aux tribunaux jusqu'aux crimes auxquels il avait participé, pour faire condamner ses complices; après quoi ils étaient livrés à son piqueur Squarcia Giramo, chargé de pourvoir aux chasses ducales. Il fut enfin assassiné par des gentilshommes milanais, le 16 mai 1412.

Les sentimens élevés et les vertus qui avaient fait honneur à la nation italienne étaient obscurcis même dans les républiques de Gênes, de Lucques, de Pise, de Sienne, de Pérouse et de Bologne; ces républiques, dans le cours du quatorzième siècle, avaient toutes succombé plus d'une fois à la tyrannie; aussi l'exemple des

CHAP. IX. 1402-1412. cruautés, des perfidies, et du succès des usurpateurs auxquels elles avaient dû obéir, avait eu sur tous leurs citoyens une influence corruptrice. Venise ne conservait point non plus la vraie vertu italienne : souvent ses citoyens donnaient des exemples d'un dévouement sans bornes à la patrie, d'une soumission sans réserve à ses ordonnances les plus sévères; mais Venise était une aristocratie étroite et jalouse, qui, selon l'esprit de ce gouvernement, n'avait encouragé comme patriotisme que l'égoïsme national. Les autres peuples n'étaient comptés pour rien par les Vénitiens, qui croyaient faire preuve d'héroïsme en supprimant tous les sentimens humains, en faisant taire tous les devoirs moraux quand il s'agissait de l'avantage de leur république. Venise était administrée par des conseils secrets où la voix du peuple n'était point entendue; sa politique extérieure était dirigée par le conseil des Dix, qui dans ses assemblées mystérieuses ne prenait pour guide que l'intérêt. Les décemvirs osaient sans rougir proposer à des collègues, rassemblés sous serment et animés du même esprit qu'eux, le sacrifice de l'honnête et du juste à l'utile. La vertu italienne s'était donc tout entière réfugiée à Florence. C'était là seulement que tout le peuple délibérait, que tout le peuple s'associait à la paix, à la guerre, ou aux négociations, comme à l'ad-

ministration, et que rien n'était proposé au public et ne pouvait obtenir l'assentiment de tous, que ce que tous sentaient être juste, honorable et généreux. La république de Florence était toujours prête à exposer son repos et sa fortune pour l'équilibre et l'indépendance de l'Italie, pour la liberté de tous, pour les progrès des lumières et de la civilisation : pendant deux siècles on la vit toujours empressée à se présenter comme le champion de tout ce qu'il y avait de bon et de noble. L'Italie peut à bon droit se glorifier de ce que là où elle était libre elle se montrait constante dans la route de la vertu, tandis qu'elle n'a point à rougir des crimes de ses tyrans. Plusieurs milliers de citoyens avaient toujours contribué par leurs votes à tout ce que Florence avait fait de grand, tandis que cinquante princes, distribués dans cinquante palais, avec le petit nombre de scélérats que le propre du gouvernement tyrannique est de mettre en évidence, suffisaient pour commettre, en dépit de toute la population, tous les crimes qui épouvantaient l'Italie.

Au moment où la mort de Jean Galéaz anéantit, du moins pour un temps, le pouvoir si menaçant des ducs de Milan, les deux républiques qui, seules en Italie, avaient survécu à ses intrigues, et qu'il avait en vain menacées, profitèrent de l'anarchie où la Lombardie était tom-



CHAP. IX. 1402-1412. bée, pour recouvrer leurs forces et s'agrandir par des conquêtes. Venise qui s'était enfermée dans ses lagunes en ressortit pour étendre ses frontières jusqu'au lac de Garda; et Florence, à qui Jean Galéaz avait pendant un temps interdit l'approche de la mer, fit la conquête de Pise, dont les ports lui étaient nécessaires pour sauver son commerce et son existence même.

François II de Carrara, rétabli en 1390 dans la souveraineté de Padoue, était demeuré dès-lors fidèle au parti guelfe et à l'alliance des Florentins. Il se flatta de pouvoir profiter du bouleversement que la mort de Jean Galéaz causait dans toute la Lombardie, et il invita Guillaume de la Scala à venir le joindre pour recouvrer de concert avec lui les seigneuries de Vérone et de Vicence. Guillaume était fils de cet Antonio, qui, par son alliance avec les Vénitiens, avait causé, quinze ans auparavant, la ruine des Carrara et la sienne propre; mais un malheur commun les réconcilia. Le 7 avril 1404, ils s'emparèrent ensemble de Vérone; le 21 avril suivant della Scala mourut, et l'on répandit le bruit que Carrara l'avait empoisonné. En effet, le 17 mai il fit arrêter les deux fils de ce seigneur, et il s'empara de la ville et de la forteresse de Vérone. Dans cet intervalle celle de Vicence s'était déjà donnée d'elle-même aux Vénitiens. Ceux-ci jusqu'alors n'avaient cher-

ché leur grandeur que dans le commerce, la marine et les possessions d'outre-mer; mais le bouleversement auquel toute la Lombardie était livrée fit naître en eux une ambition nouvelle: ils résolurent d'étendre leur domination dans une contrée qui semblait appeler leurs armes. Ils traitèrent avec la duchesse Catherine Visconti, qui renonça à tous les droits que son fils pouvait avoir sur Vérone et Padoue, et ils mirent sur pied une armée de neuf mille gendarmes. Leur immense richesse leur permit de choisir les capitaines les plus distingués et les meilleurs soldats de l'Italie. La république, en les appelant à sa solde, se fit une règle de ne jamais confier à un de ses citoyens le commandement de ses armées, pour n'avoir point à redouter sa puissance et sa gloire, et de ne jamais laisser introduire des soldats dans la ville même de Venise, qui n'avait besoin pour sa défense que de ses lagunes, de ses galères et de ses matelots. Deux sénateurs, désignés par le nom de *procurateurs de Saint-Marc*, furent chargés de suivre dans les camps le général étranger que la Seigneurie choisissait, et de le surveiller.

La guerre entre Venise et le seigneur de Padoue fut déclarée le 23 juin 1404. François de Carrara la soutint avec une grande bravoure; mais abandonné, sans alliés, à des forces infiniment supérieures aux siennes, il vit forcer suc-

cessivement le passage des divers canaux qui coupaient son territoire, et derrière lesquels il s'était fortifié. Avant la fin de la campagne de 1404, tout le Padouan fut ravagé par l'armée vénitienne, et presque tous ses châteaux forts furent pris. Le 12 juin 1405, cette armée vint assiéger François de Carrara dans sa capitale, en même temps qu'une autre division assiégeait dans Vérone son second fils Jacob de Carrara, et le forçait à capituler le 23 juin. La population des campagnes s'était réfugiée dans Padoue; mais les privations et les souffrances qu'elle y éprouvait firent éclater dans cette ville une maladie contagieuse qui emporta quarante mille victimes. A la tête des survivans, Carrara et son fils aîné continuèrent à combattre avec une valeur obstinée jusqu'à ce que les Vénitiens eussent pénétré dans un de leurs retranchemens. Alors, le 19 novembre 1405, il fallut bien capituler. Carrara se flattait cependant toujours que la république lui accorderait quelque dédommagement pour la principauté qu'elle lui enlevait. Il se rendit à Venise avec son fils aîné, sous la foi du général entre les mains duquel il avait capitulé : à leur arrivée, ils furent jetés dans une prison où ils trouvèrent Jacob de Carrara qui avait été fait prisonnier à Vérone. Le conseil des Dix, mettant en pratique la maxime donnée plus tard par Machiavel, d'anéantir la

race des tyrans détrônés, pour détruire avec elle le zèle de leurs partisans, leurs espérances et leurs complots, fit étrangler dans leur prison, le 16 janvier 1406, François de Carrara et ses deux fils; il mit à prix en même temps la tête des plus jeunes princes de cette maison qui lui avaient échappé, et celle de tous les survivans de la maison della Scala. Aucun d'eux cependant ne tomba sous le poignard des assassins, auxquels Venise promettait une honteuse récompense; mais ils ne recouvrèrent jamais les États de leurs pères.

Les Florentins regardaient François de Carrara comme un des plus fermes champions du parti guelfe en Lombardie; ils faisaient cas de son alliance, mais ils ne se croyaient pas obligés de se jeter pour lui dans une guerre qu'ils l'accusaient d'avoir provoquée par son attaque sur Vérone. D'ailleurs tous leurs efforts étaient alors dirigés contre Pise; ils regardaient la conquête de cette ville comme une condition nécessaire de leur existence, depuis que Jean Galéaz, en asservissant tous les États qui les entouraient, leur avait fait éprouver, par son blocus, le besoin d'assurer leur communication avec la mer. Jean Galéaz avait laissé la seigneurie de Pise à son fils naturel, nommé Gabriel-Marie, qui était venu avec sa mère prendre possession de cette ville. Celle de Sienne

CHAP. IX. 1402-1412. s'étant remise d'elle-même en liberté au mois de mars 1404, était rentrée dans l'alliance des Florentins. Pérouse et Bologne avaient aussi, dès le mois de septembre précédent, secoué le joug des Visconti; mais elles s'étaient soumises volontairement à l'Église, qui leur avait laissé leur administration républicaine. Les Cancellieri, les comtes Guidi, les Ubertini, et les autres nobles feudataires des Apennins, qui s'étaient mis sous la protection de Jean Galéaz, en avaient été punis par la république, qui les avait ramenés sous son obéissance. Lucques demeurait soumise à Paul Guinigi, qui gouvernait avec modération cette ancienne république, et qui cherchait à se faire oublier de ses voisins. Pise seule en Toscane demeurait ennemie des Florentins; mais comme Gabriel-Marie sentait bien que les Visconti ses frères n'étaient pas alors en état de le défendre, il acheta la protection du maréchal Boucicault, qui représentait le roi de France à Gênes. Boucicault y exerçait seulement les droits limités que la constitution accordait au doge; mais les Génois étaient plus zélés encore que ce maréchal pour le maintien de l'indépendance de Pise : ils redoutaient la concurrence des Florentins dans leur commerce maritime, s'ils étaient une fois maîtres de Pise, de Livourne et du port Pisan. Boucicault au contraire, après avoir reçu Ga-

briel-Marie Visconti sous sa protection, songea bientôt à se faire payer pour l'abandon des devoirs qu'il contractait : il offrit aux Florentins, au mois de juin 1405, de leur vendre Pise pour le prix de quatre cent mille florins, qu'il partagerait avec Gabriel-Marie. Les Pisans, instruits de cette négociation, se soulevèrent le 21 juillet; ils désarmèrent la garnison de leur tyran, et se rendirent maîtres des portes de la ville; mais ils échouèrent dans leur attaque contre la citadelle. Boucicault cependant, averti du danger que courait l'État qu'il voulait vendre, réduisit ses prétentions; il ne demanda plus aux Florentins que deux cent six mille florins pour la citadelle de Pise et les châteaux qu'il possédait encore dans le territoire pisan. Les Florentins les lui payèrent. Il s'était engagé à partager cette somme avec Gabriel-Marie; mais, pour se dispenser de lui rien donner, il l'accusa d'être entré dans un complot contre le roi de France, et il lui fit couper la tête.

CHAP. IX. 1402-1412.

Les Florentins crurent qu'ils détermineraient par une négociation les Pisans à se soumettre à eux, et ils leur proposèrent des conditions avantageuses; les Pisans, au contraire, qui se regardaient encore avec orgueil comme la plus ancienne et la plus illustre république de Toscane, et qui avaient conservé mieux que toutes les autres leur valeur guerrière, assiégèrent avec vigueur

CHAP. IX. 1402-1412. leur citadelle, et la reprirent le 6 septembre. Alors ils firent demander la paix aux Florentins, en leur offrant le remboursement de l'argent que ceux-ci avaient payé : en même temps, pour faciliter la négociation, ils rappelèrent de l'exil Jean Gambacorta, dont la famille avait toujours été favorisée par les Florentins, et ils le nommèrent capitaine du peuple : mais toutes leurs offres furent rejetées ; il fallut recourir aux armes, et les Pisans, non contens de combattre eux-mêmes, sacrifièrent avec empressement leur richesse pour appeler à leur service des condottiéri de toutes les parties de l'Italie. La guerre continua plus d'une année. Les Pisans perdirent successivement les châteaux forts de leur territoire; ils furent ensuite bloqués dans la ville pendant la campagne de 1406, et ils supportèrent avec courage les privations, les maladies, et enfin la famine. Mais le chef qu'ils s'étaient donné, Jean Gambacorta, n'avait point le même héroïsme. Il traita secrètement avec les Florentins, par lesquels il se fit donner cinquante mille florins et le comté de Bagne; à ce prix il leur ouvrit les portes de Pise, dans la nuit du 8 au 9 novembre 1406. Les Florentins firent ce qu'ils purent pour réconcilier les Pisans au joug qu'ils leur apportaient. Leur armée était précédée dans cette ville affamée par des convois de pain que les soldats distribuaient eux-

mêmes à tous ceux qui leur en demandaient. CHAP. IX.
Le commissaire de la république, Gino Capponi, 1402-1412.
promit non seulement que les vainqueurs observeraient une stricte justice, mais qu'ils accorderaient des priviléges au peuple conquis. Toutes ces avances furent inutiles; les Pisans étaient trop fiers pour obéir à des rivaux qu'ils avaient si long-temps combattus: presque toutes les familles les plus anciennes ou les plus riches passèrent à Lucques, en Sardaigne et en Sicile. Les jeunes gens s'engagèrent presque tous dans les compagnies d'aventure, pour retrouver dans les camps une indépendance qu'ils ne pouvaient plus espérer dans leur patrie; et Pise, en perdant sa liberté, perdit son commerce, sa population et tous les restes de sa prospérité.

Les Florentins se proposèrent de soulager la misère de Pise, et d'y appeler un grand concours d'étrangers, en offrant cette ville à l'Église pour y assembler le concile qui avait pour objet de terminer le grand schisme d'Occident. Ce schisme durait depuis 1378. Pierre de Luna, Aragonais, un des cardinaux qui l'avaient fait naître, avait remplacé à Avignon Clément VII, mort en 1394. Dans l'autre division de l'Église, la succession des papes avait été plus rapide. Boniface IX, qui succéda en 1389 au turbulent Urbain VI, se montra beaucoup plus homme de guerre qu'homme d'église; il reconquit successi-

CHAP. IX. 1402-1412.

vement les Etats que son prédécesseur avait perdus; il rentra dans Rome, et il y affermit son autorité par des supplices. Innocent VII, qui lui succéda en 1404, était un homme doux et modéré; cependant, comme il abandonna l'autorité à son frère, et que celui-ci voulut aussi régner par la terreur, il révolta les Romains par ses cruautés; le pape fut de nouveau chassé de sa capitale; il mourut en 1406, peu de temps après y être rentré, et le Vénitien Grégoire XII, lui fut donné pour successeur.

Dans l'une et l'autre section de l'Église la prolongation du schisme était considérée comme une honte et un malheur pour la chrétienté : d'une et d'autre part les souverains mettaient un grand zèle pour le supprimer, mais des deux côtés les papes leur opposaient une résistance opiniâtre : élus par les deux colléges de cardinaux sous la condition expresse qu'ils seraient prêts à faire la cession de leurs droits, à abdiquer en même temps que leur compétiteur, ils s'y étaient refusés, ou en avaient retardé le moment par mille artifices. Benoit XIII avait été assiégé dans son palais d'Avignon par les troupes du roi de France pour le contraindre à la cession; mais depuis qu'il s'était déclaré prêt à la faire, son adversaire, Grégoire XII, s'y était refusé. Celui-ci s'était cependant avancé jusqu'à la Spezia, et Grégoire jusqu'à Lucques, pour se réunir en

conférence avec les deux colléges; mais l'un et l'autre s'obstinaient à ne pas faire le dernier pas. Enfin leurs cardinaux impatientés les abandonnèrent à la fin de l'année 1408; ils se réunirent à Livourne, et ce furent eux qui convoquèrent à Pise un concile œcuménique pour le mois de mars 1409. Ce concile, qui réunit des prélats de la plus grande partie de la chrétienté, après d'assez longues discussions, condamna et déposa les deux papes le 5 juin 1409; et le 7 juillet les cardinaux réunis des deux obédiences en nommèrent à leur place un troisième, Alexandre V: mais les papes déposés n'obéirent point à la sentence du concile; tous deux conservèrent un petit troupeau de fidèles, l'un en Aragon, l'autre à Rimini, où Grégoire s'était retiré, et à Naples: en sorte qu'au lieu de deux papes l'Occident en compta trois. Il fallut, pour achever de terminer le schisme, assembler, le 1er novembre 1414, à Constance, un second concile général, qui força deux des papes à abdiquer, et qui déposa le troisième. En même temps l'Église réclamait avec instance une réforme: pour l'accomplir, un troisième concile fut assemblé à Bâle le 23 juillet 1431, et celui-là commença un nouveau schisme.

Pendant que le siége pontifical était disputé par deux ou trois prétendans, obligés de se défendre, non seulement les uns contre les autres,

CHAP. IX. 1402-1412. mais contre leurs propres cardinaux et contre toute la chrétienté, le roi de Naples profita de leur embarras pour s'emparer de presque tout l'État de l'Église. Ce roi était Ladislas, fils de Charles III de Duraz, auquel il avait succédé en 1386, étant alors âgé de dix ans. Un prince mineur comme Ladislas, Louis II d'Anjou, lui disputait la couronne. La reine Jeanne, lorsqu'elle était pressée par les Hongrois, avait adopté Louis I, duc d'Anjou, frère de Charles V, qui était entré en 1382 dans le royaume de Naples, et qui y était mort en 1384; il avait laissé un fils, Louis II, encore en bas âge, auquel sa mère et ses partisans donnaient le nom de roi de Sicile. La guerre entre ces deux enfans, que dirigeaient leurs mères, ruina le royaume de Naples pendant les dernières années du quatorzième siècle, et lui fit perdre toute influence sur le reste de l'Italie. Ce ne fut qu'en 1399 que Ladislas réussit à chasser les princes d'Anjou du royaume de Naples, et à le soumettre tout entier. Il avait grandi au milieu des guerres civiles, recevant la dure éducation des privations et des dangers, tour à tour compromis ou secondé par les intrigues et la trahison. Il était brave; il avait bien appris l'art de la guerre, et mieux encore celui de la dissimulation et de la perfidie. Son ambition était sans bornes, et aucune règle morale ne gênait ses passions. Après de courtes tentatives

CHAP. IX. 1402-1412.

pour conserver la Provence ou acquérir la couronne de Hongrie, auxquelles sa naissance lui donnait des droits, il jugea plus avantageux de tourner tous ses efforts contre les États limitrophes de l'Italie. Il s'empara de Rome au mois d'avril 1408, et bientôt après de Pérouse; il soumit la plupart des villes de la Marche et du duché de Spolèto; de là il entra en Toscane, ravagea les campagnes d'Arezzo et celles de Sienne, et s'empara de Cortone.

Les Florentins, lorsqu'ils se virent attaqués par ce prince ambitieux et sans foi, avec lequel ils n'avaient aucun sujet de querelle, résolurent de lui opposer Louis II d'Anjou qu'ils rappelèrent de France en 1409, et auquel ils offrirent des subsides pour l'aider à regagner la couronne de Naples. En même temps ils s'attachèrent, par une alliance plus intime, à l'un des deux généraux qui attiraient alors sur eux l'attention de toute l'Italie. Parmi les nombreux capitaines qui s'étaient formés à l'école d'Albéric de Barbiano, il y en avait deux qu'on regardait comme l'emportant beaucoup sur tous les autres par les progrès qu'ils avaient fait faire à l'art de la guerre : d'une part, Braccio de Montone, gentilhomme de Perugia, s'était attaché, pour rendre son armée maniable, à augmenter le nombre des officiers, et à les accoutumer à combattre en corps détachés qui se dispersaient et se ralliaient

CHAP. IX. 1402-1412. à sa volonté; Sforza Attendolo d'autre part, paysan de Cottignola, dans la Romagne, qui s'était distingué d'abord par sa prodigieuse force de corps et par sa bravoure, avait bientôt montré des talens égaux pour la tactique; mais au lieu d'adopter le nouveau système de Braccio, il s'était appliqué à perfectionner l'ancien : il continuait à faire mouvoir par grandes masses son armée, que personne ne conduisait avec plus d'ensemble et d'aplomb; en même temps, Braccio se signalait par une valeur impétueuse, par une stratégie prompte, décisive et quelquefois hasardeuse; Sforza, au contraire, se faisait remarquer par la prudence, la constance et le sang-froid. Bientôt tous les soldats aventuriers de l'Italie se partagèrent entre ces deux capitaines qui, à peu près du même âge et ayant fait leurs premières armes ensemble, se trouvaient opposés par une rivalité de gloire et d'intérêt. On donna le nom d'écoles des Bracceschi et des Sforzeschi à leurs deux bandes; et lorsqu'un Etat appelait l'un des deux à sa solde, il était presque toujours sûr d'avoir l'autre pour ennemi.

Les Florentins formèrent avec Braccio une alliance intime, et le mirent à la tête de leur armée. Ils lui assurèrent une pension considérable, même pour le temps où il ne serait pas à leur solde, sous condition qu'il reviendrait toujours à eux dès qu'ils l'appelleraient. Louis d'An-

jou ne leur rendit que très peu de service; comme CHAP. IX.
il faisait la guerre pour eux dans l'État de Rome, 1402-1412.
il apprit que les Génois s'étaient soulevés contre les Français, le 6 septembre 1409, et les avaient chassés de leurs murs : il craignit alors que ses communications avec la France ne fussent interrompues, et il retourna en Provence. Mais après son départ, Braccio de Montone continua la guerre avec succès contre les Napolitains; et, le 2 janvier 1410, il se rendit maître de Rome avec l'armée florentine. La république cependant n'avait pas plus tôt remporté un avantage signalé sur Ladislas, qu'elle lui offrait la paix. Celui-ci s'empressait de l'accepter; il se liait par les traités les plus précis, les sermens les plus solennels, mais à peine les avait-il prêtés qu'il les violait avec effronterie. La guerre ne fut réellement interrompue que pendant le temps nécessaire pour reposer les troupes : chaque année il fallait faire une nouvelle campagne. Deux fois Louis II d'Anjou fut rappelé en Italie par les Florentins; il remporta, le 19 mai 1411, à Rona-Secca, une grande victoire sur Ladislas, dont il ne sut pas tirer parti. Il se retira enfin, et laissa Ladislas
achever la conquête de l'État ecclésiastique, tan- 1412-1421.
dis que Jean XXIII, successeur d'Alexandre V, se débattait pour empêcher la convocation du concile de Constance, qui le déposa. Ladislas, qui devait en partie ses succès aux talens et à la

CHAP. IX. 1412-1421. bravoure de Sforza, qui s'était mis à sa solde, faisait chaque année quelque conquête en Toscane; il menaçait de tous les côtés à la fois la république florentine, qui, épuisée par des efforts continus, ne se trouvait plus assez de ressources pour lui résister, et commençait à perdre l'espérance, lorsque le roi de Naples fut atteint, dans son camp, d'une maladie violente et des plus douloureuses, qui fut attribuée à ses débauches; il se fit reporter à Naples en litière, mais il mourut en y arrivant, le 6 août 1414. Sa sœur, Jeanne II, veuve d'un fils du duc d'Autriche, lui succéda. Elle était âgée de quarante-cinq ans, mais, comme son frère, elle se livrait sans retenue au libertinage; elle abandonna le gouvernement de l'Etat à ses jeunes amans, qui se disputaient le pouvoir par les armes; ils appelèrent à son service, à celui de son second mari, ou des deux princes rivaux qu'elle adopta tour à tour comme ses fils, les deux armées de Sforza et de Braccio; ils causèrent ainsi la ruine du royaume de Naples, et cessèrent de menacer le reste de l'Italie.

Au moment, il est vrai, où Ladislas disparaissait, un nouvel ennemi commençait à causer de l'inquiétude aux Florentins : c'était Philippe-Marie Visconti, frère de Jean-Marie et troisième duc de Milan. Il fût reçu dans cette capitale le 16 juin 1412, quatre jours après le

meurtre de son frère. En même temps il épousa la veuve de Facino Cane, le puissant condottiere qui avait tenu Jean-Marie dans la dépendance, et qui était mort le même jour que lui. Par ce mariage si brusque il s'assurait de l'armée de Facino Cane, qui était effectivement maîtresse de la plus grande partie du Milanez. Avec son aide il entreprit immédiatement de recouvrer le reste de cet Etat des mains des tyrans qui s'étaient partagé les domaines de son père. Philippe-Marie réunissait, comme Jean Galéaz, une ambition démesurée à une timidité extrême. Il combattit avec résolution dans la première année de son règne, année qui devait décider de son existence comme prince ou comme sujet; mais dès-lors, quoiqu'il fît sans cesse la guerre, il ne se montra plus aux armées: même dans ses palais, dans ses jardins il fuyait les regards des hommes; il ne voulut jamais consentir à une entrevue avec l'empereur Sigismond, lorsque celui-ci vint à Milan pour travailler à l'extinction du schisme. On assure qu'ayant le sentiment de son extrême laideur, il ne pouvait supporter l'humiliation d'attirer les regards sur lui. Autant que son père, il eut l'art de distinguer les grands talens et de s'attacher les meilleurs capitaines de l'Italie; mais il montra beaucoup moins que lui de confiance dans ceux qui en auraient été dignes, et bien moins de constance ou d'élévation

CHAP. IX. 1412-1421. dans ses projets. Toujours aussi craintif qu'ambitieux, il méditait des attaques contre tous ses voisins; mais il se décourageait au premier revers. Versatile dans sa politique, il n'avait pas plus tôt fait la paix qu'il recommençait la guerre; et il avait à peine contracté une alliance, qu'il recherchait les ennemis de son allié. Il semblait ne s'alarmer pas moins des succès de ses généraux que de ceux de ses ennemis : il était toujours le premier à les arrêter et à les empêcher d'en recueillir les fruits; en sorte que sa conduite tortueuse amenait chaque jour des résultats inattendus. En même temps, sans pitié pour ses sujets, qu'il exposait tour à tour aux vexations de ses soldats et de ceux des ennemis, il eût ruiné la Lombardie, si la fertilité de cette riche province ne s'était pas trouvée plus puissante encore que ses efforts pour l'épuiser.

Dans le combat de Monza, qui lui assura la succession de son frère et qui fut le seul auquel il assista, Philippe-Marie remarqua la valeur brillante de François Carmagnola, soldat de fortune piémontais, auquel il donna un commandement. Celui-ci justifia le choix du duc par les talens les plus distingués pour la guerre, les exploits les plus éclatans et le caractère le plus noble. François Carmagnola fut, au bout de peu d'années, mis à la tête des armées de Philippe-Marie, et, de l'année 1412 à l'année 1422,

il attaqua successivement les tyrans qui s'étaient partagé l'héritage de Jean Galéaz, et il réduisit tous leurs petits Etats sous la domination du duc de Milan. La république de Gênes elle-même se soumit à lui en 1421, aux mêmes conditions sous lesquelles elle s'était soumise auparavant au roi de France : elle se réserva ses libertés, et elle n'accorda au lieutenant du duc, qui fut le même François Carmagnola, que les prérogatives qui, par la constitution, étaient réservées au doge. CHAP. IX. 1412-1421.

Dès que Philippe-Marie eut achevé la conquête de la Lombardie, il reprit les projets de son père, pour subjuguer également la Romagne et la Toscane. Il renoua les alliances que Jean Galéaz avait contractées avec les tyrans gibelins de la première province; il recommença ses intrigues contre la république de Florence, et il les combina avec celles qu'il entretenait en même temps dans le royaume de Naples. Jeanne qui avait renvoyé en France son second mari, Jacques, comte de la Marche, et qui n'avait point d'enfans, avait adopté en 1420, à la persuasion d'un de ses amans, Alphonse le Magnanime, roi d'Aragon et de Sicile, auquel elle consigna quelques uns des châteaux de Naples; puis en 1423 elle révoqua cette adoption pour y substituer celle de Louis III d'Anjou, fils de Louis II. Le premier se mit à la tête de l'ancien parti de Duraz, le second fut secondé par le parti angevin, et 1421-1432.

CHAP. IX. 1421-1432. dans leurs guerres civiles les deux grands capitaines, Sforza et Braccio, opposés l'un à l'autre, acquirent de nouvaux titres de gloire. Le duc de Milan fit alliance avec Jeanne II et Louis III d'Anjou, et Sforza, nommé connétable du royaume, fut leur général. Les Florentins demeurèrent attachés à Braccio, qu'Alphonse avait nommé gouverneur des Abruzzes, et qui en même temps s'était emparé de la seigneurie de Pérouse sa patrie : il avait trouvé dans les Pérousins des dispositions belliqueuses ; en les associant à sa gloire, il les faisait profiter des richesses que lui valait le métier des armes ; déjà il avait subjugué plusieurs petits Etats voisins, et il paraissait s'occuper d'établir dans cette province une principauté militaire, que les Florentins acceptaient comme alliée pour défendre de concert l'indépendance de la Toscane. Mais Sforza et Braccio périrent, lorsque l'Italie attendait avec anxiété les résultats de la lutte qui allait recommencer entre eux. Sforza se noya le 4 janvier 1424, au passage du fleuve Pescara; Braccio fut blessé mortellement à la bataille de l'Aquila, le 2 juin de la même année. François, fils du premier, recueillit l'armée de son père, et soutint le nom de Sforza auquel il devait ajouter une nouvelle illustration. Le fils de Braccio perdit au contraire la souveraineté de Pérouse, qui se remit en liberté le 29 juillet; et les débris de

l'armée, formée par ce grand capitaine, se réunirent sous le commandement de Nicolas Piccinino, son plus habile lieutenant.

Ce fut le moment que choisit le duc Philippe-Marie, pour pousser ses armées en Romagne, et attaquer avec vigueur les Florentins auxquels il avait reconnu le droit de protéger cette province. Ceux-ci pris au dépourvu, et n'ayant point à la tête de leurs troupes des généraux expérimentés, éprouvèrent, du 6 septembre 1423 au 17 octobre 1425, six défaites successives, en combattant dans la Romagne ou la Ligurie les troupes du duc de Milan. Ils rassemblèrent, sans se laisser décourager, leur armée pour la septième fois; et le patriotisme de leurs riches marchands put suppléer à la pénurie de leur trésor. Mais en même temps ils envoyèrent leurs hommes les plus distingués en ambassade à Venise, pour représenter à cette république, que si elle ne se joignait pas à eux pendant qu'ils étaient encore debout, c'en serait fait de la liberté italienne. Lorenzo Ridolfi, l'un des dix de la guerre, qui avait été député à la seigneurie de Venise, en voyant combien elle avait peine à se résoudre, s'écria : « Nous reconnaissons « que nous avons eu tort de ne pas nous op- « poser quand il était temps à Philippe-Marie, « car par nos lenteurs nous l'avons fait duc de

CHAP. IX. 1421-1432.

« Milan et maître de Gênes; mais vous, en nous « sacrifiant, vous allez le faire roi d'Italie; et à « notre tour, s'il faut nous soumettre à lui, nous « le ferons empereur. » Un illustre fugitif, qui arriva vers le même temps à Venise, François Carmagnola, acheva de décider cette république en lui faisant connaître les projets que le duc de Milan avait formés pour la subjuguer. François Carmagnola excitait la jalousie du duc de Milan par la gloire que lui avaient acquise les victoires remportées à son service, et par le crédit qu'il exerçait sur ses soldats. Il avait été disgracié sans que le duc assignât aucune cause pour le priver de ses emplois; il était revenu à la cour, mais jamais il n'avait pu obtenir la permission de voir son maître; il était alors passé en Piémont sa patrie; aussitôt sa femme et ses filles avaient été arrêtées et ses biens séquestrés; enfin, s'étant rendu par l'Allemagne à Venise, on y avait surpris des émissaires du duc qui cherchaient à l'empoisonner. Le doge, François Foscari, qui désirait illustrer son règne par des conquêtes, engagea le sénat de Venise à s'opposer à l'ambition du duc de Milan. Une alliance fut formée entre Florence et Venise; le marquis de Ferrare, le seigneur de Mantoue, les Siennois, le duc Amédée VIII de Savoie, et le roi Alphonse de Naples, s'y associèrent successivement. Cette

ligue déclara la guerre, le 27 janvier 1426, au duc de Milan, et Carmagnola fut chargé d'assembler une armée de seize mille cuirassiers et huit mille fantassins, dans l'État de Mantoue.

La fortune de la guerre, dans la campagne de 1426, suivit Carmagnola; il fut aussi heureux contre le duc de Milan qu'il l'avait été à son service, et il lui enleva la ville et toute la province de Brescia. Le duc, par un traité du 30 décembre, abandonna cette conquête aux Vénitiens : mais il employa l'hiver à rassembler ses forces, et dès le commencement du printemps il recommença la guerre. Il avait fait équiper sur le Pô une puissante flotte, avec laquelle il croyait pouvoir se rendre maître des deux États de Mantoue et de Ferrare, alliés des deux républiques. Cette flotte, attaquée près de Crémone par les Vénitiens, le 21 mai 1427, fut brûlée après un combat acharné. Le duc de Milan avait mis à la tête de ses armées Nicolas Piccinino, l'élève de Braccio, qui lui avait amené l'élite des soldats Bracceschi : celui-ci attaqua, le 12 juillet, Carmagnola, à Casal-Secco; mais la chaleur était excessive, et la poudre du terrain desséché s'élevait si fort sous les pieds des chevaux, que les deux armées, perdues dans une obscurité aussi épaisse que celle de la nuit, ne pouvant plus se reconnaître ni donner ou rece-

CHAP. IX. 1421-1432. voir des signaux, furent obligées de se séparer, sans que l'une ou l'autre pût s'attribuer l'avantage. Une troisième bataille fut livrée le 11 octobre 1427 à Macalò, au milieu d'un marais. Carmagnola y défit complétement l'armée Milanaise, que commandait Charles Malatesti, et où l'on voyait réunis, François Sforza, Nicolas Piccinino, et les capitaines les plus illustres de l'Italie. Mais par une générosité imprudente, Carmagnola rendit la liberté à tous ses prisonniers, et il provoqua ainsi le ressentiment des procurateurs de Saint-Marc qui l'accompagnaient. Une nouvelle paix, signée le 18 août 1428, suspendit encore les hostilités, sans réconcilier les parties, ou leur inspirer aucune confiance. Les Florentins voulurent profiter de cet intervalle de repos pour attaquer Paul Guinigi, le seigneur de Lucques, dont l'alliance avec le duc de Milan les avait irrités, et qui avait ensuite été abandonné par le duc. Les Lucquois saisirent cette circonstance pour se révolter contre leur seigneur, au mois de septembre 1430, le déposer, et l'envoyer prisonnier à Milan. Les Florentins furent ensuite chassés de l'État de Lucques par Nicolas Piccinino, qui les défit sur les bords du Serchio, le 2 décembre suivant; et la guerre générale recommença.

Dans cette dernière campagne la fortune aban-

donna Carmagnola. Il se laissa surprendre à Soncino, où il était avec son avant-garde, le 17 mai 1431, par François Sforza, et seize cents de ses cavaliers furent faits prisonniers. Il rejoignit cependant son armée qui était encore brillante, et le 23 mai il s'approcha du Pô, pour seconder une flotte vénitienne qui voulait tenter l'attaque de Crémone; mais cette flotte, acculée par celle des Milanais contre la rive opposée, fut brûlée en sa présence, sans qu'il fût à portée de la secourir. Quelque désir qu'il eût de réparer ces échecs, il ne put pendant le reste de l'été rejoindre son ennemi; une épizootie terrible s'était répandue parmi les chevaux dans toute l'Italie, sa cavalerie en fut démontée, et comme le sort des batailles dépendait alors uniquement de la gendarmerie, cette calamité le réduisit à une complète inaction.

Le sénat de Venise, qui s'était fait la règle de ne défendre la république qu'avec des armes étrangères, de ne jamais appeler ses citoyens sous les drapeaux, soit comme généraux, soit comme soldats, y avait joint celle de contenir, par une rigueur extrême, ces aventuriers étrangers dont il formait ses armées, et de ne supposer aucune vertu à des hommes qui trafiquaient de leur sang. Il se défiait d'eux, il les croyait toujours enclins à la trahison; et s'ils étaient malheureux, ne fussent-ils coupables que d'impru-

CHAP. IX. 1421-1432. dence, il les en rendait responsables; il voulait que ses condottiéri fussent bien avertis qu'ils ne perdraient pas les armées de la république, sans perdre aussi la vie. Il joignait cependant à cette rigueur la perfidie et le mystère propres aux aristocraties. Décidé à punir Carmagnola de ses derniers revers, il commença par le tromper en le comblant de marques de déférence et de confiance. Il l'invita, au mois d'avril 1432, à venir à Venise, pour arrêter, avec la seigneurie, le plan de la campagne qui allait commencer. Les sénateurs les plus distingués allèrent au-devant de lui, et le conduisirent en pompe au palais du doge. Carmagnola, introduit dans le sénat, fut assis à la place d'honneur; on l'invita à parler, et on applaudit à ses discours. Le jour baissait cependant, on n'avait point encore apporté les flambeaux, et le général ne distinguait déjà plus les physionomies de ceux qui l'entouraient, lorsque tout à coup les sbirri s'élancèrent sur lui, le chargèrent de fers, et l'entraînèrent dans la prison du palais. Le lendemain, il y fut appliqué à une torture cruelle, rendue plus douloureuse encore par les blessures qu'il avait reçues au service de la république. Les accusations formées contre lui, et ses réponses aux interrogatoires, furent ensevelies dans le profond secret dont le sénat de Venise couvrait tous ses actes; mais, le 5 mai 1432, François Carmagnola, vingt jours après son ar-

restation, fut conduit entre les deux colonnes de la place de Saint-Marc, avec un bâillon dans la bouche, pour l'empêcher de protester de son innocence; et il y eut la tête tranchée en présence d'un peuple frémissant que le sénat de Venise ne voulait gouverner que par la terreur. CHAP. IX. 1421-1432.

CHAPITRE X.

Côme de Médicis chef de la république de Florence. — Mort du dernier Visconti. — Efforts des Milanais pour recouvrer leur liberté; ils sont asservis par François Sforza. — Conjuration d'Étienne Porcari à Rome. — 1431 — 1454.

CHAP. X. La fermentation parmi les classes inférieures du peuple, qui avait été marquée à Florence par le triomphe momentané des Ciompi, s'était calmée. Les hommes auxquels un travail journalier était nécessaire pour leur subsistance, les artisans, les manufacturiers avaient renoncé à parvenir eux-mêmes aux premiers emplois de la république. Ils sentaient que l'égalité politique n'excluait point une certaine subordination; ils reconnaissaient la puissance des capitaux qui les faisaient vivre, celle de l'intelligence qui trouvait des débouchés pour les produits de leur industrie, et ils étaient disposés à obéir aux riches marchands qui les employaient. Accoutumés par les habitudes de la vie privée à se confier dans les lumières de ces chefs, pour les intérêts qui leur importaient le plus, et qui occupaient le plus constamment leur pensée, ils les regardaient

comme plus capables encore de décider des questions politiques sur lesquelles le peuple se passionne quelquefois, mais ne réfléchit guère. C'est de loin en loin seulement, que la société, même dans les États les plus libres, est remuée tout entière par des idées abstraites, qui font souvent une impression d'autant plus forte qu'on en comprend moins la portée : l'expérience vient ensuite détromper d'une attente exagérée et déraisonnable. Ainsi des notions fausses sur l'égalité firent d'abord demander aux Florentins que chaque citoyen eût une part égale au commandement. Après qu'ils eurent éprouvé les violences et les dilapidations causées par l'anarchie des Ciompi, ils oublièrent trop les avantages de la vraie égalité. Ils ne cherchèrent point assez à procurer à tous une égale protection, une égale justice, à réveiller dans tous un intérêt pour la chose publique, qui excitât le développement de leurs diverses facultés. La flamme qu'un amour exagéré de l'égalité avait allumée en 1378, avait consumé les matériaux qui devaient la nourrir; et cinquante ans plus tard le peuple florentin ne montrait plus de jalousie envers ceux que leur condition désignait comme faits pour le gouverner. CHAP. X.

Les idées générales ne peuvent exercer une action durable que sur les esprits capables de les entendre. Que la liberté soit pour tous, mais

CHAP. X. que le pouvoir demeure à ceux qui comprennent son but; à ceux qui savent démêler les moyens de l'atteindre; à ceux qui sont trop fiers pour reconnaître des maîtres, et trop généreux pour vouloir des sujets; à ceux qui désirant le progrès intellectuel et le bien-être matériel de tous leurs semblables, donneront tout leur temps, toute leur pensée à rechercher l'un et l'autre; à ceux, enfin, qui jouissent des avantages d'une éducation libérale, et n'ont l'esprit ni aigri par des jalousies, ni rétréci par des préjugés, ni troublé par des craintes chimériques. Que tous les autres cependant participent aussi à la puissance publique, il le faut, pour les préserver de l'oppression; il le faut plus encore pour élever leur esprit et leur âme au-dessus des intérêts matériels, pour les accoutumer à sortir quelquefois de leur égoïsme, pour leur faire atteindre quelquefois aussi aux hautes questions morales; mais qu'ils participent à cette puissance publique comme simples citoyens, non comme magistrats.

Le nombre des républiques avait tellement diminué en Italie, que les classes inférieures du peuple couraient beaucoup plus de risque d'être corrompues par les exemples de la servilité, que par la vue des excès de la démagogie. Dans le royaume de Naples, dans la Romagne et la Lombardie, ces classes demeuraient sans protection, exposées aux outrages des soldats et pressurées

par le fisc. Cependant, à la réserve des désordres dont elles souffraient par le passage des compagnies d'aventure, le fardeau qu'elles devaient porter était assujetti à des règles, et réparti également; elles ne connaissaient point ces vexations personnelles, cette oppression domestique que la noblesse exerçait sur la roture dans le reste de l'Europe. Aussi, malgré des calamités fréquentes et une grande diminution de l'énergie reproductive, l'Italie, qui avait cessé d'être libre, n'avait pas cessé de prospérer. Les champs, en Lombardie surtout, étaient encore soumis à une culture riche et savante; les villes étaient encore animées par l'activité de nombreuses manufactures.

Après le royaume de Naples et le duché de Milan, la république de Venise formait par sa puissance le troisième État de l'Italie. Le peuple qu'elle gouvernait était privé, presque autant que celui de Milan, de tout pouvoir politique. Ses suffrages n'étaient jamais demandés, ni sa voix entendue, et il ne songeait pas même à juger son gouvernement. Mais le sénat, beaucoup plus sage dans son administration que les tyrans lombards, ne laissait jamais supporter aux sujets d'autres charges que celles qu'il imposait lui-même, et celles-là étaient toujours modérées, toujours distribuées avec égalité et un esprit de justice. Tout ce que le Vénitien payait à l'État était employé scrupuleusement et avec écono-

 mie à la défense commune ou à l'ornement de la patrie. Le gouvernement ne coûtait rien au peuple, qui suivait lui-même avec orgueil, dans les ouvrages publics, l'emploi de ses deniers. Les provinces de terre-ferme étaient soigneusement garanties des vexations des gens de guerre, et, autant que possible, des invasions des ennemis. La ville de Venise, depuis l'époque de sa fondation, n'avait jamais été envahie et n'avait vu le Rialto souillé par la présence d'armées étrangères ou par la domination, même passagère, d'un tyran. Les richesses du commerce et de l'industrie, protégées par une sécurité si constante, s'étaient accrues par-delà tout ce qu'on avait remarqué ailleurs. Les provinces de terre-ferme, oubliant toute prétention à l'indépendance, se trouvaient heureuses lorsqu'elles se comparaient à leurs voisins. Les paysans surtout étaient prêts à donner leur vie pour Saint-Marc, c'est ainsi qu'ils appelaient l'État. Les seules possessions de la république qui eussent des motifs de se plaindre étaient celles du Levant : les marchands Vénitiens y avaient sacrifié l'industrie commune à l'esprit étroit du monopole.

La république de Florence était, par son importance et ses richesses, le quatrième État de l'Italie. Plus généreuse que Venise, elle s'était plus souvent compromise par des guerres qui l'avaient exposée à des invasions fréquentes.

Moins prudente dans son administration intérieure, elle avait souvent éprouvé les convulsions des factions, et quelquefois même celles d'une tyrannie de courte durée; mais, en revanche, les Florentins devaient à la nature de leur gouvernement un degré d'énergie, d'activité et d'intelligence qui les mettait en état de réparer beaucoup plus vite leurs pertes. Les Florentins avaient dans leur ville des manufactures renommées par tout l'Occident, surtout celle des étoffes de laine, qui occupait plus de bras que toutes les autres, celle des étoffes de soie, et celle des brocarts d'or. En même temps, leurs négocians étaient les plus grands capitalistes de l'Europe; leurs comptoirs étaient répandus dans toutes les places de commerce du monde, et leurs fonds souvent mis, à gros intérêts, au service de tous les princes. Les campagnes florentines étaient enrichies par l'agriculture la plus industrieuse, celle de toutes qui concentrait, sur un espace donné, le plus de travaux et le plus de capitaux. Les citoyens, soumis eux-mêmes à des impôts onéreux, avaient toujours traité leurs sujets des campagnes avec plus de ménagemens, et surtout cherché à maintenir entre eux une équitable égalité dans la répartition des impositions. C'est dans ce but qu'en 1429 ils inventèrent le *cadastre*, ou recensement et description de tous les fonds, avec estimation de

CHAP. X. leur valeur, pour servir de base à des impositions toujours proportionnelles. Les sujets des Florentins auraient dû se trouver au moins aussi heureux que ceux des Vénitiens, mais le souvenir de la liberté et de l'indépendance était plus récent dans leur mémoire : aussi Pise, Pistoïa, Arezzo, Volterra, et même des villes et des bourgades moins importantes, firent, à plusieurs reprises, des efforts pour recouvrer leur liberté ; aucune ne pouvait encore se résigner à demeurer sujette. Dans la même enceinte de la Toscane, Lucques, qui ne perdit plus sa liberté depuis l'expulsion de Paul Guinigi jusqu'à nos jours, et Sienne, qui se maintint libre jusqu'en 1555, semblaient inviter les autres villes à se gouverner aussi en républiques indépendantes. Dans l'une et l'autre cependant, la fermentation démocratique qui avait agité tous les États libres, durant la dernière moitié du quatorzième siècle, s'était apaisée, et le gouvernement était retourné aux mains de ceux qui s'étaient rendus propres à l'exercer par leur éducation et leurs lumières.

A Florence, le parti démocratique, dirigé par les Alberti, les Ricci et les Médici, avait été écarté du pouvoir, en 1381, par une conséquence de l'abus que les Ciompi leurs associés avaient fait de leur victoire ; dès-lors les Albizzi, leurs rivaux, gouvernèrent la république pen-

dant cinquante-trois ans, de 1381 à 1434, avec un bonheur et un éclat jusqu'alors sans exemple. Jamais le triomphe d'une faction aristocratique ne mérita une place plus brillante dans l'histoire. Celle-ci sut se maintenir par l'ascendant de ses talens et de ses vertus, sans restreindre jamais les droits du reste des citoyens, sans abuser d'une prépondérance qui était toute dans l'opinion. Ce fut l'époque la plus prospère de la république; celle durant laquelle son opulence acquit les plus grands développemens; celle où les arts, les sciences, la littérature, adoptèrent Florence comme une patrie nouvelle; celle aussi où naquirent et se formèrent tous ces grands hommes, dont les Médicis, leurs contemporains, ont recueilli la gloire, sans avoir eu de part à leur éducation; celle enfin où la république suivit le plus constamment la politique la plus généreuse, et où, se considérant comme gardienne de la liberté de l'Italie, elle mit tour à tour obstacle à l'ambition de Jean Galéaz Visconti, de Ladislas, roi de Naples, et de Philippe-Marie, duc de Milan. Thomas des Albizzi, et ensuite Nicolas d'Uzzano, avaient été les chefs de cette aristocratie dans ces temps de gloire et de sagesse. Après eux vint Renaud, fils de Thomas des Albizzi; il oublia davantage qu'il n'était qu'un simple citoyen; il se montra plus impétueux, CHAP. X.

CHAP. X. plus arrogant, plus jaloux, plus impatient de toute opposition, et il perdit la prééminence que sa famille avait si long-temps maintenue.

1433. Renaud des Albizzi voyait avec inquiétude s'élever dans la personne de Côme, fils de Jean de Médici, un rival qui relevait le parti autrefois vainqueur de ses ancêtres. Cet homme jouissait à Florence d'une popularité héréditaire, parce qu'il descendait de l'un des démagogues qui, en 1378, avaient pris la défense des arts mineurs contre l'aristocratie; en même temps, par ses immenses richesses, qui l'égalaient aux plus grands princes d'Italie, il excitait l'envie de cette aristocratie elle-même. Quoique les Albizzi vissent avec défiance les familles de leurs rivaux parvenir à la magistrature suprême, ils n'avaient pu en fermer l'accès à Jean de Médici, qui fut gonfalonier en 1421. Son fils Côme, né en 1389, fut prieur en 1416; il était chef d'une maison de commerce qui avait des comptoirs dans toutes les grandes villes de l'Europe et du Levant; mais en même temps il cultivait les lettres avec ardeur; son palais, l'un des plus somptueux de Florence, était le rendez-vous de tous les artistes, de tous les poëtes, de tous les savans, de ceux entre autres qui, à cette époque, introduisirent la philosophie platonicienne en Italie : l'opulence de Côme de Médici était sans cesse au service de ses amis; il y avait

à Florence peu de citoyens pauvres auxquels il n'eût pas ouvert sa bourse. CHAP. X. 1433.

Côme de Médici ne semblait pas songer à faire revivre les doctrines soutenues par ses ancêtres, sur les droits des moindres citoyens à entrer dans la magistrature. Il n'énonçait point des opinions démocratiques, encore qu'il critiquât sévèrement le gouvernement et ses mesures, depuis que Renaud des Albizzi le dirigeait. Il aurait voulu lui voir adopter d'autres alliances, une autre politique; il prétendait que, depuis la mort de Nicolas d'Uzzano, en 1417, la sûreté de l'État avait été compromise par des guerres imprudentes, et les finances dilapidées par les friponneries des commissaires, surtout dans l'expédition contre Lucques. Cette opposition constante et ces accusations avaient tellement provoqué la haine de Renaud des Albizzi, dont le caractère était violent et impétueux, qu'il résolut enfin de poursuivre Côme de Médici comme un ennemi de l'État. Le sort ayant amené, au mois de septembre 1433, une seigneurie composée des créatures les plus dévouées aux Albizzi, Bernard Guadagni, qui la présidait comme gonfalonier, somma, le 7 septembre, Côme de Médicis de venir au palais y rendre compte de sa conduite, et, dès son arrivée, il l'y retint prisonnier dans la tour de l'horloge; aussitôt après il appela le peuple au

CHAP. X. 1433. parlement au son de la grosse cloche. Les Florentins avaient conservé, dès les premiers temps de leur république, l'usage de ces parlemens, où toute la population rassemblée sur la place publique, sans que les assistans fussent appelés à prouver qu'ils étaient citoyens, et sans qu'aucune garantie fût assurée aux faibles contre les menaces des hommes violens, votait par acclamation sur ce qui lui était proposé par la seigneurie. En vertu de la souveraineté du peuple, le parlement était regardé comme supérieur à toutes les lois, à la constitution elle-même et à la justice. Il était supposé se ressaisir de tous les pouvoirs, et s'élever au-dessus de toutes les règles, lorsqu'il était averti de quelque grand danger national qui justifiait des mesures révolutionnaires; mais l'expérience avait prouvé que le parlement sanctionnait toujours toutes les révolutions, et que la souveraineté du peuple prêtait son nom à toutes les tyrannies. Comme cette assemblée ne pouvait point délibérer, on lui demandait seulement de transmettre son pouvoir à une *balie* ou commission, qu'elle investissait de tous les droits qu'avait le peuple florentin lui-même. Renaud des Albizzi présenta les noms de ceux qu'il voulait faire entrer dans la balie; ils étaient au nombre de deux cents. Le parlement les approuva par acclamation. Alors la balie se fit

livrer les bourses d'où l'on tirait au sort le nom CHAP. X.
des magistrats; elle en exclut qui elle voulut, 1433.
y fit entrer des noms nouveaux, et condamna à l'exil Côme de Médicis avec ses principaux amis. Albizzi avait compté que Côme serait envoyé au supplice; il accusa Bernard Guadagni d'avoir reçu de l'argent de son ennemi pour l'épargner, et il regarda comme une défaite la vengeance incomplète qu'il venait de faire infliger.

L'événement justifia ses craintes : précisément
un an plus tard, au mois de septembre 1434, le 1434.
sort amena une nouvelle seigneurie, présidée par Nicolas Donati, qui se trouva toute favorable à Côme de Médicis. En effet la balie, malgré sa partialité, n'avait pas osé exclure des emplois les hommes éminens qui étaient attachés à ce grand citoyen. Donati, à son tour, cita au palais Renaud des Albizzi et ses amis, qui, au lieu d'obéir, essayèrent de se défendre; mais ce même peuple, qui avait voté pour eux au dernier parlement, loin de prendre les armes sur leur appel, se rendit à un nouveau parlement que convoqua Donati; il y montra la même docilité; il approuva de même par ses acclamations une autre balie que lui présenta le Gonfalonier; et celle-ci ne fut pas plus tôt constituée, qu'elle rappela Côme de Médicis avec tous ses amis, et qu'elle exila Renaud des Albizzi et tous les siens.

Albizzi alla chercher un asile auprès de Phi-

CHAP. X. 1434-1447. lippe-Marie, duc de Milan, auquel il avait fait la guerre tant qu'il avait été à la tête de la république. Mettant alors en oubli le danger pour la liberté qu'il n'avait cessé de signaler dans l'agrandissement de la maison Visconti, et croyant, comme tous les exilés, que sa patrie ne pourrait jamais s'accoutumer à son exil, qu'elle se souleverait tout entière dès qu'il s'en rapprocherait, il pressa Philippe-Marie de recommencer la guerre contre Florence. Cette guerre éclata en effet de nouveau la même année. Nicolas Piccinino, successeur de Braccio, que le duc de Milan avait mis à la tête de ses armées, pénétra en Toscane à plusieurs reprises, sans que la présence de Renaud des Albizzi, qui l'accompagnait, y fit naître jamais aucun mouvement. François Sforza fut opposé par les Florentins à Piccinino; ce grand général était lié à Côme de Médicis d'une amitié intime, et dans ses besoins il avait souvent eu recours à la bourse du riche banquier. Déjà il travaillait à s'élever du rang de condottiere à celui de souverain; il s'était fait céder la marche d'Ancône, par le pape Eugène IV, en 1443, pour prix de ce qu'il l'avait servi contre le reste de ses sujets, et il se proposait, en se faisant craindre de Philippe-Marie, d'amener celui-ci à lui accorder en mariage sa fille unique, mais illégitime, qui lui apporterait pour dot au moins quelques débris du duché de Milan.

Dans toute la suite de son règne, Philippe-Marie Visconti fut habituellement en guerre avec les deux républiques de Venise et de Florence : il voulut recouvrer sur la première le Bressan et le Bergamasque qu'il avait été obligé de lui céder; il reprit contre la seconde le projet formé par ses ancêtres d'étendre la domination des Visconti sur la Toscane. François Sforza et Barthélemy Coleoni firent preuve de leurs talens au service des deux républiques. Nicolas Piccinino et ses deux fils, François et Jacques, ne développèrent pas moins d'habileté au service du duc de Milan. Celui-ci cependant perdit presque constamment du terrain par sa défiance de ses propres généraux, par sa versatilité, son goût pour nouer des intrigues contraires les unes aux autres; par son empressement à signer la paix presque chaque année, et à recommencer les hostilités peu de semaines après. L'histoire de cette guerre est rendue si confuse par les menées secrètes du duc, qui le plus souvent semblent en opposition avec son intérêt, que nous n'essaierons point de la fixer dans la mémoire. Le 24 octobre 1441, Visconti, en faisant la paix avec les deux républiques, accorda sa fille Blanche en mariage à François Sforza leur général, et lui céda les seigneuries de Crémone et de Pontrémoli. Il semblait ainsi vouloir se réconcilier définitivement avec lui; mais ce prince

CHAP. X. 1434-1447.

CHAP. X. 1434-1447. ne pouvait demeurer fixe dans une résolution, ni conserver sa confiance à ceux qu'il avait rendus puissans. Il entra bientôt dans des intrigues compliquées pour faire perdre à son gendre toutes ses seigneuries. La guerre recommença entre lui et les deux républiques, et Sforza fut de nouveau le général que celles-ci mirent à la tête de leurs armées combinées. Il y était encore en 1447, lorsque Philippe-Marie, pressé par les Vénitiens, menacé dans les campagnes mêmes de Milan, et craignant de perdre sa souveraineté, implora les secours de son gendre, et lui promit une réconciliation sincère. François Sforza, qui venait de perdre la Marche d'Ancône par suite des menées du duc de Milan, accepta néanmoins ces dernières offres. Il renonça dès-lors à son ancienne alliance avec les Vénitiens et les Florentins; il se mit en marche, de la Romagne, le 9 août, avec son armée, pour secourir son beau-père; arrivé à Cotignola, bourgade où son père, pressé par des soldats d'entrer avec eux dans une compagnie d'aventure, avait lancé sa pioche aux branches d'un chêne, et voyant qu'elle y demeurait accrochée, avait accepté ce présage de sa grandeur future, et s'était engagé, il y apprit que le duc de Milan était mort dans sa capitale le 13 août 1447.

La guerre de Lombardie s'était sans cesse compliquée par sa liaison avec une autre guerre

qui, dans le même temps, ravageait le royaume de Naples. La reine Jeanne II y était morte le 2 février 1435, trois mois après son fils adoptif Louis III d'Anjou. Par son testament, elle avait substitué à ce prince son frère René, duc de Lorraine; mais en même temps, Alphonse, roi d'Aragon et de Sicile, qu'elle avait précédemment adopté, et qui s'était avancé jusqu'à Ischia pour surveiller Naples de plus près, prétendait lui succéder en vertu de cette première adoption, comme aussi en vertu des droits anciens de Manfred, dont il héritait par les femmes. Le royaume de Naples se partagea entre les partis d'Aragon et d'Anjou. Les Génois, qui s'étaient rangés volontairement sous la seigneurie du duc de Milan, offrirent leur assistance à la maison d'Anjou, en raison de leur antique haine contre les Catalans et les Aragonais, aigrie par des jalousies de commerce. Leur flotte rencontra, le 5 août 1435, celle d'Alphonse, devant l'île de Ponza : elle la défit dans une grande bataille, où Alphonse fut fait prisonnier avec son frère et tous les plus grands seigneurs de son royaume. Tous ces prisonniers furent conduits à Milan, et ils y furent remis en liberté au bout de peu de temps, par un acte inattendu de générosité de Philippe-Marie, auquel Alphonse fit sentir combien la soumission du royaume de Naples aux Français compromettrait l'indépendance du du-

CHAP. X. ché de Milan et de toute l'Italie. Visconti con-
1434-1447. tracta une alliance intime avec son prisonnier qu'il délivrait, et il lui promit de l'aider à monter sur le trône de Naples. Mais cette alliance lui coûta la seigneurie de Gênes; car les Génois, indignés de se voir enlever, par le prince qu'ils s'étaient donné, les fruits de leur victoire, se soulevèrent le 27 décembre 1435, chassèrent de leurs murs la garnison milanaise, et se remirent en liberté. Alphonse, secondé par le duc de Milan, recommença la guerre avec plus d'avantages contre René d'Anjou; et le 2 juin 1442, il lui enleva la ville même de Naples. Dès-lors il rétablit la paix dans ce royaume, où il se signala par une libéralité qui lui a valu le surnom de Magnanime. Aucun monarque ne montra plus de zèle pour les lettres, et n'accorda une protection plus constante et plus éclairée aux savans. Il montra, par plusieurs actions généreuses, qu'il savait profiter des leçons de l'antiquité qu'il étudiait avec ardeur et qu'il admirait. Il se fixa au milieu du peuple qu'il avait conquis et dont il avait gagné le cœur, et il ne retourna plus ni en Sicile ni en Aragon, jusqu'à sa mort survenue le 27 juin 1458.

1447-1454. Philippe-Marie Visconti ne laissait, en mourant, point de successeurs légitimes. Les parens éloignés qui portaient son nom ne descendaient pas des princes ses ancêtres, qui avaient usurpé

la seigneurie, et ils n'avaient point été compris dans la bulle impériale, qui avait institué le duché de Milan en faveur de Jean Galéaz. Cette même bulle avait expressément exclu de la succession les femmes, qui au reste n'avaient jamais hérité d'aucune seigneurie italienne. Aussi Valentine Visconti, sœur du dernier duc, qui avait été mariée au duc d'Orléans, et Blanche Visconti, fille naturelle de Philippe-Marie, que François Sforza avait épousée, n'avaient-elles aucune sorte de droit pour succéder au dernier duc. A l'extinction de la ligne des Visconti, à laquelle la république de Milan avait déféré la seigneurie, la souveraineté retournait légitimement à cette même république; et le peuple, en effet, réclama sa restauration. Quatre citoyens illustres, Antoine Trivulzio, Théodore Bossi, George Lampugnani et Innocent Cotta, soulevèrent leurs compatriotes, le 14 août 1447, et avec leur appui reconstituèrent la république milanaise. En même temps, ils entrèrent en traité avec tous les capitaines d'hommes d'armes qui avaient été au service de Philippe-Marie, et ils les engagèrent tous à se déclarer pour eux. Les plus illustres étaient les deux frères Piccinino, fils de Nicolas, mort le 15 octobre 1444; les trois frères San Sévérino, enfans naturels d'une maison princière de Naples; enfin François Sforza, qui se mit avec sa brillante armée au service de

CHAP. X. 1447-1454. la république, sous condition que celle-ci lui confirmerait la cession de la seigneurie de Crémone, que sa femme lui avait apportée en dot, et y joindrait la seigneurie de Brescia ou de Vérone, si Sforza réussissait à enlever l'une ou l'autre de ces villes aux Vénitiens.

Une belle occasion s'offrait alors pour rétablir la liberté et l'indépendance de l'Italie. Dans la contrée que les ultramontains pouvaient attaquer la première, trois riches et puissantes républiques, à Milan, à Venise et à Florence, pouvaient s'appuyer d'un côté sur les belliqueuses républiques des Suisses, de l'autre sur les républiques plus faibles de Gênes, de Lucques, de Sienne et de Bologne. Il leur suffisait de s'unir, par une alliance équitable, pour fermer à jamais l'Italie aux barbares qui la menaçaient du côté de la France et de l'Allemagne. Leur opulence, leur nombreuse population, et ce dévouement des États libres qui fait concourir tous les citoyens avec toutes leurs forces à la défense de la patrie, auraient suffi pour rendre vaine toute attaque étrangère. Malheureusement les deux hommes d'état qui se trouvaient à la tête des républiques de Florence et de Venise ne considérèrent qu'un avantage présent; mais ils n'eurent pas l'âme assez élevée pour lui préférer la liberté italienne dans l'avenir, et ils ne voulurent point admettre la république de

Milan dans une confraternité si désirable pour toutes trois. CHAP. X. 1447-1454.

François Foscari, qui fut doge de Venise de 1423 à 1457, avait communiqué à la république dont il était chef, son ambition guerrière, et il lui avait fait faire la conquête du Bressan et du Bergamasque; il jugea que l'occasion était favorable pour détacher de nouvelles provinces du duché de Milan, ou peut-être pour le subjuguer tout entier; et il repoussa toutes les avances de la république milanaise, qui désirait ardemment la paix. D'autre part, Côme de Médicis à Florence, loin d'avoir, comme les précédens chefs de la république, une affection réelle pour la liberté, commençait à se proposer de devenir le prince d'une patrie, où il n'était rentré que comme chef de la faction démocratique. Il se trouvait si supérieur à ses anciens associés par sa richesse, par le nombre de ses cliens, par la déférence que lui montraient les gouvernemens étrangers, par les flatteries des hommes illustrés dans les lettres, qu'il se croyait fait pour dominer sans opposition et sans partage. Presque toutes les républiques italiennes avaient successivement subi l'influence de quelque famille qui s'était élevée au-dessus de toutes les autres : le tour de Florence lui paraissait enfin venu. Il voulut que les Médicis y occupassent le rang que les Bentivoglio occupaient à Bologne. Lui-même avait

CHAP. X. 1447-1454. contribué à retenir cette république alliée sous la domination d'une famille usurpatrice; et, lorsque Annibal Bentivoglio fut assassiné, le 24 juin 1445, par des conjurés que le duc de Milan et le pape avaient armés, il eut soin de fournir aux Bolonais un nouveau Bentivoglio, un nouveau chef de l'État, en révélant une galanterie d'un Bentivoglio dans une maison bourgeoise de Florence, et en faisant accepter le fils qui en était né, Santi Cascese, pour directeur de la république. Le moment était arrivé, en effet, où le crédit des Médicis devait l'emporter sur les pouvoirs légaux de la seigneurie florentine, et où ils pourraient transmettre, comme les Bentivoglio, leur pouvoir usurpé à leurs enfans, et même à leurs bâtards. Aussi Côme ne se sentait-il aucune sympathie pour la république qui se formait à Milan, et qui cherchait à réveiller en Italie l'ancien enthousiasme de la liberté. En même temps, il était jaloux de la république de Venise, qui lui paraissait prétendre à la domination de toute l'Italie: conséquemment, il favorisait François Sforza, et il lui promettait son appui pour l'élever sur le trône qu'avait occupé le duc de Milan.

François Sforza, qui avait montré pour la guerre des talens supérieurs peut-être à tous ceux des généraux les plus illustres de ce siècle, avait en même temps cette espèce de franchise et de

libéralité des camps qui plaît aux soldats. On aimait à le représenter comme un homme loyal et généreux; ses amis lui étaient dévoués, et ses guerriers ressentaient pour lui de l'enthousiasme. Toutefois ce n'était pas dans le métier de capitaine d'aventure qu'un homme pouvait se former au véritable honneur et à une vraie intégrité. François Sforza se montra plus d'une fois perfide envers ses lieutenans mêmes, dont il fit périr quelques uns d'une manière cruelle, parce qu'ils avaient excité sa défiance. Mais ce qui révéla surtout son caractère et son habileté, ce fut l'adresse avec laquelle, en jouant tour à tour les deux républiques qui se confièrent à lui, il sut employer à sa propre élévation leurs subsides et leurs soldats, et les trahir l'une après l'autre dès qu'il eut atteint son but. C'est ainsi qu'il mérita l'admiration de Louis XI, son ami et son disciple, et le blâme des vrais hommes d'honneur.

Le duc d'Orléans formait, au nom de Valentine Visconti sa mère, des prétentions sur le duché de Milan; et il le fit attaquer du côté d'Asti, par des troupes françaises. Sforza, pour ne pas se commettre avec la France, laissa le soin de les repousser à Barthélemy Coléoni, qui servait les Milanais en même temps que lui, sans lui être subordonné. Pendant ce temps, il prit d'assaut, le 16 novembre 1447, Plaisance, qui était alors la seconde ville de Lombardie; et

CHAP. X. 1447-1454. il pilla cette cité avec tant de rigueur, qu'elle ne s'est jamais relevée de cet échec. En même temps, il envenima la division qui commençait à se manifester dans les conseils des Milanais. Trivulzio était Guelfe, Bossi et Lampugnani étaient Gibelins, et la haine héréditaire entre leurs familles les rendait jaloux l'un de l'autre: Trivulzio engagea les Vénitiens à offrir la paix à la république de Milan, sous condition que celle-ci leur cédât Crème et la Ghiara d'Adda: les Gibelins, excités par Sforza, se refusèrent à ce traité, et le firent rejeter par le conseil des Huit-Cents. Sforza en même temps accrut leur orgueil par ses victoires. Dans le mois de mai 1448, il enleva aux Vénitiens tout ce qu'ils avaient conquis sur la droite de l'Adda; le 17 juillet, il brûla leur flotte sur le Pô, près de Casal-Maggiore; et le 15 septembre, il remporta sur eux une dernière victoire à Caravaggio, où il fit leur armée presque entière prisonnière de guerre.

Mais après ces succès, Sforza jugea que les Vénitiens étaient assez abattus pour qu'ils ne pussent plus prétendre à la conquête d'un État qui leur opposait une si vigoureuse résistance, tandis que les Milanais étaient, de leur côté, si enorgueillis, qu'il craignait de n'avoir bientôt plus de chances pour les déterminer à se jeter dans ses bras. Il rendit donc la liberté à tous les captifs qu'il avait faits aux Vénitiens à Caravag-

gio, et il signa avec ceux-ci, le 18 octobre 1448, un traité par lequel Venise s'engageait à l'aider à conquérir le duché de Milan, tel que l'avait possédé Philippe-Marie; tandis que François Sforza garantissait aux Vénitiens Bergame et Brescia, et leur cédait Crème avec la Ghiara d'Adda. Les Milanais furent indignés de cette trahison, et bientôt ils virent l'extrême danger où ils se trouvaient; car, parmi les condottieri à leur solde, plusieurs préférèrent suivre la fortune d'un capitaine aussi habile et aussi heureux que François Sforza, se figurant qu'ils pouvaient attendre de plus grands avantages d'un usurpateur ambitieux que d'une république. De même, parmi les villes sujettes, il y en eut plusieurs qui, désespérant de se remettre elles-mêmes en liberté, voulurent du moins que Milan, dont elles étaient jalouses, obéît comme elles à un maître. Plaisance fut la première à se donner à François Sforza; bientôt Abbiate-Grasso, Varèse, Tortone et Alexandrie lui ouvrirent successivement leurs portes. Pavie s'était livrée à lui l'année précédente, tandis qu'il était encore au service des Milanais. Au mois de février 1449, il s'empara aussi de Parme, et au mois de septembre, de Lodi et de Crème. Toutefois, les Milanais, si rudement pressés, ne s'abandonnèrent point eux-mêmes : ils obtinrent quelques secours du duc de Savoie, et les citoyens les

CHAP. X. 1447-1454. plus riches mettant leur fortune au service de la république, ils furent en état d'armer leurs milices de fusils. L'invention de cette arme, alors très dispendieuse, était encore récente, et elle inspirait beaucoup de terreur aux gens d'armes.

La république de Venise comprit enfin, mais trop tard, que son intérêt, et celui de l'indépendance de l'Italie, lui commandaient de sauver la république de Milan. Elle signa, le 27 septembre 1449, avec celle-ci, un traité par lequel elle reconnaissait la nouvelle république, et lui assignait pour limites, l'Adda, le Tésin, le Pô et les Alpes suisses. En même temps, elle abandonnait en souveraineté à François Sforza, sept des plus grandes villes lombardes avec leurs fertiles provinces. Ce dernier se croyait trop près d'atteindre le but pour y renoncer. Toutefois il envoya son frère à Venise pour déclarer qu'il acceptait ce traité; et, conformément aux ordres que celui-ci avait reçus, il éloigna son armée de Milan. C'était le moment des semailles, et il voulait inspirer aux Milanais assez de confiance pour qu'ils ensemençassent leurs terres, et se défissent ainsi d'une grande partie de leurs blés. Dès que cette opération fut achevée, il ramena rapidement son armée devant Milan; il arrêta les convois de vivres que les Milanais faisaient venir dans toutes les directions, et il recom-

mença les hostilités. Les Vénitiens tentèrent bien de secourir Milan, mais il les battit le 28 décembre. Bientôt la famine, sur laquelle il avait compté, devint extrême dans la ville. Enfin, le peuple se souleva le 25 février 1450, et le 26 il ouvrit les portes à François Sforza, qu'il reconnut pour duc de Milan. Les Vénitiens cherchèrent pendant quelques années encore à lui disputer sa nouvelle grandeur; ils s'allièrent dans ce but avec Alphonse, roi de Naples, et le duc de Savoie; mais Côme de Médicis, qui devenait tous les jours plus puissant à Florence, et qui substituait les affections privées de sa famille aux sentimens généreux des anciens amis de la liberté, resserra son alliance avec François Sforza, et lui fit passer des secours. Sur ces entrefaites, la prise de Constantinople, par les Turcs, le 29 mai 1453, répandit l'effroi dans la chrétienté; elle fit sentir à tous les Italiens le besoin de rétablir la paix entre eux pour se mettre en défense contre les Barbares. Cette paix fut signée à Lodi, le 9 avril 1454; elle laissa aux Vénitiens Brescia et Bergame avec leur territoire, mais elle assura à François Sforza le duché de Milan, dans lequel Crème et la Ghiara d'Adda demeurèrent compris.

Le consentement de l'empereur manquait, il est vrai, à François Sforza pour légitimer son titre au duché de Milan. Frédéric III d'Autri-

che, qui régnait depuis le 2 février 1440, l'avait positivement refusé. Ce monarque avait traversé pacifiquement l'Italie en 1452, pour aller prendre à Rome la couronne impériale; et il avait évité d'entrer dans la partie de la Lombardie occupée par François Sforza, pour ne pas sembler reconnaître son usurpation. Mais le nouveau duc n'en concevait aucune inquiétude; il méprisait Frédéric, prince lâche et indolent, qui ne savait défendre ni l'Allemagne, ni ses États héréditaires, et qui ne songeait à l'Italie que pour exploiter la vanité des grands en leur vendant à l'enchère des titres, des dignités et des investitures. Sigismond avait conféré, en 1432, le titre de marquis de Mantoue à Jean François de Gonzaga, pour douze mille florins; Frédéric III vendit à plus haut prix, le 15 mai 1452, le titre de duc de Modène et Reggio à Borso d'Este; la famille de celui-ci n'obtint que dix-neuf ans plus tard, du pape Paul II, le titre de duché pour la seigneurie de Ferrare, qui relevait de l'Église. Sigismond et après lui Frédéric avaient trafiqué de même avec impudeur des titres de comte, de baron, de chevalier, de notaire impérial, et avaient accordé la légitimation des bâtards à tous ceux qui voulaient l'acheter; mais François Sforza, se croyant sûr d'obtenir un vain diplôme quand il le demanderait, n'estima pas qu'il valût tout l'argent qu'il lui coûterait.

Presque en même temps que la dernière tentative des Lombards pour recouvrer leur liberté échouait à Milan, le pape Nicolas V punissait d'un supplice capital le dernier effort d'un citoyen romain pour rendre la liberté à Rome. Les libertés de Rome et de tous les États de l'Église s'étaient perdues, sans qu'on pût presque signaler le moment de leur abolition. Le sénateur et les caporioni ou bannerets de Rome avaient long-temps administré la république, sans que les limites entre leur autorité et celle du pape, le premier citoyen de l'État, fussent définies. Dans le serment qu'ils prêtaient en entrant en charge, au lieu de s'engager envers lui à l'obéissance, ils lui promettaient leur protection : ils juraient de ne point permettre qu'on touchât à sa vie ou à ses membres, ni qu'on attentât à sa liberté. Ces magistrats, de même que ceux de toutes les villes de l'Église, devaient être élus par le peuple : l'Église était regardée comme protégeant la liberté populaire, et lorsqu'une ville rentrait sous la souveraineté immédiate de l'Église, elle croyait rentrer en liberté. Cependant le pape s'était souvent fait déférer par le peuple le droit de nommer le sénateur de Rome, ou les recteurs des autres villes de l'Église. Pendant le long séjour des papes à Avignon, la cour de Rome avait oublié ses anciens principes de liberté : ses légats prétendaient au pouvoir ab-

CHAP. X. 1447-1454.

CHAP. X. 1447-1454. solu; l'anarchie de Rome, les violences des nobles, la tyrannie de plusieurs usurpateurs, contribuèrent aussi à désaccoutumer les peuples de la liberté; souvent ils cherchèrent un refuge contre une tyrannie plus cruelle, dans le pouvoir absolu des prélats : souvent Pérouse, Bologne et d'autres cités avaient déféré la seigneurie au légat, ou le peuple romain l'avait attribuée au pape, avec suspension de tous ses droits politiques. Le grand schisme d'Occident ébranla de nouveau le pouvoir du pontife dans les États de l'Église, comme il venait d'être rendu uniforme par les conquêtes du cardinal Albornoz : les papes méconnus par une moitié de l'Église, appauvris, menacés, vécurent, pendant presque toute la durée du schisme, exilés de Rome, et le plus souvent dans la dépendance du seigneur de Rimini. Martin V, qui fut créé après la fin du schisme, par le concile de Constance, ne recouvra point de si tôt l'obéissance des États romains; il passa à Florence la plus grande partie de son pontificat. Eugène IV, qui lui succéda le 3 mars 1431, reperdit, par suite de son caractère turbulent, ambitieux et despotique, plusieurs des Etats que Martin V avait recouvrés. Son principal ministre, le patriarche Vitelleschi, souilla son règne par des actes nombreux de perfidie et de cruauté; aucune des libertés de Rome ou des États de l'Église ne fut plus respectée.

Nicolas V, qui succéda, le 6 mars 1447, à Eugène IV, était connu à Florence sous le nom de Thomas de Sarzane : il avait été précepteur de Renaud des Albizzi, et ensuite commensal de Côme de Médicis. Ses connaissances dans la littérature antique, dans les beaux-arts et la philosophie, le rangeaient parmi les membres les plus honorables de la société que ce citoyen illustre rassemblait chez lui. Mais les études de Thomas de Sarzane n'avaient point détruit les habitudes serviles de son esprit et de son éducation. Les grammairiens, les poètes, les rhéteurs, n'étaient que trop accoutumés, dans ce siècle, à se regarder comme les cliens des riches et des grands, à vivre à leur table et de leurs largesses, et à recevoir de leur bouche le mot d'ordre pour leurs opinions et leurs sentimens. Thomas de Sarzane n'apprit point dans le palais de Côme de Médicis à aimer ou à respecter une liberté que son patron minait sourdement, et travaillait à enlever à sa patrie. Quand il parvint au souverain pontificat, il montra le même zèle qui l'avait distingué dans une carrière plus humble, pour le progrès des études et la connaissance de l'antiquité, pour la collection des manuscrits, pour la traduction des ouvrages grecs, pour la restauration des monumens anciens, pour l'encouragement des artistes contemporains. Ce fut lui qui jeta les premiers fondemens de la superbe basilique du Vatican; ce fut lui aussi qui rassembla

CHAP. X. 1447-1454. le premier, dans le palais attenant, une bibliothèque. Mais Nicolas V repoussait avec impatience tout contrôle, toute opposition à ses volontés; il ne voulait voir dans les Romains que des sujets, auxquels il ne reconnaissait aucun droit de participer au gouvernement. Stefano Porcari, gentilhomme romain d'une réputation sans tache, ayant voulu profiter de l'interrègne qui précéda la nomination de Nicolas V, pour faire réclamer par les citoyens romains la confirmation et le renouvellement de leurs anciens priviléges, fut dénoncé au nouveau pape comme un esprit dangereux; et loin d'obtenir que les droits anciens fussent reconnus, il eut la douleur de voir les citoyens écartés toujours plus soigneusement des affaires publiques. Celles-ci n'étaient plus confiées qu'à des prélats et à des clercs, qui, n'y étant point préparés par leurs études et par leurs sentimens, laissaient tomber l'administration dans le plus honteux désordre.

Le peuple de Rome s'étant soulevé dans la place Navonne, pour une querelle née d'un combat de taureaux, Stefano Porcari essaya de diriger son attention vers un objet plus noble, et de faire tourner cette émeute au profit de la liberté. Le pape se hâta de complaire aux fantaisies que le peuple avait exprimées, quant à ses jeux; mais il rejeta tout ce qu'il y avait de sérieux dans ses demandes, et il exila Porcari à Bologne. Celui-ci se flatta de réussir au moyen

d'une conjuration dans ce qu'il n'avait pu obtenir par un mouvement populaire. Quatre cents citoyens romains au moins étaient exilés de Rome; il les fit tous entrer dans sa conspiration; il leur donna rendez-vous à Rome, pour le 5 janvier 1453, dans la maison de son beau-frère. S'étant soustrait à la surveillance du légat de Bologne, il s'y rendit lui-même avec trois cents soldats, qu'il avait enrôlés. Toute la troupe se trouva réunie pendant la nuit; et Stefano Porcari la haranguait pour la préparer à l'attaque du Capitole, où il comptait rétablir le sénat de la république romaine : mais son secret avait été trahi; la maison était entourée de troupes; tout-à-coup les portes furent forcées, et les conjurés, accablés par le nombre, avant que des armes leur eussent été distribuées. Dès le lendemain matin, Stefano Porcari fut pendu sans jugement préalable aux créneaux du château Saint-Ange, avec neuf de ses associés. Malgré leurs vives instances on leur refusa la confession et la communion. Huit jours plus tard, quelques procédures ayant été instruites, les exécutions recommencèrent; elles se succédèrent en grand nombre; le pape se fit livrer les prévenus qui s'étaient réfugiés dans les États voisins; et cette dernière étincelle de la liberté romaine fut éteinte dans le sang.

CHAPITRE XI.

L'Italie perd les grands hommes qui avaient brillé dans la période précédente. — La république de Florence asservie par les Médicis. — Guerre des Vénitiens contre les Turcs. — Conquête de Chypre. — 1454-1478.

CHAP. XI. 1454-1457. TOUTE la génération qui fut témoin de la prise de Constantinople par les Turcs, ne fut plus préoccupée, en Italie, que des dangers que présageait pour elle cette terrible catastrophe. L'Italie était devenue limitrophe des Turcs; elle voyait l'étendard du croissant flotter sur toute la côte orientale de l'Adriatique, depuis l'extrémité de la Morée jusqu'aux âpres montagnes de la Bosnie; alarmée chaque année par la conquête et la destruction de quelque royaume chrétien, par la prise et le sac de quelque ville florissante, elle se remplissait d'émigrés échappés des palais et des couvens de tout le monde oriental. Ceux-ci étaient encore pleins du souvenir d'une civilisation égale à celle de l'Italie, ils ressentaient une même ardeur pour les lettres et les sciences antiques, ils étaient de même habitués au luxe et aux délices de la vie; tandis que leur imagination retraçait vivement à leurs

hôtes les scènes de désolation, de massacre et de martyre auxquelles ils avaient échappé, et qu'ils annonçaient comme sur le point de se répéter dans le pays qui leur offrait un asile. C'était à ce titre qu'ils imploraient la pitié et les secours de ceux aux yeux desquels ils exposaient leur misère; et leurs bienfaiteurs sentaient en effet que l'heure de l'Italie approchait quand celle de la Grèce avait sonné.

Les Turcs arrivèrent aux portes de l'Europe avec une organisation toute militaire, qui semblait leur garantir des conquêtes toujours nouvelles. Encore enivrés du fanatisme religieux de leur prophète, qui s'était ranimé en se communiquant à une nation nouvelle et une nouvelle monarchie, ils croyaient faire leur salut quand ils travaillaient à la destruction des infidèles; toujours agresseurs, ils marchaient au combat pour gagner le ciel plutôt que pour acquérir les biens de la terre. Le cavalier turc n'avait point d'égal dans l'adresse à manier son cimeterre, dans la précision des mouvemens de son cheval, qui, au milieu de la course la plus rapide, s'arrêtait, tournait, revenait, avec une docilité que les Latins ne pouvaient lui faire atteindre. En même temps, la nouvelle milice des janissaires était la meilleure infanterie de l'Europe, la plus intrépide, la plus inébranlable, la seule disciplinée dans un temps où l'Occident n'entretenait point

CHAP. XI. 1454-1457. encore des troupes de ligne. L'artillerie des Turcs, enfin, était beaucoup plus nombreuse et beaucoup mieux servie que celle des Occidentaux; l'industrie n'était point encore anéantie dans les pays qu'ils avaient conquis; ils savaient tirer parti des arts perfectionnés par leurs sujets, et ils unissaient, pour la guerre, la science des peuples civilisés à la valeur des Barbares. L'on apprit bientôt à Rome que le même Mahomet II, qui avait conquis Constantinople, avait fait vœu d'entrer aussi en vainqueur dans l'ancienne capitale du monde, pour y détruire ce qu'il nommait l'idolâtrie des chrétiens.

Ce qui ajoutait encore à la terreur de l'Italie, c'est que, durant le quart de siècle qui suivit la conquête de Constantinople, tous les grands hommes qui avaient dirigé avec gloire les plus puissans États de cette contrée, disparurent les uns après les autres sans être remplacés par des successeurs dignes d'eux. Aucun grand nom n'inspirait plus la confiance, aucun grand caractère ne prenait sur lui la direction du gouvernement, aucun sentiment généreux ne paraissait animer les peuples, qui passaient alternativement de la crainte à la langueur; et le pays, qui jusqu'alors avait offert un spectacle si animé et si vif, ne fournissait plus à l'histoire qu'une période décolorée.

Entre les hommes éminens de l'Italie, le vieux doge François Foscari, qui avait dirigé la république de Venise pendant trente-quatre ans, et qui, en communiquant son ambition à ses compatriotes, les avait appelés à la conquête d'une partie de la Lombardie, fut le premier enlevé à la scène du monde. Il paraît que le conseil des Dix ne pardonna point à Foscari une influence et une gloire qui avaient changé l'esprit de la république, et qui l'avaient entraînée dans le tourbillon de la politique italienne, à laquelle, jusqu'alors, elle avait voulu demeurer étrangère. La jalouse aristocratie de Venise ne pouvait souffrir que le chef de l'État attirât sur lui les regards et l'affection du peuple; elle voulut lui faire expier par des chagrins domestiques l'éclat qui s'était attaché à son nom. Jacques Foscari, fils du doge, fut accusé, en 1445, d'avoir reçu de l'argent du duc de Milan; le dénonciateur était un banni florentin peu considéré; cependant la règle, à Venise, était d'accueillir tous les soupçons lorsqu'ils concernaient la sûreté de l'État, et le fils du doge fut appliqué à la torture; il fit des aveux au milieu des tourmens, et fut condamné au bannissement; mais le crime des juges qui emploient cette barbare procédure est certain, tandis que celui du prévenu reste douteux, après même sa confession. Jacques Foscari était peut-être innocent alors,

CHAP. XI.
1454-1457.



comme il l'était cinq ans plus tard lorsqu'il fut de nouveau torturé et condamné. Un de ses juges avait été assassiné en 1450; on ne douta point que ce ne fût par un émissaire qu'il aurait envoyé; on aggrava son bannissement, et cependant, peu après, un autre avoua qu'il avait seul commis le crime. A cette nouvelle, le fils du doge, exilé à la Canée, demanda avec instance à ses juges de le laisser revenir à Venise. Il conservait pour cette patrie, qui deux fois l'avait fait mettre à la torture et deux fois l'avait flétri par un jugement infamant, une affection passionnée qu'on retrouvait, dans ce siècle, chez tous les Vénitiens. Il n'avait qu'un désir, un espoir, qu'on a peine à comprendre; il voulait rapporter à Venise ses os brisés par les bourreaux, et mourir aux lieux où il avait reçu le jour, auprès de son vieux père, de sa mère défaillante, de sa femme et de ses enfans. Ne pouvant toucher ses juges, il écrivit au duc de Milan pour le prier d'intercéder en sa faveur. Sa lettre fut interceptée et déférée au conseil des Dix, et il assura qu'il s'y était attendu d'avance, qu'il avait voulu seulement éveiller de nouveaux soupçons pour qu'on le fît revenir. Il fut ramené à Venise, comme il l'avait désiré; mais son troisième procès criminel commença, ainsi que les deux autres procès, par la torture. Ce fut à ce prix terrible qu'il acheta le bonheur

d'embrasser encore une fois son père, sa mère et ses enfans; il fut ensuite renvoyé mourir à la Canée, et quinze mois plus tard, le 23 octobre 1457, son vieux père fut déposé de ses fonctions de doge, comme incapable, à raison de son extrême vieillesse, de les remplir plus long-temps. Il mourut en entendant sonner les cloches pour l'inauguration de son successeur. Dès-lors aucun de ceux qui lui succédèrent sur le trône ducal ne se hasarda plus à provoquer la jalousie de l'aristocratie. CHAP. XI. 1454-1457.

Après le doge Foscari, le second des grands hommes que perdit l'Italie fut Alphonse d'Aragon, roi de Naples. Il mourut le 27 juin 1458, dans sa soixante-quatrième année. Il avait constamment habité l'Italie, ou les îles adjacentes, depuis l'année 1420, qu'il avait été adopté par la reine Jeanne II, et il était devenu complétement Italien; il se montrait tel par son zèle pour la littérature renaissante, par la protection qu'il accordait aux gens de lettres, par son admiration pour l'antiquité; il méritait le surnom de *magnanime* qui lui avait été donné par ses peuples; aucun souverain de Naples n'avait été plus aimé, ou n'avait fait plus de bien à ce beau pays. Alphonse laissait à son frère Jean, roi de Navarre, ses royaumes d'Aragon, de Valence, de Catalogne, de Sardaigne, des îles Baléares et de Sicile; mais il regar- 1458-1464.

CHAP. XI. 1458-1464. dait le royaume de Naples, qu'il avait conquis, comme lui appartenant en propre, et il voulait le laisser à Ferdinand, fils d'un premier amour. La reine, femme d'Alphonse, croyait que ce fils était né de Marguerite de Hijar, et elle avait fait étouffer cette dame; on disait toutefois que celle-ci avait sacrifié sa réputation pour sauver celle d'une femme plus illustre encore. Alphonse ne pardonna jamais à sa femme cette atrocité; il ne la punit pas, mais il lui dit un adieu éternel. Il la renvoya en Espagne, où il jura de ne jamais rentrer. Il légitima Ferdinand, et le fit reconnaître pour son successeur par les trois ordres de la nation napolitaine, assemblés en parlement, et par le pape suzerain du royaume. Ferdinand étant monté sur le trône montra bientôt qu'il ne méritait guère la prédilection de son père : il était avare, perfide, cruel; il aliéna bientôt de lui tous les barons napolitains, et son long règne fut employé à réprimer les conjurations de ses vassaux. Ceux-ci appelèrent à leur aide Jean, duc de Calabre, fils de René d'Anjou, qui avait été le compétiteur d'Alphonse. Dans son entreprise pour replacer son père sur le trône de Naples, le duc de Calabre crut qu'il serait assisté par François Sforza, qui, avant d'être duc de Milan, avait combattu long-temps, ainsi que son père, pour le parti angevin, et par la république florentine, tou-

jours dévouée à la France. Mais Sforza jugea que la sûreté et l'indépendance de l'Italie ne pourraient être maintenues qu'autant que le royaume de Naples ne tomberait pas entre les mains des Français. Déjà ceux-ci étaient maîtres de Gênes et des portes de l'Italie ; ils la parcourraient sans cesse dans toute sa longueur ; s'ils acquéraient encore la souveraineté de Naples, et ils contiendraient dans la crainte ou la sujétion tous les États de la Péninsule. Sforza résista à tous ses amis, à tous ses serviteurs et à sa femme, qui le sollicitaient vivement en faveur de la maison d'Anjou ; il ramena Côme de Médicis à ses sentimens, et il empêcha ainsi la république de Florence de seconder le parti vers lequel elle se sentait entraînée ; le duc de Calabre, entré dans le royaume de Naples en 1459, avait commencé par y obtenir des succès ; mais comme il ne recevait point de secours du dehors, il eut bientôt fatigué et épuisé les peuples qui devaient fournir seuls à son entretien ; il reperdit alors, les unes après les autres, les provinces qui s'étaient d'abord déclarées pour lui, et il fut enfin contraint, en 1464, d'abandonner le royaume. Ferdinand, pour s'y affermir, retint dans ses cachots, ou fit périr les grands feudataires qui s'étaient montrés favorables à son rival ; surtout il résolut de se défaire du plus grand capitaine qui restât alors à

CHAP. XI. 1458-1464. l'Italie, de Jacob Piccinino, fils de Nicolas, et chef de ce qu'on nommait encore les milices ou l'école de Braccio. Il l'envoya chercher à Milan, où Piccinino, qui avait servi les Angevins, s'était retiré, et avait épousé une fille de François Sforza. Il l'invita à rentrer à son service, et lui promit les premières dignités de son royaume. Il prit, envers son beau-père et envers lui-même, les engagemens les plus formels, et l'accueillit avec des honneurs qu'il n'aurait pas prodigués aux premiers souverains; mais, après l'avoir entretenu vingt-sept jours dans les fêtes, ayant trouvé le moyen de le séparer de ses officiers les plus affidés, il le fit arrêter le 24 juin 1465 dans son propre palais, et étrangler aussitôt.

1434-1464. Peu de mois après que le duc de Calabre eut quitté le royaume de Naples, le grand citoyen qui gouvernait Florence, Côme de Médicis, mourut le 1er août 1464, dans sa soixante-quinzième année. Rappelé depuis trente ans dans sa patrie par la révolution qui avait exilé les Albizzi, il éteignit complétement par son autorité, durant cet espace de temps, l'ancienne fermentation qui remuait autrefois les esprits dans cette république. En apparence, la constitution n'avait point changé; le pouvoir administratif était toujours confié à un gonfalonier et à huit prieurs, qui, pendant les deux mois de leur

charge, ne sortaient pas du palais public : le pouvoir judiciaire était toujours exercé par deux ou trois recteurs étrangers, qui, sous le nom de capitaine du peuple, de podestat et de bargello, étaient investis du droit de vie et de mort. On les choisissait chaque année dans une ville amie; ils arrivaient avec leurs juges, leurs sergens et tous leurs officiers de justice, et recevaient un traitement magnifique; mais, à leur sortie de charge, ils devaient rendre compte devant un syndicat chargé d'examiner leur conduite. Les lois enfin ne pouvaient être rendues que sous la triple sanction du collége, du conseil du peuple et du conseil commun. Mais on avait en vain conservé tout cet échafaudage extérieur du pouvoir populaire; l'inégalité extrême était née du progrès démesuré de l'opulence, et les citoyens se sentaient à une trop énorme distance les uns des autres, pour reconnaître encore l'égalité de leurs droits. L'on voyait plusieurs citoyens florentins qui l'emportaient par leurs revenus sur les plus grands princes des monarchies; leurs palais, encore aujourd'hui l'objet de notre admiration, étalaient déjà tous les prodiges des arts, en même temps qu'ils se présentaient aux regards avec la foule de serviteurs qui les remplissaient comme des forteresses où la justice publique n'osait pénétrer. D'autre part, les artisans ne préten-

CHAP. XI. 1434-1455. daient déjà plus à des droits politiques; bien plus, les citoyens qui s'étaient maintenus dans une aisance modeste n'avaient plus le sentiment de leur indépendance; ils savaient que le crédit, la protection de leurs riches concitoyens, leur étaient nécessaires pour faire prospérer leur industrie.

C'était en raison de cette inégalité si profonde qu'une étroite aristocratie s'était emparée de toute la direction de l'État. Elle reconnaissait comme ses chefs Côme de Médicis, le plus riche des Italiens, et Néri Capponi, l'homme d'état le plus habile de Florence. Le premier faisait l'usage le plus généreux de sa fortune; il bâtissait de toutes parts des palais, des églises et des hôpitaux; il répandait ses dons, ses prêts, ou l'usage de son crédit, parmi tous les citoyens pauvres; il accordait des pensions à tous les savans, à tous les artistes; il recueillait et faisait copier des manuscrits dans toute l'Europe et tout le Levant; on célébrait son goût et ses connaissances. Sans avoir rien écrit lui-même, il passait pour un savant, et on lui attribuait le renouvellement de la philosophie platonicienne, à cause des traductions qu'il avait fait faire. Tandis que Côme de Médicis fixait les regards du public par sa vie privée, Néri Capponi méritait ses suffrages par sa vie publique. Toujours chargé, dans les ambassades, de toutes les négociations difficiles; à la

guerre, de toutes les entreprises hasardeuses, il avait eu part à tous les succès les plus éclatans des Florentins, aussi bien durant l'administration des Albizzi, que durant celle des Médicis. De l'an 1434 à l'an 1455, que Néri Capponi mourut, six fois ces deux chefs de la république avaient assemblé le parlement, fait créer une balie, et, par son autorité extra-légale, exilé tous leurs ennemis, et recomposé les bourses de la magistrature, en y faisant entrer les noms seuls de leurs partisans. Ils avaient paru se proposer, dans leur administration, de calmer les passions, d'entretenir le repos au dehors comme au dedans de l'État. Ils avaient en effet réussi à empêcher que Florence ne fût troublée par de nouvelles factions, ou ne s'engageât dans de nouvelles guerres; mais déjà ils lui avaient fait subir les conséquences d'un gouvernement aristocratique. Médicis et Capponi n'avaient pu trouver des hommes qui leur sacrifiassent les libertés de leur patrie, que parce qu'ils se prêtaient eux-mêmes aux passions basses de leurs associés. Ils les laissaient se partager tous les petits gouvernemens des villes sujettes, et tous les emplois lucratifs. Ceux-ci, peu contens de cette première injustice, avaient réparti les impôts d'une main inégale, les faisant peser sur les pauvres, mais épargnant les riches, et s'en rendant eux-mêmes entièrement exempts. Enfin ils avaient com-

CHAP. XI. 1434-1455.

CHAP. XI. 1434-1455. mencé aussi à vendre leur protection, soit auprès des tribunaux, soit auprès des conseils; la faveur faisait taire la justice, et au milieu de la paix et d'une prospérité apparente, les Florentins sentaient que leur république dépérissait, minée par une corruption secrète et profonde.

1455-1464. Lorsque Néri Capponi mourut, les conseils se refusèrent à convoquer un nouveau parlement, pour remplacer la balie dont les pouvoirs expiraient le 1er juillet 1455. C'était l'aristocratie, dans laquelle étaient comprises toutes les créatures de Côme de Médicis, qui, jalouse de sa domination, avait voulu elle-même rentrer dans le régime légal: toute la république fut dans la joie, comme si la liberté était recouvrée; les élections de la Seigneurie recommencèrent à se faire par le sort; le cadastre fut revisé, les contributions furent de nouveau réparties avec égalité, les tribunaux fermèrent l'oreille aux recommandations de ceux qui jusqu'alors avaient trafiqué de la justice, et ceux-ci ne voyaient plus de cliens affluer, les mains pleines, dans leurs maisons. Alors ils s'aperçurent que par leur jalousie de Côme de Médicis ils n'avaient nui qu'à eux-mêmes. Côme, avec son immense fortune, était aussi considéré qu'auparavant; le peuple était enivré de se sentir libre, mais eux ils se voyaient faibles et abandonnés. Ils voulurent, sans lui, assembler le parlement; mais

Côme fit échouer leur entreprise, pour jouir plus long-temps de leur humiliation. Il craignit pourtant que les Florentins ne s'accoutumassent de nouveau à la liberté; et lorsque Lucas Pitti, citoyen extrêmement riche, puissant et audacieux, devint gonfalonier de justice, au mois de juillet 1458, Côme de Médicis s'entendit avec lui pour remettre les Florentins sous le joug. Pitti assembla le parlement, après avoir garni toutes les issues de la place publique de paysans armés ou de soldats. Le peuple menacé et tremblant dans cette enceinte consentit à nommer une nouvelle balie plus violente, plus tyrannique qu'aucune des précédentes, composée de trois cent cinquante-deux personnes, auxquelles furent délégués tous les pouvoirs de la république; elle exila un grand nombre de citoyens qui avaient montré le plus d'attachement à la liberté, et elle en fit périr quelques uns.

A cette époque, Côme de Médicis, âgé de soixante-neuf ans, comptait que ses deux fils, dans la vigueur de l'âge, suppléeraient à sa force défaillante; mais l'aîné, Pierre, était perclus de la goutte, devenue héréditaire dans sa famille. Obligé de se faire porter dans un fauteuil, il ne pouvait ni marcher, ni se tenir à cheval; d'ailleurs il n'était distingué ni par les qualités de l'esprit, ni par la force du caractère. Le second, Jean, était doué de beaucoup plus de talens;

CHAP. XI. 1455-1464. c'était en lui que Côme mettait l'espérance de sa maison, mais il mourut au mois de novembre 1463. Lucas Pitti, s'élevant à leur place, se regardait désormais comme le seul chef de l'État. Cet homme arrogant entreprit de bâtir le magnifique palais habité aujourd'hui par le grand-duc. Il n'offensa pas seulement l'égalité républicaine par la splendeur de cette demeure royale, la construction du palais Pitti fut pour lui une occasion de montrer son mépris pour les lois et la liberté. Il fit de cette enceinte un asile où il accueillait tous les repris de justice, qu'aucun ministre des tribunaux n'osait y poursuivre, dès qu'ils prenaient part aux travaux du palais. En même temps les particuliers, aussi bien que les communautés, qui voulaient obtenir quelque grâce de la république, savaient que le seul moyen d'être écoutés, était d'offrir à Lucas Pitti quelques marbres, quelques bois précieux, qu'il pût employer pour son palais.

Lorsque Côme de Médicis mourut, à sa maison de campagne de Careggi, le 1[er] août 1464, Lucas Pitti se sentit affranchi des égards et de la modération que lui imposait encore ce grand citoyen, sur le tombeau duquel la Seigneurie fit inscrire l'année suivante le titre de père de
1464-1470. la patrie. Pierre de Médicis son fils, alors âgé de quarante-huit ans, crut cependant pouvoir succéder, par droit héréditaire, à l'administration

de la république, comme il succédait aux richesses de son père; mais l'état de sa santé ne lui permettait ni de donner une attention suivie aux affaires, ni d'inspirer aucune crainte à ses rivaux. Pour diminuer le poids de ses occupations, sous lesquelles il succombait, il résolut de retirer du commerce une partie de son immense fortune; de rappeler toutes les commandites qu'il faisait à d'autres négocians, et de les placer en fonds de terre. Mais cette demande inattendue de capitaux considérables causa un choc funeste au commerce florentin; en même temps elle aliéna de la maison de Médicis tous ses débiteurs, et elle lui fit perdre beaucoup de sa popularité. A la même époque, la mort de François Sforza, survenue le 8 mars 1466, priva le parti des Médicis de leur plus ferme appui au dehors. François Sforza, soit comme condottiere, soit comme duc de Milan, avait toujours été l'ami dévoué de Côme. Son fils Galéaz, qui lui succédait, annonça bien qu'il voulait persister dans les mêmes alliances; mais on ne retrouvait point en lui les talens, le caractère et surtout la gloire de François. Il parut croire que le pouvoir suprême dont il héritait lui apportait le droit de rechercher sans contrainte tous les plaisirs, de se livrer à tous les vices. Il dissipa par son faste les finances du duché de Milan; il attenta, par son libertinage,

CHAP. XI. 1464-1470.



CHAP. XI. 1454-1470. à l'honneur de presque toutes les familles nobles, et il s'aliéna le peuple par ses cruautés.

Les amis de la liberté à Florence s'aperçurent bientôt que Lucas Pitti et Pierre de Médicis n'étaient plus d'accord : ils reprirent courage; et, lorsque le dernier proposa aux conseils de convoquer le parlement pour renouveler la balie, dont les pouvoirs expiraient au 1er septembre 1465, ils s'y refusèrent. Les magistratures recommencèrent alors à être tirées au sort, parmi les membres du parti qui avait été victorieux en 1434. Mais ce retour de liberté fut de courte durée. Pitti et Médicis se réconcilièrent, ils convinrent d'assembler le parlement, et de le diriger de concert; pour l'intimider, ils s'entourèrent d'armes étrangères : en nommant la balie, le 2 septembre 1466, Pierre de Médicis réussit à n'y faire entrer que ses partisans, et à en exclure tous ceux de Lucas Pitti; tous les citoyens qui avaient montré du zèle pour la liberté furent exilés, plusieurs furent soumis à des amendes énormes; cinq commissaires nommés *accoppiatori*, furent chargés d'ouvrir tous les deux mois les bourses de la seigneurie, et d'y choisir le gonfalonier et les huit prieurs qui entreraient en charge. Ceux-ci se sentaient dans une telle dépendance de Pierre de Médicis, que souvent le gonfalonier se rendait à son palais pour prendre ses ordres, et les publiait ensuite comme le résultat de la déli-

bération de ses collègues, qu'il n'avait pas même consultés. Lucas Pitti, cependant, s'était ruiné en bâtissant son palais. On avait jugé ses talens tout-à-fait disproportionnés à son ambition; les amis de la liberté et ceux des Médicis le détestaient également, et il demeurait dépouillé de tout pouvoir dans la ville qu'il avait tant contribué à asservir.

L'Italie était remplie d'émigrés florentins; chaque révolution, bien plus, chaque convocation du parlement était suivie du bannissement de plusieurs citoyens. Le parti des Albizzi avait été exilé en 1434; mais les Alberti, qui les avaient vaincus, furent exilés à leur tour en 1466; et parmi les associés des uns ou des autres se trouvaient tous les noms historiques de Florence, ces noms que l'Europe avait appris à respecter, soit à cause du crédit immense qu'ils exerçaient dans le commerce, soit parce que les lettres et les arts répandaient leur éclat sur tout ce qui se faisait à Florence. L'Italie s'étonnait de l'exil de tant de personnages illustres; les citoyens qui avaient échappé à la proscription frémissaient de voir s'établir chez eux la tyrannie: mais le bas peuple, en général, était content; il ne seconda point Barthélemy Coléoni, lorsque celui-ci entra en Toscane, en 1467, avec les émigrés florentins, qui l'avaient pris à leur solde; le commerce prospérait, les manufactures étaient en-

CHAP. XI. 1464-1470. tretenues dans une grande activité, des salaires élevés maintenaient dans l'aisance tous ceux qui vivaient de leur travail; en même temps, les Médicis les entretenaient, par des spectacles et des fêtes continuelles, dans une sorte de carnaval; et, au milieu de ces réjouissances publiques, le peuple oubliait sa liberté. Cependant, Pierre de Médicis était trop constamment malade pour exercer lui-même cette souveraineté qu'il avait ravie à sa patrie. Il la laissait à cinq ou six citoyens qui régnaient en son nom. Thomas Sodérini, André des Pazzi, Louis Guicciardini, Mattéo Palmiéri et Pierre Minerbetti étaient les vrais chefs de l'État. Non seulement ils en dirigeaient toutes les affaires, ils s'en attribuaient encore tous les profits; ils faisaient acheter leur crédit et leur influence, ils satisfaisaient leurs vengeances ou leur cupidité, en évitant toutefois d'agir en leur nom propre, d'engager leur responsabilité; ils la laissaient tout entière à la maison de Médicis. Pierre, dans les derniers mois de sa vie, s'aperçut des désordres et de la corruption de ses agens; il s'affligea de leur voir souiller sa mémoire, et leur adressa de sévères réprimandes : il rentra même en correspondance avec les émigrés qu'il songeait à rappeler, lorsqu'il mourut le 2 décembre 1469. Ses deux fils, Laurent et Julien, dont l'aîné n'avait pas vingt et un ans, furent présentés par Thomas Sodérini aux

ambassadeurs étrangers, aux magistrats et aux premiers citoyens de la faction dominante; il dit aux derniers que le vrai moyen de maintenir l'influence de leur parti, c'était de maintenir le respect de tous pour ses chefs. Cependant, les deux Médicis, livrés à tous les plaisirs de la jeunesse, n'avaient pas encore l'ambition d'attirer à eux le pouvoir. Il demeura aux mains des cinq citoyens qui l'avaient exercé sous Pierre de Médicis.

Pendant que la république de Florence perdait ainsi sa liberté, celle de Bologne tombait de la même manière sous la dépendance de la famille Bentivoglio, et son asservissement était plus honteux encore, car aucun éclat ne s'attachait au nom de Jean II Bentivoglio, qui gouverna cet État, de l'an 1462 à l'an 1508. Laissé en bas âge par son père Annibal, tué en 1445, il fut élevé par le fils adultérin d'un de ses parens que Côme de Médicis découvrit à Florence; et il reçut de lui, comme un héritage paternel, la souveraineté de sa patrie. En même temps, les républiques de Sienne et de Lucques, profitant du calme de la paix, étaient rentrées dans une profonde obscurité. Celle de Gênes, agitée par des convulsions intérieures qui se succédaient sans relâche, perdait toute influence sur le reste de l'Italie, et ne conservait plus même le souvenir d'une liberté sans cesse opprimée par des

1454-1476.

CHAP. XI. 1454-1476. factions. En 1458, Gênes s'était soumise au roi de France, alors Charles VII; et Jean d'Anjou, duc de Calabre, était venu en son nom y exercer les fonctions de gouverneur. Il en avait fait en même temps sa place d'armes, pour de là porter la guerre dans le royaume de Naples. Mais cette guerre avait fatigué les Génois, qui s'étaient soulevés contre les Français, et qui avaient détruit, le 17 juillet 1461, l'armée de René d'Anjou envoyée pour les soumettre. Toutefois, les Génois n'eurent pas plus tôt secoué un joug étranger, qu'ils recommencèrent à se partager entre les factions des Adorni et des Fregosi: l'une et l'autre leur avaient tour à tour donné des doges; le plus violent, le plus tyrannique, fut Paul Fregoso, archevêque de Gênes, qui était rentré dans sa patrie, en 1462, comme chef de brigands, et qui en était ressorti deux ans plus tard comme chef de pirates. Les Génois, dégoûtés de leur indépendance par tant de forfaits et tant de troubles, se donnèrent, le 13 avril 1464, à François Sforza, duc de Milan; et ils demeurèrent ensuite soumis à son fils Galéaz.

1454-1470. Les Vénitiens seuls, en Italie, conservaient avec honneur, à cette époque, le nom de république : cependant c'était une république sans liberté. Leur politique intérieure est demeurée presque toujours dans l'ombre, et ils n'ont laissé consigner à l'histoire que leurs efforts pour la

défense de l'Italie contre les Turcs. Ces efforts auraient été plus glorieux si les Vénitiens avaient su mieux gouverner leurs sujets d'Orient. Leurs possessions sur la côte illyrienne, et jusqu'à l'extrémité de la Grèce, étaient tellement étendues, elles comprenaient des pays dont les productions étaient si riches et dont le site présentait de si grands moyens de défense, une population dont une partie était si brave et l'autre si industrieuse, que si les Vénitiens s'étaient mis franchement à la tête de la nation illyrienne, s'ils l'avaient régie seulement avec autant d'équité, avec une protection aussi intelligente qu'ils administraient leurs provinces conquises en Lombardie, ils y auraient fondé un empire inébranlable qu'ils auraient conservé à la civilisation. Mais les Vénitiens regardèrent toujours ces établissemens hors de l'Italie comme plus tard les Espagnols, les Anglais, les Hollandais ont regardé leurs possessions dans les deux Indes. Non seulement ils ne permirent point aux habitans de jouir de droits politiques, ils leur refusèrent les droits de l'humanité, ou du moins, s'ils virent en eux des hommes, ils ne leur laissèrent point oublier qu'ils les croyaient d'une race inférieure aux Italiens. Au lieu de mettre à profit l'intelligence supérieure et l'industrie des Grecs, ils ne voulurent voir en eux que la fourberie et la perfidie, et ils s'attribuèrent à

CHAP. XI. 1454-1470. leurs dépens, dans leurs propres villes, le monopole du commerce. Les Albanais, les Illyriens, bien différens des Grecs, étaient impatiens de toute gêne, de tout travail assidu, mais énergiques et braves. La république aurait trouvé chez eux ses meilleurs soldats, ses meilleurs marins, si elle avait voulu les recevoir sur un pied d'égalité dans ses armées ou ses flottes; mais, en s'obstinant à ne voir en eux que des sauvages auxquels elle n'accordait aucune confiance, elle les repoussa au dernier rang de son armée, et quand elle consentit enfin à lever chez eux la cavalerie légère des Stradiotes, elle les destina bien plus à courir le pays et à le ravager, qu'à le défendre.

Immédiatement après la prise de Constantinople, les Vénitiens avaient envoyé à Mahomet II, un ambassadeur chargé de racheter ceux de leurs compatriotes qui avaient été faits captifs dans la capitale de l'empire grec; et celui-ci avait signé avec le sultan, le 18 avril 1454, un traité de paix et de bon voisinage, en vertu duquel la république devait entretenir à Constantinople, comme elle le faisait au temps des empereurs grecs, un Baïle, qui était en même temps son ambassadeur et le juge de tous les sujets vénitiens établis dans le Levant. Mahomet II profita de cette paix pour subjuguer successivement les principautés illyriennes ou grecques,

dont l'indépendance avait survécu à la chute de Constantinople. En 1488, il conquit les royaumes de Rascie et de Servie, et, dans la même année, le duché d'Athènes, dont il fit étrangler le dernier duc; c'était un Florentin, nommé François Acciainoli. En 1460, il dépouilla les deux Paléologues, frères du dernier empereur, qui portaient le titre de despotes de Morée. En 1462, il conquit Sinope, Cérasus et Trébisonde, petits États grecs qui s'étaient maintenus indépendans, sur les bords du Pont-Euxin. En 1463, il fit la conquête de la Valachie et de la Moldavie, puis du royaume de Bosnie et du bannat d'Esclavonie. Ce fut dans la même année que la guerre se ralluma en Morée entre les Vénitiens et les Turcs. Les Vénitiens possédaient depuis long-temps, dans cette péninsule, plusieurs places fortes, Coron, Modon, Argos, Napoli de Malvoisie. Le commandant de Coron reçut dans cette forteresse un esclave qui avait volé la caisse du commandant turc d'Athènes; il partagea l'argent avec lui et refusa de rendre le fugitif, sous prétexte qu'il s'était fait chrétien. Les Turcs commencèrent alors les hostilités. Louis Lorédano, capitaine général des Vénitiens, souleva les Grecs du Péloponèse, et entreprit avec eux de défendre l'isthme de Corinthe; mais il s'en laissa chasser l'année suivante; il abandonna les Grecs qui s'étaient joints à lui; ceux-ci furent massa-

CHAP. XI. 1454-1470.

CHAP. XI. 1454-1470. crés, et il revint chercher un refuge dans ses forteresses.

Les Vénitiens cependant s'efforçaient d'opposer aux Musulmans une ligue puissante; ils avaient conclu, le 12 septembre 1463, un traité d'alliance avec Mathias Corvinus, le libérateur de la Hongrie; ils comptaient sur l'assistance efficace d'une croisade que le duc de Bourgogne avait promis de conduire, et que le pape Pie II faisait prêcher dans tous les pays latins; mais, lorsque ce pape se rendit à l'armée qu'il rassemblait à Ancone, il n'y trouva qu'une troupe désordonnée, lâche et cupide, qui lui demandait de l'argent et des armes, et qui désertait après les avoir reçus. Pie II était lui-même accablé de maladie, et il mourut à Ancone le 14 août 1464; tout le reste des croisés se dissipa bientôt. Le pape avait engagé le vaillant George Castriot, surnommé *Scanderberg,* à rompre, à l'occasion de cette croisade, le traité de paix qu'après vingt ans de victoires, de 1442 à 1462, il avait obtenu des Turcs. Celui-ci, abandonné seul à ses ennemis qu'il avait bravés, perdit, en 1465, à peu près toute l'Epire qu'il avait soulevée, et il mourut lui-même le 17 janvier 1466, dans la ville vénitienne d'Alessio où il avait été forcé de se réfugier.

Mathias Corvinus restait seul aux Vénitiens; en combattant les Turcs en Hongrie, il les em-

pêchait de concentrer leurs forces contre la république; mais le pape Paul II, qui avait succédé à Pie II, craignait les réformateurs de Bohême plus encore que les Musulmans; il engagea Mathias Corvinus à tourner ses armes contre le roi de Bohême, et à le déposer, pour le punir d'avoir toléré les Hussites. Les Turcs profitèrent de l'absence de ce redoutable antagoniste pour envahir la Croatie, en 1469, et en massacrer presque tous les habitans. L'année suivante on les vit, pour la première fois, armer une flotte, chasser des mers de Grèce la flotte vénitienne, attaquer l'Eubée, qui appartenait aux Vénitiens, et prendre d'assaut Négrepont, le 12 juillet 1470, dont ils passèrent les habitans au fil de l'épée. CHAP. XI. 1454-1470.

Les Vénitiens, dont le commerce embrassait tout le monde connu, tentèrent alors de trouver des alliés contre Mahomet II dans les régions lointaines de l'Asie, situées au levant de la Turquie. Leurs ambassadeurs ont écrit des relations de leurs voyages : elles nous sont demeurées, et elles ont révélé pour la première fois aux Latins le monde oriental. Hassan Beg, ou Ussun Cassan, qui en 1468 avait conquis la Perse sur les descendans de Timour, menaçait alors l'empire turc. Il avait épousé une princesse grecque de Trébisonde; les Vénitiens lui envoyèrent en ambassade Catherino Zeno, parent de cette 1470-1474.

même princesse, qui pour le joindre traversa avec des dangers infinis la Caramanie, la petite Arménie et le pays des Curdes. Bientôt cette route fut fermée par les armes des Turcs aux autres Vénitiens qui voulurent le suivre, et Josaphat Barbaro, Ambroise Contarini, et d'autres que la république envoya successivement à Ussun Cassan, tentèrent tour à tour de joindre les caravanes de Mamelucks en Égypte, pour traverser avec elles la Syrie jusqu'au golfe Persique, ou d'arriver à la mer Noire par l'Allemagne et la Pologne, pour entrer ensuite en Perse par la Géorgie et la Mingrelie. Lorsque Contarini voulut revenir en Europe, cette route lui fut également fermée par les Turcs, et il fut obligé de s'aventurer le long de la mer Caspienne, par les portes de Derbent, Astracan et la Moscovie jusqu'en Pologne. Mais ces voyages, merveilleux pour le quinzième siècle, et qui ont fait faire de grands progrès à la géographie, profitèrent peu pour la guerre. Les communications étaient trop lentes et trop incertaines pour qu'il fût possible aux Persans et aux Vénitiens d'agir de concert. Leurs efforts pour se rencontrer n'eurent d'autres effets que de causer la ruine et le pillage de plusieurs villes grecques de l'Asie. En 1472, Pierre Mocénigo ravagea la Carie et l'île de Cos, et pilla Satalie et la Pamphilie, Smyrne et l'Ionie. L'année suivante il

brûla encore Myra dans la Lycie; cherchant partout des nouvelles d'Ussun Cassan dont il apprit enfin la défaite non loin de Trébisonde. Ces deux campagnes furent souillées par des cruautés effroyables, dont les chrétiens grecs, sujets des Turcs que les Vénitiens prétendaient vouloir délivrer, furent presque les seules victimes. CHAP. XI. 1470-1474.

A cette époque l'amiral vénitien fut détourné de la guerre qu'il faisait aux Turcs, par la part qu'il prit aux guerres civiles qui depuis douze ans désolaient le royaume de Chypre. Janus III de Lusignan, roi de Chypre, mort en 1458, n'avait laissé qu'une fille légitime, mariée l'année suivante à Louis, second fils du duc de Savoie; il avait aussi un fils naturel nommé Jacques, et celui-ci, avec l'aide du soudan d'Egypte, dont il se reconnaissait vassal, enleva la couronne à sa sœur et au prince savoyard. Jacques de Lusignan fut appelé à se défendre contre les attaques réitérées de cette sœur; il manquait d'argent, mais un riche marchand vénitien lui donna en mariage sa fille Catherine Cornaro avec cent mille ducats de dot. Cependant, pour rendre cette simple citoyenne digne d'une alliance royale, la république de Venise adopta Catherine Cornaro, et la déclara fille de Saint-Marc. Le mariage fut célébré en 1471, et le 6 juin 1473 Jacques de Lusignan mourut, laissant sa femme grosse. La république alors se hâta de se déclarer tutrice de sa 1458-1474.

CHAP. XI. 1453-1474. fille adoptive et de l'enfant qu'elle portait dans son sein. Cet enfant mourut un an après sa naissance, et la république prétendit de nouveau que Catherine Cornaro avait hérité de son fils, qu'elle même à son tour devait hériter de sa fille. Se regardant comme éternelle, elle était sûre de lui survivre; mais elle ne l'était pas également qu'elle ne se remariât point, et n'eût pas d'autres enfans. Dès 1473 les Vénitiens avaient mis des garnisons dans toutes les citadelles de l'île pour assurer leur tutelle. Cette possession précaire ne leur suffisant pas, en 1489 ils engagèrent la reine Catherine Cornaro à abdiquer la royauté, et à se retirer à Asolo dans le Trévisan. Ce fut ainsi que la république soumit le royaume de Chypre; déjà elle portait dans ses armes les couronnes des royaumes de Candie et de Morée. L'île de Chypre, riche en vin, en blé, en huile et en cuivre, était le plus important des trois royaumes vénitiens.

1474-1479. Dans l'année 1474 les Turcs assiégèrent vainement Scutari, et l'année suivante la ville de Lépante; mais dans la même année 1475 Mahomet II prit et ruina la ville de Caffa, colonie florissante des Génois en Crimée. Les Turcs, maîtres de la Bosnie, commencèrent ensuite, en 1477 et 1478, à menacer les Etats de terre ferme des Vénitiens; ils passèrent l'Isonzo, et même le Tagliamento; ils ravagèrent les fertiles campa-

gnes du patriacat d'Aquilée et du Frioul ; ils en massacrèrent la population ou l'emmenèrent en captivité, et ils commencèrent ainsi à faire éprouver aux Italiens les horreurs de ces guerres de barbares qui avaient dépeuplé l'empire d'Orient avant de l'asservir. Le 15 juin 1478 ils prirent Croia, qui avait été la capitale de Scanderbeg, et ils en détruisirent toute la population, au mépris de la capitulation qu'ils avaient accordée : ils commencèrent ensuite le siége de Scutari. La république de Venise, abandonnée par toute la chrétienté, épuisée par de si longs efforts, et craignant de voir bientôt paraître les armées turques en Lombardie, s'estima heureuse, pour acheter la paix, de livrer aux Musulmans cette place, avec plusieurs des châteaux-forts qu'elle possédait en Illyrie et en Morée. Ce fut à ces conditions que la paix fut signée entre elle et le sultan, le 26 janvier 1479.

CHAPITRE XII.

Fréquence des conjurations; dernière ressource des patriotes italiens; leur mauvais succès. — Conjuration des Pazzi. — Administration de Laurent de Médicis, et sa mort. — 1470-1492.

CHAP. XII. L'ITALIE était arrivée à l'époque fatale où sa liberté ne pouvait plus être sauvée par une noble résistance, ou recouvrée à force ouverte; il ne lui restait plus que la ressource, toujours dangereuse, et le plus souvent funeste, des conspirations. Tant que les habitudes de liberté se conservent dans tout le peuple, tant que toutes les classes ont également horreur de la servitude, une explosion subite des sentimens qui se trouvent dans tous les cœurs suffit pour accomplir une révolution, pour rendre vains les efforts des usurpateurs, ou pour renverser une tyrannie récente, si elle a réussi à s'établir momentanément. Le despote, lors même qu'il fait taire, par la terreur, le peuple qu'il a désarmé et qu'il opprime, sait toujours qu'il est en guerre avec lui; il a trop à craindre de toutes les classes pour en flatter ou essayer d'en gagner aucune. Mais lorsque le pouvoir absolu a pu se

prolonger assez long-temps pour laisser oublier la violence de sa première origine, lorsque la plupart des hommes qui sont dans la vigueur de l'âge sont nés sous son joug, et n'ont jamais connu un temps meilleur, il se trouve bientôt appuyé par toute la partie inerte de la nation, par toute celle qui, incapable de penser et de s'instruire par elle-même, doit se contenter d'idées d'emprunt, et accueillir aveuglément toutes les notions qu'il convient au gouvernement de lui inculquer. En effet, avec la perte de la liberté ont dû cesser ces communications libres et animées qui échauffent les âmes, et qui font descendre les nobles sentimens, même aux classes que la connaissance des temps passés ou l'expérience des nations étrangères n'éclaire point. Le prince, au milieu du silence universel, parle seul dans les pays asservis. Il dicte les proclamations des autorités et les sentences des tribunaux; il inspire même le langage que le prêtre tient dans la chaire ou le confessionnal. Parce qu'il dispense les revenus de la société, il se présente comme une providence, et il fait croire au peuple qu'il lui donne tout ce qu'il ne lui ôte pas. L'indigent lui sait gré de la charité publique; le laboureur, de la justice et de la police qui protégent sa propriété; la populace des villes applaudit aux rigueurs qui frappent les classes élevées; l'orgueil national s'ir-

CHAP. XII. rite contre l'étranger qui plaint un peuple malheureux et mal gouverné, et la vanité vulgaire s'intéresse au maintien de ce qui est. Si quelque souvenir des temps de liberté se conserve dans les classes ignorantes, il s'attache seulement aux traits qui peuvent les remuer par des images de souffrance; elles ont entendu parler des efforts par lesquels leurs pères avaient défendu les droits du peuple, des sacrifices que ces droits leur avaient coûtés; mais elles ne voient que les maux de la lutte, tandis que son résultat échappe à leur imagination, parce qu'il n'a rien de matériel. Elles concluent que le pain était aussi cher dans les temps de liberté, que le travail était aussi pénible, et qu'aux privations qu'elles endurent se joignaient alors les dangers de ces catastrophes violentes, dont les pères ont transmis aux enfans quelques détails effrayans. L'esclavage, a-t-on dit, avilit l'homme jusqu'à s'en faire aimer; et l'observation confirme cette maxime : partout les nations paraissent attachées à leurs gouvernemens, en raison de l'imperfection de leur régime; partout elles aiment le plus dans leurs institutions ce que celles-ci ont de plus vicieux, et la résistance de toutes la plus obstinée, c'est celle que les peuples opposent à leur progrès moral.

Tel était, en particulier, l'état de l'Italie à la fin du quinzième siècle. Dans les villes Lom-

bardes, le bas peuple ne conservait plus, des temps de liberté, d'autre souvenir que celui qu'imprimaient, dans toutes les imaginations, quelques ruines, que les pères montraient aux enfans comme monumens d'anciens combats, d'anciennes violences. Les habitans des campagnes n'ayant jamais joui de droits politiques, ne redoutaient de fléaux que la guerre, et n'estimaient un gouvernement qu'à raison de ses dispositions pacifiques. Galéaz Sforza, pour s'attacher davantage encore les hommes qui sont mus par leurs sens plus que par leurs réflexions, s'entourait de toute la magnificence du plus riche souverain, et le peuple milanais lui savait gré de ce spectacle, sans songer que c'était lui-même qui le payait. Les Médicis, dont l'autorité à Florence était plus récente, s'appliquaient surtout à la rendre populaire, par les fêtes continuelles dans lesquelles ils entretenaient leurs concitoyens, et dont leur patrimoine faisait, du moins en partie, les frais. Les souverains des autres États d'Italie avaient de même, et par des voies diverses, réussi à gagner l'affection des paysans et de la populace des villes. La protection qu'ils accordaient aux prévenus, soustraits par eux à la justice, était un de leurs grands moyens de séduction. Les lois menaçaient de peines effroyables les criminels; le procès commençait par la torture, et finissait par

CHAP. XII. la roue; cependant chaque fête de village amenait quelques meurtres, et ceux qui les commettaient étaient justement ces hommes déterminés, que le tyran voulait se concilier. En les dérobant à la justice, il obtenait d'eux et de leur famille une reconnaissance proportionnée à l'atrocité des châtimens. Ainsi les hommes qui auraient été les plus dangereux meneurs de la populace, étaient presque tous dévoués au prince; et un appel pour le renversement de la tyrannie ne trouvait d'écho ni sur la place publique, ni dans les campagnes. D'autre part, tous les citoyens qui avaient de l'élévation dans l'âme, ceux qui savaient ce qu'avait été leur patrie, et ce qu'elle devenait; ceux qui pouvaient comparer la servitude chez eux, avec la liberté chez l'étranger; ceux, enfin, que la philosophie éclairait sur la dégradation morale, toujours croissante, des hommes soumis au pouvoir absolu, ne pouvaient se résigner à la perte d'une liberté, qu'ils sentaient devoir être suivie de celle de toutes leurs vertus. Ils voulaient résister; mais des soldats, payés de leur argent, gardaient le tyran dans des murs qu'avaient bâtis leurs pères pour la défense de leur liberté; l'organisation sociale, fondée pour le bien de tous, était dirigée par une main usurpatrice vers l'oppression de tous. Le droit de punir du juge, et le droit de faire grâce du

prince, étaient exercés de concert, pour donnér à celui-ci des sicaires affidés. Les alliances, contractées au nom de la patrie, établissaient une garantie mutuelle entre les usurpateurs contre les peuples. Nulle part le bon citoyen ne voyait de force dont il pût invoquer l'assistance; et s'il était assuré que tous les hommes doués d'intelligence et de vertu, que tous les riches même désiraient la liberté, il savait aussi que le tyran pouvait armer contre elle toute la masse ignorante et brutale.

Le sentiment du triomphe de l'injustice et de la brutalité, celui de l'oppression, que tous ceux qui avaient un cœur et une âme éprouvaient sous le joug de ceux qui n'avaient que des sens, étaient ce qui faisait souvent recourir les premiers, dans ce siècle, à des conspirations. D'ailleurs, l'étude de l'antiquité, qu'on avait alors reprise avec tant d'ardeur, conciliait aux conjurés, imitateurs des défenseurs anciens de la liberté, l'approbation publique et presque l'admiration universelle. Les Harmodius, les Timoléon, les Brutus, qui, le poignard à la main, avaient rendu la liberté à Athènes, à Corinthe et à Rome, étaient signalés dans les écoles, aux jeunes élèves, comme les vengeurs de la justice et du droit, les sauveurs de l'humanité. D'autre part, les meurtres étaient si communs, les hommes d'honneur en ressentaient si peu de scrupule,

CHAP. XII. que les conspirateurs ne se sentaient point arrêtés par la répugnance à répandre le sang. Non seulement chaque prince et chaque gentilhomme, mais chaque magistrat, chaque citoyen, était prêt, dans toute l'Europe, à tuer pour défendre le moindre droit, pour écarter le moindre obstacle, pour faire preuve d'énergie, pour laver une offense; quiconque avait des valets voulait avant tout qu'ils fussent braves, et toujours armés pour exécuter au besoin des ordres sanguinaires. C'était même parce que les meurtres étaient le plus souvent commis par eux, que le service domestique ne dérogeait pas. Les gens bien nés plaçaient leurs enfans chez des seigneurs, comme pages, comme estafiers, comme écuyers, parce qu'ils y portaient l'épée, et que la servitude était anoblie par la chance de répandre du sang.

Loin donc d'éprouver la répugnance que nous sentirions aujourd'hui, à délivrer leur patrie par un assassinat, les hommes du quinzième siècle voyaient de l'honneur dans le meurtre, de la vertu dans le dévouement, de la grandeur historique dans la conspiration. Le danger seul les arrêtait; mais ce danger était effroyable, car les tyrans se sentant en guerre avec tous ceux qu'ils craignaient, se tenaient toujours sur leurs gardes; et comme ils ne devaient leur sûreté qu'à la terreur, les supplices qu'ils infligeaient,

s'ils demeuraient les plus forts, étaient atroces. CHAP. XII.
Ces dangers, quels qu'ils fussent, ne rebutèrent point les ennemis de l'ordre existant, pas plus parmi les royalistes que parmi les républicains. Jamais on n'avait vu des conjurations plus fréquentes et plus hardies. Le mauvais succès de ceux qui avaient succombé n'empêchait point que d'autres ne marchassent immédiatement sur leurs traces.

Le premier complot fut dirigé contre les Médicis; ce fut celui de Bernardo Nardi, l'un des Florentins qui, du temps de Pierre de Médicis, avaient été exilés de leur patrie. Avec une centaine de partisans, il surprit la porte de Prato, le 6 avril 1470. Il se rendit maître du palais public, où il arrêta le podestat florentin, et il occupa la citadelle; puis il parcourut la ville en appelant le peuple à la liberté. Il comptait faire de cette petite ville, qui n'est qu'à dix milles de Florence, la place d'armes du parti républicain, et y commencer la résistance contre les Médicis. Mais quoiqu'il eût réussi à se rendre maître de Prato par surprise, les habitans demeuraient sourds à sa voix; aucun d'eux ne répondait à son appel et ne venait le joindre; personne ne détestait assez la tyrannie pour s'exposer aux derniers malheurs en la combattant. Les amis du gouvernement, voyant que Nardi demeurait seul, prirent enfin les armes; ils l'attaquèrent de 1470.

CHAP. XII. toutes parts, et l'accablèrent par le nombre.
1470. Nardi, fait prisonnier, fut conduit à Florence, où il eut la tête tranchée avec six de ses complices. Douze autres furent retenus à Prato, et pendus.

1476. La conjuration, qui éclata à Ferrare le 1er septembre 1476, était dirigée par un parti monarchique. La maison d'Este, souveraine à Ferrare, à Modène et à Reggio, avait eu pour chefs deux fils naturels de Nicolas III; Lionnel, qui régna de 1441 à 1450, et Borso qui régna de 1450 à 1470. Après eux seulement, leur frère Hercule Ier, né d'un légitime mariage, recueillit une succession qui s'était augmentée et affermie sous le règne des deux bâtards. C'était Borso qui avait fait sanctionner, par les chefs de l'Empire et de l'Église, une autorité que ses ancêtres tenaient du peuple. Frédéric III l'avait nommé duc de Modène et Reggio, et Paul II, duc de Ferrare. Borso n'avait point d'enfant; mais Lionnel avait laissé un fils, nommé Nicolas, qui, lorsque Hercule s'empara de la souveraineté, alla chercher un refuge à Mantoue. Lionnel et Borso, de tous les princes de la maison d'Este, avaient été les plus chéris par leurs sujets. La douceur de leur caractère, leur générosité, leurs talens, leur activité, leur amour pour les lettres, avaient gagné tous les cœurs. Ceux qui, pendant trente ans, avaient servi ces deux princes, se faisaient un

devoir de transmettre leur couronne au fils de Lionnel, et regardaient la succession d'Hercule comme une usurpation. Ils conspirèrent pour rétablir dans son droit celui qu'ils croyaient l'héritier légitime. Ils introduisirent Nicolas d'Este à Ferrare, le 1er septembre 1476, avec six cents hommes d'infanterie, et se répandant aussitôt dans les rues, ils appelèrent le peuple à prendre les armes pour le fils de son bienfaiteur. Mais le peuple était indifférent dans le choix de ses maîtres; il ne voulait pas encourir les peines de la rébellion en se déclarant pour l'un plutôt que pour l'autre. Au lieu d'accourir, les citoyens s'enfuyaient, ou s'enfermaient dans leurs maisons. Les satellites d'Hercule qui, un moment, avaient cru la révolution accomplie, reprirent courage. Ils attaquèrent Nicolas, le vainquirent, et le firent prisonnier avec un de ses cousins. Aussitôt ces deux princes eurent la tête tranchée, et vingt-cinq de leurs complices furent pendus.

CHAP. XII. 1476.

La même année, Jérôme Gentile avait ourdi une conspiration à Gênes, pour faire secouer à cette ville le joug du duc de Milan; mais, quoique ce citoyen se fût déjà rendu maître des portes, il échoua également, le peuple ayant hésité à venir se joindre à lui. Malgré des exemples si funestes, cette même année, une autre conjuration fut formée à Milan contre Galéaz Sforza, dont le joug était devenu insupportable à tous

CHAP. XII. 1476. ceux dont l'âme conservait quelque élévation. Il n'y avait aucun crime dont on ne crût capable cet homme faux et féroce. On l'accusait d'avoir empoisonné sa mère; on remarquait qu'il se complaisait au spectacle de la douleur et du désespoir, en choisissant de préférence ceux qui avaient pu croire à son amitié pour les frapper de coups plus imprévus et plus cruels. Il ne se contentait pas de rendre victimes de son libertinage, par la séduction ou par la violence, les femmes les plus distinguées de ses États, il aimait encore à publier leur honte, à en rendre témoins leurs maris ou leurs frères; souvent même il les livrait à la prostitution. Son faste extravagant épuisait ses finances, qu'il cherchait à rétablir ensuite par des extorsions tyranniques sur les peuples. Il prenait plaisir à inventer des supplices atroces. Celui d'enterrer vivantes ses victimes, n'était pas encore le plus barbare. Trois jeunes gentilshommes issus de familles qui avaient combattu avec courage l'usurpation de François Sforza, et qui avaient éprouvé eux-mêmes les injustices et les outrages de son fils, résolurent de délivrer leur patrie de ce monstre. Ils se flattaient que, lorsqu'il aurait succombé, tous les Milanais se réuniraient avec joie pour remplacer la tyrannie par un gouvernement libre. Jérôme Olgiati, Charles Visconti et André Lampugnani convinrent de ne se fier de l'exécution

qu'à eux-mêmes, sans admettre personne dans leur secret. Leur esprit était échauffé par les leçons de leur professeur de littérature, Colas de Montano, qui ne cessait de mettre sous leurs yeux la grandeur des républiques de l'antiquité, et la gloire de ceux qui les avaient délivrées de la tyrannie. Déterminés à tuer le duc, ils s'exercèrent long-temps entre eux à manier le poignard, pour être plus sûrs de le frapper avec précision, chacun à l'endroit assigné. Animés d'un zèle religieux non moins vif que leur enthousiasme républicain, ils se préparèrent par la prière, par des vœux au patron de leur église, par l'assistance à la messe, pour l'action qu'ils allaient commettre. Ils firent choix, pour l'exécuter, du 21 décembre 1476, jour où ils savaient que le duc Galéaz se rendrait en pompe à l'église de Saint-Etienne. C'est là qu'ils l'attendirent; et quand ils le virent s'avancer, entre les ambassadeurs de Ferrare et de Mantoue, ils s'approchèrent respectueusement de lui la toque à la main, et feignant d'écarter la foule, ils l'entourèrent, et le frappèrent tous trois au même instant, au milieu de son cortége et de ses gardes. Galéaz Sforza tomba mort sous leurs coups; et la foule qui remplissait l'église vit le tumulte, entendit les cris, sans pouvoir en comprendre la cause. Les trois conjurés voulurent s'élancer hors de l'église pour appeler le peuple aux armes

CHAP. XII. et à la liberté; mais le premier sentiment qu'ils
1476. rencontrèrent fut l'étonnement et la peur; les seuls gardes du duc avaient mis l'épée à la main pour le venger. Lampugnani, en voulant les éviter, s'embarrassa les pieds dans les robes traînantes des femmes qui étaient à genoux dans l'église; il fut renversé et tué par un écuyer de Galéaz. Quelques pas plus loin, Visconti fut tué aussi par les gardes; Olgiati s'étant dérobé dans ce premier moment à ceux qui le poursuivaient, se mit à parcourir les rues, en criant aux armes, sans que personne répondît à son appel. Il voulut alors se cacher; il fut arrêté et soumis à une atroce torture. Lorsque les bourreaux le détachèrent, il écrivit ou dicta la relation qui lui fut demandée et qui nous est restée. Elle est animée du plus noble enthousiasme, d'un profond sentiment religieux, d'un ardent amour pour la liberté, et d'une persuasion intime qu'il avait commis une bonne action. Il fut ensuite livré aux exécuteurs pour être tenaillé et coupé vivant en morceaux. Il avait vingt-deux ans au moment de son supplice.

1478. La conjuration des Pazzi, à Florence, suivit de près celle d'Olgiati à Milan. André de Pazzi, l'un des cinq *accoppiatori* qui avaient exercé un si grand pouvoir sous Pierre de Médicis, était mort; mais il avait laissé trois fils et plusieurs petits-fils; l'un des derniers avait épousé une

sœur de Laurent et Julien de Médicis; leur fortune était immense; elle était engagée dans le commerce qu'ils faisaient avec un grand succès, et ils croyaient avoir des droits à tenir un des premiers rangs dans leur patrie. Mais Laurent et Julien de Médicis, en arrivant à l'âge viril, avaient voulu ressaisir toute l'autorité que leur père avait laissé échapper de ses mains; ils avaient montré surtout une extrême jalousie de ceux qui, de son temps, administraient la république; et, quoique la maison de Pazzi comptât alors neuf citoyens qui, par leur âge, leur rang, leurs talens, étaient faits pour siéger dans la seigneurie, les Médicis n'avaient pas permis qu'un seul d'entre eux y fût appelé. L'un des Pazzi avait épousé la fille unique de Jean Borroméi, citoyen immensément riche, et il devait recueillir son héritage; mais au moment de la mort de Borroméi, les Médicis firent rendre une loi qui appelait les agnats à l'héritage de préférence aux filles, et ils enlevèrent ainsi à Jean des Pazzi, un bien qu'il regardait déjà comme sien. Le frère de celui-ci, François des Pazzi, dont le caractère était bouillant et impétueux, ne pouvant souffrir tant d'injustices, alla s'établir à Rome, où le pape Sixte IV le choisit pour son banquier, et lui accorda bientôt la plus entière confiance.

CHAP. XII. 1478.

Sixte IV était de la maison de la Rovère,

CHAP. XII. 1473. famille plébéienne de Savonne, dans l'État de Gênes. On assurait que son élection au saint-siége était entachée de simonie, et on l'accusait en même temps d'avoir eu les mœurs les plus scandaleuses. Il avait quatre neveux qu'il avait comblés de tous les biens que l'Église peut donner; il en fit entrer deux dans le sacré collége, Julien de la Rovère, fils de son frère, et Pierre Riario, fils de sa sœur; il voulut ensuite élever à la dignité de princes les deux autres qui étaient séculiers : Léonard de la Rovère fut marié avec une fille naturelle de Ferdinand, et nommé préfet de Rome et duc de Sora; et Jérôme Riario épousa une fille naturelle de Galéaz Sforza, duc de Milan; après quoi le pape acheta pour lui la ville et la principauté d'Imola, à laquelle il comptait joindre bientôt d'autres seigneuries en Romagne. Cette dilapidation des biens de l'Église, pour agrandir les neveux du pape, fut un des plus scandaleux exemples de ce qu'on appelait le népotisme de la cour de Rome. Mais, quoique Sixte IV fût un homme corrompu, il n'était pas dépourvu de talens, ni même d'une certaine élévation d'âme. Il avait à cœur le maintien de l'indépendance de l'Italie, et il croyait qu'elle ne pouvait être défendue que par des gouvernemens républicains, à l'aide de la liberté, dont il avait appris à Gênes à connaître le prix. Il s'était vu constamment contrarié dans sa poli-

tique par les Médicis, soit lorsqu'il s'était occupé d'établir sa famille, soit lorsque, poursuivant un plus noble but, il avait voulu engager tous les États de l'Italie à s'unir en une seule ligue pour leur défense. Cette opposition des Médicis avait bientôt dégénéré en haine; Jérôme Riario et François des Pazzi travaillaient à rendre cette haine toujours plus violente. Sixte IV promit enfin toutes les forces pontificales pour seconder une conspiration dont le but était de rendre la liberté à Florence, en se défaisant des deux frères Médicis. L'approbation du pape détermina seule Jacob des Pazzi, l'aîné de la famille, et l'oncle de François, à entrer dans un complot si dangereux.

Les Pazzi ne voulurent pas courir le risque d'être abandonnés, après l'exécution du complot, comme l'avaient été les conjurés de Milan, parce que personne ne connaissait leurs vues ou n'était préparé à les seconder; aussi admirent-ils un grand nombre de citoyens dans leur secret, et parmi eux François Salviati que le pape venait de nommer à l'archevêché de Pise, tandis que les Médicis refusaient de lui laisser prendre possession de son siége. Il fallait, pour le succès de la conspiration, que les deux Médicis fussent frappés en même temps, car l'on sentait bien que si l'un survivait, il serait le vengeur de l'autre. Il fallait de plus que, parmi les conjurés,

CHAP. XII. 1478. les uns occupassent le palais public et intimidassent la seigneurie, et que les autres appelassent le peuple à la liberté. Quatre troupes qui agissent simultanément étaient donc nécessaires; mais on jugeait que, pour que les conjurés frappassent en même temps les deux frères, ceux-ci devaient se trouver réunis en un même lieu. Un petit-neveu du pape, Raphaël Riario, jeune homme âgé de dix-huit ans, qu'il venait de faire cardinal et qu'il envoyait à Pise, donnait, par son passage à Florence, occasion à quelques fêtes, où l'on espérait voir les deux Médicis réunis; mais Julien ne se trouva point au festin que donna Jacob des Pazzi à ce cardinal, à Montughi, ou au repas qui lui fut donné par Laurent de Médicis à Fiesole. Les conjurés étaient prêts pour l'une et l'autre de ces journées. L'archevêque Salviati, avec Jacob, fils de l'historien Poggio Bracciolini, et une troupe nombreuse de conjurés, devaient se rendre maîtres du palais public, et forcer la seigneurie à approuver la révolution; d'autres, avec Jacob des Pazzi, devaient ameuter le peuple, tandis que François des Pazzi et Bernard Bandini s'étaient chargés de tuer Julien, qui, timide et soupçonneux, portait le plus souvent une cuirasse sous ses habits, et que Jean-Baptiste de Montesecco, capitaine d'une troupe d'aventuriers, se chargeait de tuer Laurent. L'absence

de Julien, dans ces deux occasions, força les conjurés à remettre l'exécution de leur projet à une cérémonie religieuse qui devait avoir lieu dans la cathédrale, et où les deux frères ne pourraient se dispenser d'assister. Il fut convenu que leurs assassins les frapperaient à genoux, au moment où le prêtre qui disait la messe élevant l'hostie, ils baisseraient la tête avec tous les assistans. Mais alors Jean-Baptiste de Montesecco déclara qu'il s'était chargé de tuer Laurent de Médicis dans un festin, car il était accoutumé au meurtre sans répugnance, mais non au sacrilége; en sorte que, dans l'église, il ne pouvait plus offrir aux conjurés son ministère; tous les autres laïques se refusèrent alors également à une action qui commençait à leur paraître irreligieuse; en sorte qu'on fut obligé de recourir à deux prêtres, Antoine de Volterra et Étienne Bagnoni, qui, accoutumés à vivre dans l'église, et à en accomplir eux-mêmes toutes les cérémonies, n'éprouvaient, pour les choses sacrées, ni respect ni crainte. Ce fut la cause de la ruine de tous.

Chacun était à son poste lorsque les Médicis entrèrent dans le temple, le 26 avril 1478, et se placèrent à quelque distance l'un de l'autre. La messe commença, et au moment de l'élévation de l'hostie, Antoine de Volterra mit la main gauche sur l'épaule de Laurent pour assurer mieux le coup qu'il lui portait de la droite. Cet

CHAP. XII. 1478. attouchement cependant fit lever Laurent en sursaut : de son manteau roulé autour du bras, il para le poignard; il tira l'épée ainsi que ses deux écuyers, et les prêtres prirent la fuite. Dans le même instant, Julien avait été tué par Bernard Bandini, et François des Pazzi, qui avait voulu le frapper aussi, s'était blessé lui-même profondément à la cuisse. Bandini courut aussitôt sur Laurent, qui se déroba à sa poursuite en s'enfermant dans la sacristie. Voyant alors le peuple en tumulte, et désespérant du succès, il partit à l'instant de Florence, et ne se crut en sûreté que lorsqu'il fut arrivé à Constantinople. Pendant ce temps, Salviati avait également échoué au palais de la seigneurie. Il avait caché son cortége dans une chambre près de l'entrée, dont la porte fermait par un ressort que ses satellites n'avaient plus su ouvrir. Séparé d'eux, il avait été trouver le gonfalonier; mais ses regards inquiets et son langage embarrassé avaient tellement excité les soupçons de celui-ci, qu'il s'était élancé sur la porte, avait saisi par les cheveux Jacob Bracciolini qui s'y cachait, l'avait livré à ses sergens, et s'était bientôt rendu maître de tous les conjurés qui étaient avec lui dans le palais, et qu'il fit poignarder à l'instant, ou jeter vivans par les fenêtres : l'archevêque Salviati, avec deux de ses cousins, et Jacob Bracciolini, furent pendus à

ces mêmes fenêtres. Les deux prêtres qui avaient tenté de tuer Laurent, furent poursuivis et mis en pièces par ses amis. Jacob des Pazzi enfin, qui s'était mis à la tête d'une troupe de conjurés pour parcourir les rues en appelant le peuple à la liberté, perdit courage lorsqu'il vit que personne ne répondait à sa voix : il sortit de la ville par la porte qui conduit en Romagne; mais il n'avait fait que peu de chemin lorsqu'il fut arrêté et ramené par des paysans. Cependant les amis des Médicis avaient appelé la populace à la vengeance, et ils n'eurent pas de peine à exciter sa fureur. François, René et Jacob des Pazzi, furent pendus aux fenêtres du palais auprès de l'archevêque; tous ceux qui avaient quelque relation d'amitié avec eux, ou qui avaient montré quelque opposition au gouvernement, furent arrachés de leurs maisons, traînés dans les rues et massacrés; plus de soixante-dix citoyens furent exécutés dans les premiers jours. Laurent de Médicis mit ensuite toute son activité à se faire remettre ceux qui avaient été chercher un refuge au loin : Bernard Bandini fut lui-même renvoyé de Constantinople par Mahomet II, et les exécutions ne cessèrent qu'après que deux cents Florentins eurent péri par suite de la conspiration des Pazzi.

CHAP. XII.
1478.

Le mauvais succès de la conspiration des Pazzi affermit, comme il arrive toujours,

CHAP. XII. 1478. le pouvoir du gouvernement contre lequel elle avait été dirigée. Jusqu'à ce moment, les Médicis s'étaient contentés d'être les premiers citoyens de Florence; dès-lors Laurent se regarda comme le prince de la cité, et quelquefois ses amis en parlant de lui employèrent ce titre; plus habituellement en s'adressant à lui, on l'appelait magnifique seigneur. C'était le titre qu'on donnait aux condottieri, de même qu'aux petits princes qui n'en avaient point d'autres. Laurent affectait une libéralité sans bornes, une pompe, un éclat, qu'il croyait nécessaires pour suppléer au rang qui lui manquait, la magnificence enfin, dont le titre est devenu avec raison son surnom auprès de la postérité. Au moment où la conspiration échoua, il se trouva menacé à la fois par toute l'Italie. Le pape fulmina, le 1[er] juin 1478, une bulle d'excommunication contre lui, pour avoir fait pendre un archevêque. Il demanda que Laurent de Médicis, le gonfalonier, les prieurs et les huit de balie, lui fussent livrés pour être punis suivant l'énormité de leur crime. En même temps, il publia la ligue qu'il avait formée contre Florence avec Ferdinand de Naples et la république de Sienne; il nomma pour commander l'armée de cette ligue, Frédéric de Montefeltro, duc d'Urbin, et il le fit entrer en Toscane. Laurent de Médicis, qui n'était point militaire, ne se rendit pas à l'armée levée pour

le défendre, et fut obligé d'en confier le commandement à Hercule d'Este, duc de Ferrare, qui se mit à la solde des Florentins, mais qui donna bientôt lieu de soupçonner qu'il s'entendait secrètement avec leurs ennemis. La duchesse-régente de Milan, Bonne, veuve de Galéaz Sforza, était la seule alliée sur laquelle Laurent de Médicis pût compter; mais le roi de Naples, pour l'empêcher d'envoyer des troupes en Toscane, s'attacha à lui susciter des ennemis dans le duché de Milan. Il commença par offrir son aide aux Génois, fatigués du joug sous lequel ils s'étaient rangés d'eux-mêmes; ceux-ci se soulevèrent au mois d'août 1478, se remirent en liberté, et rendirent le titre de doge à Prosper Adorno qui l'avait déjà porté. Au mois de janvier 1479, Sixte IV réussit à engager les Suisses du canton d'Ury, à déclarer la guerre à la duchesse de Milan; et ces terribles montagnards remportèrent à Giornico, sur les meilleures troupes italiennes, une victoire qui remplit celles-ci d'étonnement plus encore que de crainte, en leur faisant apprécier la force de corps et le courage indomptable d'une race d'homme qui leur était jusqu'alors inconnue. Le 7 septembre 1479, l'armée florentine fut défaite au Poggio impérial par le duc de Calabre, qui était venu joindre le duc d'Urbin; presque en même temps, les frères de Galéaz Sforza, que la duchesse-régente,

CHAP. XII. 1478.

1479.

CHAP. XII. 1479. Bonne de Savoie, avait exilés de Milan, y rentrèrent avec leurs partisans, et y causèrent une révolution. Ils dépouillèrent de la régence la duchesse Bonne; ils punirent de mort ses favoris et ses ministres, pour avoir, disaient-ils, abandonné les vrais intérêts de la maison Sforza et de l'État : ils déclarèrent son fils, Jean Galéaz Sforza, majeur, quoiqu'il n'eût que douze ans; et Louis surnommé le Maure, l'aîné d'entre eux, s'empara de la direction des affaires, en sorte qu'il fut dès-lors le vrai souverain de Milan.

La situation de Laurent de Médicis devenait très dangereuse; il se trouvait sans allié, attaqué par toutes les forces de l'Italie; ses ennemis avaient ravagé successivement toutes les provinces de l'État florentin, et ils étaient déjà maîtres de plusieurs de ses meilleures forteresses. Ses amis mêmes à Florence commençaient à se lasser d'une guerre que le pape et le roi de Naples déclaraient ne faire qu'à lui seul; le peuple enfin qui ne lui était attaché qu'en raison de ses prodigalités et de ses fêtes, depuis que ses prospérités avaient cessé, laissait entrevoir qu'il était prêt à l'abandonner. Il sentait toute l'étendue de son danger, lorsqu'il fut averti par le duc d'Urbin, général de l'armée ennemie, que, parmi ses adversaires, le roi de Naples et Louis le Maure étaient disposés à se réconcilier avec lui. Ce duc et le

duc de Calabre n'étaient pas suffisamment autorisés pour lui accorder la paix ; mais ils lui conseillèrent de se rendre en personne à Naples, et ils lui procurèrent une galère napolitaine à Livourne pour l'y porter. Laurent de Médicis ne se mettait pas sans crainte entre les mains d'un ennemi tel que Ferdinand, qui, dans tant d'occasions, s'était montré cruel et perfide. Il partit cependant de Florence le 5 décembre 1479, et, arrivé à Naples, il y fut reçu avec plus de respect, avec plus d'affection qu'il n'avait osé l'espérer. Il n'hésita point à convenir avec Ferdinand des dangers de sa position, et à lui faire connaître ses ressources. L'Italie l'abandonnait ; mais on l'engageait à mettre son espoir dans la France. Louis XI, et René II, duc de Lorraine, prétendaient tous deux avoir hérité des droits des Angevins sur le royaume de Naples : ils offraient leur alliance, et promettaient de faire passer des troupes en Toscane. Laurent de Médicis s'attacha néanmoins à faire sentir à Ferdinand combien pouvait être dangereuse l'introduction des Français en Italie, et il avoua que, pour lui-même, il n'en tirerait pas d'autre avantage que de nuire à ses ennemis. Il lui représenta qu'il serait bien préférable pour tous deux de s'occuper d'un arrangement entre eux, au lieu d'ouvrir leur patrie aux incursions des barbares ; et il lui offrit, comme dédommage-

CHAP. XII. 1479.

1480.

CHAP. XII. 1480. ment de ses efforts, une conquête en Toscane, à laquelle son fils, le duc de Calabre, songeait déjà ; c'était celle de la république de Sienne. Cet État s'était allié contre Florence avec le pape et le roi de Naples ; il avait reçu sans défiance les armées napolitaines dans ses forteresses, et il avait recouru au duc de Calabre pour terminer, par sa médiation, les dissensions sans cesse renaissantes entre les divers ordres de la république. Le duc de Calabre, au lieu de les réconcilier, attisait leur discorde, et en accordant ses secours tantôt à l'un, tantôt à l'autre, il était devenu l'arbitre suprême des Siennois; Laurent de Médicis promit de ne point mettre obstacle à ce que la souveraineté de Sienne fût déférée au duc de Calabre, et à cette condition son propre traité avec le roi de Naples fut signé le 6 mars 1480. La république de Sienne était perdue, et les Napolitains, maîtres d'une partie si importante de la Toscane, auraient bientôt subjugué tout le reste; mais dans ce moment une catastrophe inattendue sauva Laurent de Médicis des conséquences de ses offres. Mahomet II chargea son vizir Achmet Giedick de tenter un débarquement en Italie : celui-ci se rendit maître d'Otrante le 28 juillet 1480, et Ferdinand, frappé de terreur, rappela le duc de Calabre avec son armée, pour défendre ses propres États.

Laurent de Médicis, cependant, à son retour de Naples à Florence, appesantit le joug qu'il avait imposé à sa patrie. Il résolut surtout d'ôter à son pouvoir le caractère révolutionnaire, et par conséquent transitoire, qu'il conservait encore, et en même temps d'effacer le souvenir de la souveraineté du peuple, qui était entretenu par l'assemblée périodique des parlemens. Néanmoins, le 12 avril 1480, il en assembla un qu'il destinait à être le dernier. Il lui fit aussi créer une balie; mais celle-ci devait se dépouiller pour toujours d'un pouvoir dont cette commission extraordinaire avait eu effet constamment abusé. La balie transféra la souveraineté absolue qui lui avait été déléguée par le peuple florentin à un conseil nouveau de soixante-dix membres. Ce conseil devait désormais, d'une manière permanente, faire partie des autorités constituées. Il était chargé d'exécuter un scrutin universel, pour choisir entre les citoyens florentins ceux qui seraient seuls aptes aux magistratures. Il devait ensuite distribuer leurs noms dans les bourses de la seigneurie, faire une nouvelle répartition des impôts, rétablir l'équilibre dans les finances, ou plutôt employer les deniers de l'État à acquitter les dettes des Médicis; car ceux-ci avaient dérangé leurs affaires, non seulement par la magnificence que Laurent se plaisait à étaler dans ses dépenses,

CHAP. XII. 1480. mais par les profusions et le désordre de tous ses commis, qui, chargés de faire pour lui le commerce, voulaient y déployer le faste qu'ils croyaient convenir à un prince.

Ce ne fut que le 3 décembre 1480 que le pape Sixte IV réconcilia la république de Florence à l'Église; alors même, il céda seulement à l'effroi que lui avait inspiré la conquête d'Otrante par les Turcs. Quoiqu'il eût montré des talens, et quelques vues élevées pour la défense de l'indépendance de l'Italie, son manque absolu de principes, l'impétuosité de son caractère, et son aveugle partialité pour ses neveux, le rendirent un des plus mauvais papes qui aient gouverné l'Église. Les Turcs n'eurent pas plus tôt été chassés d'Otrante, le 10 août 1481, par Alphonse, fils aîné du roi de Naples, que le pape excita une nouvelle guerre en Italie. Son but était d'agrandir Jérôme Riario son neveu, auquel il voulait former une grande principauté en Romagne; et, pour cela, il proposa aux Vénitiens de partager avec lui les États du duc de Ferrare. Le roi de Naples, le duc de Milan et les Florentins s'allièrent, en 1482, pour défendre ce duc. Mais, dès l'année suivante, Sixte IV, craignant de ne point obtenir pour son neveu la meilleure part dans les
1483-1492. dépouilles du duc de Ferrare, changea de parti et excommunia les Vénitiens, auxquels il comptait enlever les provinces qu'il donnait à Jérôme

Riario. Bientôt après, de nouveaux alliés firent, sans le consulter, la paix, le 7 août 1484, à Bagnolo, avec la république. Cette nouvelle lui causa un accès de goutte remontée, dont il mourut le 13 août suivant. Innocent VIII qui lui succéda était un homme tout aussi corrompu que lui, mais doué de beaucoup moins de talent et d'énergie. Après avoir fait, au commencement de son règne, une guerre sans motifs raisonnables au roi Ferdinand et aux Florentins, il se réconcilia avec eux le 11 août 1486; il fit épouser à Franceschetto Cybo, son fils, une fille de Laurent de Médicis, et cette alliance procura plus tard, à sa postérité, le duché de Massa-Carrara; il donna, en 1489, le chapeau de cardinal à Jean de Médicis, fils de Laurent, et qui fut ensuite le pape Léon X. Innocent VIII laissa tomber Rome, par la vénalité de la justice, par les monopoles, par l'ignorance et l'incurie de l'administration, dans un état de misère et de brigandage qui n'avait point encore eu d'exemple. Il mourut enfin, le 25 juillet 1492, le plus méprisé, quoiqu'il ne fût pas le plus haïssable des papes qui avaient occupé la chaire de saint Pierre.

Son ami et son conseiller Laurent de Médicis a été placé au nombre des grands hommes. Il eut des droits, en effet, à la reconnaissance de la postérité, par la protection constante qu'il ac-

corda aux lettres et aux arts, par l'impulsion qu'il leur donna lui-même comme poète et homme de goût. Il gagna l'affection de la société littéraire qu'il rassembla autour de lui, autant par le charme de son caractère que par sa libéralité. Mais ce n'est pas comme homme d'état qu'il peut prétendre à la gloire : il fut mauvais citoyen de Florence et mauvais Italien; il dégrada le caractère des Florentins, et il détruisit leur énergie : en leur ravissant la liberté, il les exposa à perdre bientôt aussi leur indépendance. Dans le reste de l'Italie, comme il craignait l'exemple et la contagion de la liberté, il s'allia de préférence aux souverains les plus odieux, à Ferdinand, roi de Naples, à Galéaz Sforza, à sa veuve, et ensuite à Louis le Maure, enfin, au pape Innocent VIII, tandis qu'il s'associait à toutes les intrigues contre les républiques de Sienne, de Lucques et de Gênes. Il fut aussi soupçonné d'avoir favorisé deux conspirations contre deux petits princes de Romagne, ses ennemis. Jérôme Riario, que Sixte IV avait fait souverain de Forli et d'Imola, et qui avait été le principal promoteur de la conjuration des Pazzi, fut poignardé dans son palais, le 14 avril 1488, par trois capitaines de ses gardes. Sa veuve, Catherine Sforza, fille naturelle du duc Galéaz, conserva cependant ces principautés à son fils Octavien; elle épousa, peu de temps après, Jean de Médicis, aïeul du premier grand-

duc de Toscane. Ce fut elle qui donna son nom tristement célèbre à sa filleule Catherine de Médicis. Le 31 mai suivant, Galéotto Manfrédi, seigneur de Faenza, fut poignardé par sa femme, comme il était sur le point de vendre sa petite principauté aux Vénitiens, et Faenza demeura à son fils Astorre de Manfrédi, sous la protection de Laurent de Médicis. CHAP. XII. 1483-1492.

La maison de Médicis avait encouragé, à Florence, le goût des plaisirs et du luxe, comme moyen d'affermir son pouvoir; mais ce désordre des mœurs commençait à produire une réaction. Tous les jeunes hommes qui se livraient avec transport au goût des arts et à la recherche du beau, qui rendaient un culte aux lettres antiques, qui étudiaient la philosophie grecque, et qu'on accusait de préférer la religion des anciens Romains à celle de l'Église, étaient en même temps dévoués aux Médicis; ils se trouvaient mêlés avec tous ceux qui n'aspiraient qu'aux plaisirs et à la mollesse, et qui leur sacrifiaient la liberté de leur patrie. Mais ceux dont les mœurs étaient plus graves, les sentimens religieux plus profonds; ceux qui regardaient les progrès de la corruption comme devant attirer sur Florence les châtimens du ciel, joignaient à une componction de pénitence l'amour de l'ancienne liberté, l'aversion pour une tyrannie qui s'était affermie par le triomphe du vice. On les

CHAP. XII. 1483-1492. nommait les *piagnoni,* les pleureurs. Un éloquent orateur, Jérôme Savonarola, moine dominicain de Ferrare, leur avait prêché une double réforme, politique et religieuse; car lui-même avait embrassé avec un égal enthousiasme la cause de la piété et celle de la liberté. Il arriva dans Florence à pied, en 1489, et logea au couvent de Saint-Marc; il commença aussitôt à y prêcher, avec une conviction profonde égale à son talent et à son courage, contre les abus scandaleux qui s'étaient introduits dans l'Église de Rome, contre les usurpations criminelles qui, dans l'État, avaient privé les citoyens de leurs droits; et bientôt les partisans de la double réforme comptèrent dans leur troupeau les citoyens les plus recommandables de Florence. Au commencement de l'année 1492, Laurent de Médicis, atteint d'une fièvre lente qui se joignit à la goutte, devenue héréditaire dans sa famille, se retira à sa maison de campagne de Carreggi. Lorsqu'il sentit que sa vie était en danger, il appela auprès de lui Jérôme Savonarola, qui jusqu'alors avait refusé de lui rendre visite ou de lui montrer aucune déférence. Cependant c'était de lui que Laurent, frappé de sa réputation d'éloquence et de sainteté, désirait en mourant recevoir l'absolution. Savonarola ne lui refusa ni ses consolations, ni ses exhortations; mais il lui déclara qu'il ne pou-

vait l'absoudre de ses péchés, jusqu'à ce que Laurent prouvât sa repentance en réparant ses fautes autant qu'il était en lui. Il devait pardonner à ses ennemis, restituer le bien mal acquis, rendre enfin à sa patrie la liberté qu'il lui avait ravie. Laurent de Médicis ne voulut point consentir à une telle restitution, aussi n'obtint-il point l'absolution à laquelle il avait paru mettre du prix, et il mourut, en possession de la tyrannie, le 8 avril 1492, dans sa quarante-quatrième année.

CHAP. XII. 1483-1492.

CHAPITRE XIII.

Invasion de l'Italie par Charles VIII. — Pierre, fils de Laurent de Médicis, chassé de Florence. — Révolte et guerre de Pise. — Réforme politique et religieuse de Savonarola à Florence, et sa mort. — 1492-1498.

CHAP. XIII. Le moment était enfin arrivé où l'Italie, qui avait rendu la lumière à l'Europe, qui avait reconstitué l'ordre civil avec la liberté, rappelé la jeunesse à l'étude des lois et de la philosophie, inspiré le goût de la poésie et des beaux-arts, rendu la vie aux lettres et aux connaissances antiques, et fait fleurir le commerce, les manufactures et l'agriculture, devait être livrée en proie à ces mêmes barbares, auxquels elle montrait le chemin de la civilisation. L'indépendance de l'Italie devait succomber avec la perte de sa liberté, qui jusqu'alors avait fait sa grandeur et sa puissance. Dans toute cette contrée, qui trois siècles auparavant était couverte de républiques, il n'en restait plus que quatre au moment de la mort de Laurent de Médicis, et encore, quoiqu'elles conservassent le nom de la liberté sur leurs bannières, ce principe de vie avait disparu de leurs institutions. Florence, déjà dominée

depuis trois générations par la famille des Médicis, corrompue par leur licence, rendue vénale par leurs richesses, avait appris d'eux à craindre et à obéir. Venise, avec sa jalouse aristocratie, Sienne et Lucques, gouvernées également par une seule caste de citoyens, si elles étaient encore des républiques, n'étaient pas du moins des gouvernemens populaires, et n'en avaient plus l'énergie. Ni dans ces quatre cités, ni dans Gênes, qui s'était donnée aux Sforza, ni dans Bologne, qui obéissait aux Bentivoglio, ni dans aucun des États monarchiques, on ne trouvait en Italie cette puissance d'un peuple dont toutes les volontés tendent à la chose publique, dont tous les efforts se réunissent pour la défense et le bien de tous. Les princes de cette contrée ne pouvaient invoquer, pour la garantie de l'indépendance italienne et pour la leur propre, que l'ordre et l'obéissance des sujets, et non l'enthousiasme des citoyens.

D'immenses richesses, auxquelles le reste de l'Europe portait envie, étaient, il est vrai, toujours accumulées dans les monarchies absolues comme dans les républiques; mais si, d'une part, elles étaient suffisantes pour solder de puissantes armées, de l'autre, elles augmentaient le danger de l'Italie en excitant la cupidité de ses voisins. Le nombre des soldats nationaux était très considérable; leur métier était un de

CHAP. XIII. ceux qui menaient le plus rapidement à la distinction et à la fortune. Engagés pour le temps seulement de la durée des hostilités, et libres de se retirer chaque mois, ils ne traînaient point leur vie dans l'indolence des garnisons; ils n'abdiquaient point l'exercice de leur volonté, mais ils passaient rapidement d'un service à un autre, cherchant partout la guerre, et ne s'amollissant point dans l'oisiveté. On regardait les chevaux et l'armure de la gendarmerie italienne comme supérieurs à ceux des ultramontains contre lesquels elle s'était mesurée en France dans la guerre du bien public. Les capitaines italiens avaient fait de la guerre une science dont ils connaissaient à fond toutes les parties; on ne soupçonnait point que les soldats manquassent de courage; toutefois la douceur générale des mœurs, et le perfectionnement de la civilisation, avaient accoutumé les Italiens à faire la guerre avec d'honorables ménagemens pour les vaincus; toujours prêts à faire quartier, ils ne frappaient jamais un ennemi à terre. Souvent, après lui avoir enlevé son cheval et ses armes, ils le renvoyaient libre, ou du moins ils ne le ruinaient pas par d'excessives rançons. Comme les combats se livraient entre des cavaliers tout revêtus de fer, ils étaient rarement blessés ou tués tant qu'ils étaient à cheval, et dès qu'ils étaient renversés, ils se rendaient, en sorte que

les batailles étaient peu meurtrières. Le courage des soldats italiens était en harmonie avec ce système de guerre ; mais il cessa de l'être devant les dangers que des ennemis barbares devaient leur faire courir. Une terreur profonde les glaça lorsqu'ils s'aperçurent que les Français faisaient tuer par terre par leurs valets tous les cavaliers désarçonnés, ou que si quelquefois ils faisaient des prisonniers, c'était pour leur extorquer, à titre de rançon, tout ce que ceux-ci possédaient. Aussi la gendarmerie italienne, égale en bravoure à la française, et supérieure dans l'art militaire, fut pendant quelque temps incapable de tenir tête à des ennemis dont la férocité avait troublé son imagination. CHAP. XIII.

Tandis que l'Italie avait perdu une partie des avantages qui, dans les siècles précédens, contribuaient à sa sûreté, les ultramontains avaient acquis tout à coup une puissance qui détruisait l'ancien équilibre. Jusqu'à la fin du quinzième siècle, il y avait eu beaucoup moins de guerres de nation à nation, que de guerres entre les Français, entre les Allemands, entre les Espagnols. La guerre même entre les Français et les Anglais, qui pendant plus d'un siècle avait désolé la France, n'était point née de l'inimitié de deux peuples rivaux, mais de ce que les rois d'Angleterre étaient des princes français, sou-

CHAP. XIII. verains héréditaires de la Normandie, du Poitou et de la Guienne. Charles VII les avait enfin repoussés au-delà de la mer; il avait rattaché à la monarchie des provinces qui en étaient séparées depuis des siècles. Louis XI avait vaincu les ducs, les pairs de France qui avaient voulu lui disputer l'autorité; il avait humilié la maison de Bourgogne, qui commençait à devenir étrangère à la France. Charles VIII enfin, son jeune fils, arrivait à sa majorité, avec un vaste royaume en entier soumis, une brillante armée, des revenus considérables, et une tête assez faible pour croire qu'il n'y avait de gloire à acquérir que par des expéditions lointaines et chevaleresques. Les monarchies d'Espagne, long-temps rivales, avaient été réunies par le mariage de Ferdinand d'Aragon avec Isabelle de Castille, et par la conquête que ces deux époux firent en commun du royaume maure de Grenade. L'Espagne, formant ainsi pour la première fois une seule grande puissance, commençait à exercer une influence à laquelle elle n'avait auparavant jamais prétendu. L'empereur Maximilien, après avoir réuni les Pays-Bas et le comté de Bourgogne, héritage de sa femme, aux États d'Autriche qu'il tenait de son père, prétendait exercer sur toute l'Allemagne l'autorité impériale qui avait échappé des mains de ses prédécesseurs. Les Suisses, enfin, illus-

trés par leurs victoires sur Charles-le-Téméraire, avaient commencé seulement, depuis sa mort, à faire un trafic de leur sang, et à se mettre à la solde des nations étrangères; en même temps l'empire des Turcs s'était étendu sur tous les rivages de l'Adriatique, et il avait menacé à la fois Venise et le royaume de Naples. De toutes parts, l'Italie était entourée de puissances qui, tout à coup, étaient devenues gigantesques, et dont aucune ne lui inspirait de craintes un demi-siècle auparavant. CHAP. XIII.

La France fut la première à porter au dehors une activité qui ne se consumait plus dans son sein, et à faire éprouver à l'Italie l'effet du changement survenu dans la politique de l'Europe. Son roi, Charles VIII, prétendait avoir hérité de tous les droits de la seconde maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Ces droits, fondés sur l'adoption de Louis Ier d'Anjou par Jeanne l'Ancienne, n'avaient point été reconnus par le peuple, ni confirmés par la possession. Pendant cent dix ans, Louis I, Louis II, Louis III et son frère René, avaient fait des tentatives fréquentes, mais toujours inutiles, pour monter sur le trône de Naples. Le frère et la fille de René, Charles du Maine et Marguerite d'Anjou, avaient enfin cédé ou vendu tous ces droits à Louis XI. Charles VIII, fils de celui-ci, dès qu'il fut sorti de l'adolescence,

CHAP. XIII. voulut les faire valoir. D'autant plus présomptueux et avide de gloire que sa faible conformation et sa tête, plus faible encore, le rendaient moins propre à en acquérir, il voulut à vingt-quatre ans marcher sur les traces de Charlemagne et de ses paladins, et il entreprit la conquête de Naples comme un premier exploit qui devait le conduire à la conquête de Constantinople et à la délivrance du saint sépulcre.

1494. Charles VIII entra en Italie au mois d'août 1494, avec trois mille six cents hommes d'armes ou de cavalerie pesante, vingt mille fantassins gascons, bretons et français, huit mille Suisses et un train formidable d'artillerie. Cette dernière arme avait reçu en France, durant les guerres de Charles VII, un perfectionnement encore inconnu au reste de l'Europe. Les États de la haute Italie étaient favorables à l'expédition des Français. La duchesse de Savoie et la marquise de Montferrat, régentes de ces États pour leurs fils en bas âge, ouvrirent à Charles VIII le passage des Alpes. Louis-le-Maure, régent du duché de Milan, qui avait été récemment alarmé par la demande que lui avait faite le roi de Naples de renoncer à la régence, parce que son neveu Jean Galéaz, qui avait épousé une princesse napolitaine, était arrivé à l'âge d'homme, avait lui-même appelé les Français en Italie; et pour leur faciliter la conquête du royaume de Naples,

il leur avait ouvert toutes les places de l'État de Gênes qui dépendaient alors de lui. La république de Venise avait cru pouvoir demeurer neutre, en se reposant sur sa force, et elle avait fait adopter la même politique au duc de Ferrare et au marquis de Mantoue ses voisins; mais l'Italie méridionale était unie, pour sa commune défense, en une ligue qui comprenait les républiques de Toscane, l'État de l'Église et le royaume de Naples.

A Florence, Laurent de Médicis avait laissé trois fils, dont l'aîné, nommé Pierre, âgé seulement de vingt-un ans, avait été reconnu pour chef de la république. Son aïeul Pierre, fils de Côme, accablé par les infirmités et une vieillesse prématurée, avait montré peu de talens et peu de capacité pour le gouvernement de l'État; le second Pierre avait paru au contraire remarquable par la vigueur de son corps et son adresse; mais il ne songeait qu'à briller dans les fêtes, les joûtes et les tournois; on disait aussi qu'il avait fait preuve de talens dans ses études littéraires, et qu'il parlait avec grâce et avec dignité: mais dans sa carrière publique, il se montrait arrogant, emporté; il voulait gouverner les Florentins en maître, et sans leur déguiser le joug qu'il leur imposait. Comme il ne se donnait pas la peine d'étudier les affaires, c'était par son secrétaire, et par les gens de sa maison, qu'il

CHAP. XIII. 1494. faisait donner des ordres aux magistrats. Pierre de Médicis, demeuré fidèle à l'alliance que son père avait contractée avec Ferdinand, roi de Naples, avait promis à celui-ci qu'il fermerait le passage aux Français, s'ils essayaient de pénétrer par la Toscane dans l'Italie méridionale. Les républiques de Sienne et de Lucques, trop faibles pour avoir une politique indépendante, avaient promis de suivre l'impulsion qui leur était donnée par Médicis. Dans l'État de l'Église, Roderic Borgia avait succédé, le 11 août 1492, sous le nom d'Alexandre VI, à Innocent VIII; c'était le plus riche des cardinaux, mais c'était celui aussi dont les mœurs étaient le plus dépravées, et la politique la plus perfide. Le mariage d'un de ses fils, car il en avait plusieurs, avec une fille naturelle d'Alphonse, fils de Ferdinand, avait scellé son alliance avec la maison qui régnait à Naples. Cette maison paraissait alors au comble de la prospérité; Ferdinand, âgé de soixante-dix ans, était encore plein de vigueur; il était opulent, il avait triomphé de tous ses ennemis, et il passait pour le politique le plus adroit de l'Italie. Ses deux fils, Alphonse et Frédéric, et son petit-fils Ferdinand, étaient réputés d'habiles guerriers; ils avaient sous leurs ordres une armée et une flotte nombreuse. Cependant Ferdinand, qui redoutait une guerre avec la France, avait

entamé des négociations pour l'éviter, lorsqu'il mourut inopinément le 25 janvier 1494. Son fils, Alphonse II, lui succéda, tandis que Frédéric prit le commandement de la flotte, et le jeune Ferdinand celui de l'armée qui devait défendre la Romagne contre les Français. CHAP. XIII. 1494.

Ce fut par Pontrémoli et la Lunigiane que Charles VIII, d'après le conseil de Louis le Maure, résolut de conduire son armée dans l'Italie méridionale. Cette route qui, de Parme à Pontrémoli, traverse l'Apennin au milieu de maigres pâturages, qui descend ensuite parmi les oliviers jusqu'à la mer, dont elle suit les bords, au pied des montagnes, n'était pas sans danger. Le pays ne produit presque point de céréales; on ne les y apporte qu'à grands frais du dehors, en échange contre de l'huile. L'espace très resserré entre la mer et les montagnes est fermé de place en place par des forteresses qui pouvaient arrêter long-temps les Français, sur une plage où ils auraient éprouvé en même temps la famine et les fièvres pestilentielles de Piétra Santa. Mais Pierre de Médicis, lorsqu'il sut les Français arrivés devant Sarzane, lorsqu'il vit en même temps la fermentation que leur approche causait à Florence, résolut d'imiter l'action de son père qu'il avait le plus entendu louer, sa visite à Ferdinand de Naples. Il partit pour aller trouver Charles VIII; sur sa route, il traversa un champ

CHAP. XIII. de bataille, où trois cents soldats florentins avaient
1494. été mis en pièces par les Français, qui n'avaient voulu accorder de quartier à aucun d'eux. La terreur le saisit, lorsqu'il fut introduit devant Charles VIII; à la première sommation du roi, il lui fit ouvrir les forteresses de Sarzana et de Sarzanello, puis celles de Piétra Santa, Librafratta, Pise et Livourne; consentant que le roi français y mît garnison, et les gardât jusqu'à son retour d'Italie ou jusqu'à la paix, et l'introduisant ainsi en sûreté jusqu'au cœur de la Toscane. C'était contre la volonté des Florentins que Médicis les avait engagés dans des hostilités contre la France, pour laquelle ils nourrissaient un attachement héréditaire; mais la conduite du chef de l'État, qui, après les avoir entraînés dans la guerre, livrait, sans y être autorisé, leurs forteresses à leur ennemi qu'il avait provoqué, leur parut aussi coupable que honteuse.

Pierre de Médicis, après cet acte de faiblesse, quitta les Français pour revenir en hâte à Florence, où il rentra le 8 novembre 1494. Mais, quand il voulut le lendemain rendre visite à la seigneurie, les gardes, placés à la porte du palais, lui refusèrent le passage. Étonné de cette résistance, il retourna chez lui, pour se mettre sous la protection de son beau-frère, Paul Orsini, seigneur romain, qu'il avait fait prendre, avec un corps de cavalerie, à la solde de la république.

Avec son appui, les trois frères Médicis, en parcourant les rues, répétaient le cri de guerre de leur famille, *palle, palle,* sans que la populace, qu'ils croyaient leur être favorable, se mît nulle part en mouvement pour les seconder. Les amis de la liberté, au contraire, les *piagnoni*, animés par les exhortations de Jérôme Savonarola, se rassemblaient et s'armaient : leur nombre devenait toujours plus considérable; les Médicis eurent peur : ils sortirent de la ville par la porte San Gallo; ils traversèrent les Apennins, et se retirèrent à Bologne, puis à Venise, perdant ainsi sans combat une domination que leur famille avait déjà exercée soixante ans.

CHAP. XIII. 1494.

Mais ce même jour, 9 novembre 1494, où les Médicis étaient chassés de Florence, les Florentins étaient chassés de Pise. Cette dernière ville, qui avait été quatre-vingt-sept ans sous la domination de son ancienne rivale, n'avait pas encore pu s'accoutumer à obéir. Pise avait perdu successivement tout ce qui faisait son illustration et sa prospérité. On n'y voyait plus de navigation, plus de commerce, plus de richesses; la population diminuait, l'agriculture de tout le territoire pisan était négligée. Des eaux stagnantes commençaient à infecter l'air, toutes les carrières civiles et militaires, qui menaient à la distinction, étaient abandonnées; il n'y avait plus de gens de lettres, plus de savans,

CHAP. XIII. 1494. plus d'artistes; il ne restait que des soldats. Mais le courage et l'esprit militaire se conservaient à Pise dans tout leur ancien éclat. Tous les gentilshommes allaient servir dans les compagnies d'aventure, toute la bourgeoisie et les paysans s'exerçaient toujours aux armes, et montraient dans l'occasion une bravoure qui commençait à devenir rare en Italie, et qui inspira pour eux aux Français la plus grande considération. Charles VIII, en recevant de Pierre de Médicis les forteresses de Librafratta, de Pise et de Livourne, dans l'État Pisan, s'était engagé à conserver aux Florentins les pays qu'elles commandaient, et à les leur rendre à la fin de la guerre. Mais Charles n'avait qu'une idée très confuse des droits des pays où il portait la guerre, et fort peu de scrupule sur l'observation de ses promesses. Quand une députation des Pisans vint lui exposer la tyrannie sous laquelle ils avaient gémi, et lui demander la liberté de leur patrie, il la leur accorda sans hésiter, sans soupçonner seulement qu'il disposait de ce qui n'était point à lui, et qu'il manquait aux promesses qu'il avait faites aux Florentins. Au reste, il oubliait également tous ses autres engagemens envers ceux-ci. Lorsqu'il entra à Florence, le 17 novembre, à la tête de son armée, il crut avoir conquis cette ville, et être ainsi dispensé de tout ce qu'il avait promis à Pierre de Médicis. Il hésitait seulement

pour décider s'il rendrait sa conquête à ce dernier, ou s'il la ferait administrer pour son propre compte. En vain, les magistrats lui représentaient qu'il était l'hôte de leur nation et non son maître, qu'on lui avait ouvert les portes pour lui faire honneur et non par crainte, qu'ils étaient loin de se croire vaincus, tant que les palais de Florence contiendraient, non seulement tous les citoyens, mais tous les soldats de la république; Charles VIII insistait toujours sur des conditions honteuses, dont le secrétaire du roi donna lecture comme de son ultimatum. Tout à coup Pierre Capponi lui arracha ce papier des mains, et le déchira en s'écriant : « Eh bien ! s'il en est « ainsi, sonnez vos trompettes, et nous sonnerons « nos cloches. » Cette action vigoureuse intimida les Français. Charles déclara qu'il se contentait du subside que lui offrait la république; et, en retour, il promit de lui rendre toutes les forteresses qu'il avait reçues des Médicis, dès qu'il aurait achevé la conquête de Naples, ou signé la paix, ou consenti seulement à une longue trève. CHAP. XIII. 1494.

Après cette convention, Charles VIII partit de Florence le 28 novembre, par la route de Sienne; l'armée napolitaine évacuait la Romagne, le patrimoine de Saint-Pierre, et ensuite Rome, à mesure qu'il avançait. Il entra dans Rome le 31 décembre, sans avoir encore combattu nulle 1495.

CHAP. XIII. 1495.

part. Il ne rencontra une première résistance qu'aux frontières du royaume de Naples, et là, ayant pris de force deux petites villes, il en fit massacrer tous les habitans. Cet acte de férocité inspira une telle terreur à Alphonse II, que celui-ci abdiqua la couronne en faveur de son fils Ferdinand II, et se retira avec ses trésors en Sicile. Ferdinand, avec son armée, occupait Capoue, et comptait défendre les bords du Vulturne. Il la quitta pour apaiser une sédition à Naples : pendant son absence, la trahison ou la peur livrèrent Capoue aux Français, et il dut lui-même s'embarquer le 21 février pour Ischia; tous les barons ses vassaux et toutes les villes de province envoyèrent des députations à Charles VIII, et le royaume de Naples fut conquis en entier sans qu'une seule bataille eût été livrée pour sa défense. Mais les puissances du nord de l'Italie ne virent pas sans jalousie une si grande conquête : d'ailleurs les Français les offensaient par leur orgueil; ils commençaient à se conduire en maîtres dans toute la péninsule, et le duc d'Orléans, qui avait été laissé par Charles VIII à Asti, annonçait déjà des prétentions sur le duché de Milan, comme héritier de Valentine Visconti, sa grand'mère. Louis Sforza s'allia donc aux Vénitiens, au pape, aux rois d'Espagne et à l'empereur Maximilien, pour maintenir l'indépendance de l'Italie; et le duc

de Milan et les Vénitiens assemblèrent près de Parme une puissante armée, dont ils donnèrent le commandement au marquis de Mantoue. CHAP. XIII. 1495.

Sur cette nouvelle, Charles VIII, qui avait passé trois mois à Naples, occupé de fêtes et de tournois, tandis que ses lieutenans désorganisaient les provinces en les lui soumettant, résolut de retourner en France avec une moitié de son armée. Il partit de Naples le 20 mai; il traversa Rome pacifiquement, tandis que le pape s'était enfermé au château Saint-Ange; de Sienne, il se rendit à Pise, puis à Pontremoli, où il entra dans l'Apennin. Gonzaga, marquis de Mantoue, l'attendait à Fornovo, de l'autre côté de cette chaîne de montagnes, avec une puissante armée. Charles VIII voulut l'éviter en passant le Taro; mais il fut attaqué sur ses bords, le 6 juillet, par les Italiens. Il était en pleine marche, et les divisions de son armée, étant éloignées les unes des autres, furent quelque temps en danger; toutefois l'impétuosité française et la bravoure obstinée des Suisses réparèrent les fautes du général. Un très grand nombre de gendarmes italiens furent renversés dans les charges de cavalerie. Beaucoup d'autres furent abattus par les hallebardes des Suisses. Tous furent aussitôt tués par les valets de l'armée, en sorte que Gonzaga laissa trois mille cinq cents morts sur le champ de bataille.

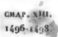
CHAP. XIII. 1495. Charles VIII continua ensuite sa retraite; arrivé à Asti, il entra en traité avec Louis Sforza pour délivrer le duc d'Orléans qui était assiégé à Novarre; il licencia vingt mille Suisses qu'on lui amenait des montagnes, mais entre les mains desquels il n'osa pas se confier; et le 22 octobre 1495, il repassa les Alpes, après avoir ravagé l'Italie entière avec la violence et la rapidité d'un ouragan. Il avait laissé son parent,
1496. Gilbert de Montpensier, comme vice-roi à Naples, avec la moitié de son armée; mais les peuples, déjà fatigués de son joug, rappelèrent Ferdinand II; les Français, après plusieurs combats, reperdirent successivement leurs conquêtes, et furent enfin forcés de capituler à à Atella le 23 juillet 1496.

Les Français, par leur invasion, n'avaient pas seulement répandu la terreur d'un bout à l'autre de l'Italie, ils avaient aussi changé toute la politique de cette contrée, en la subordonnant à celle des ultramontains. Tandis que Charles VIII prétendait être l'héritier légitime du royaume de Naples, son cousin le duc d'Orléans, qui lui succéda sous le nom de Louis XII, se disait l'héritier du duché de Milan. Maximilien, de son côté, aussi ambitieux qu'inconséquent, réclamait, sur tous les États d'Italie, des prérogatives qu'aucun empereur n'avait plus exercées depuis la mort de Frédéric II, en 1250.

Les Suisses en même temps avaient appris qu'au pied de leurs montagnes ils trouveraient des villes opulentes et faibles qu'ils pourraient piller; un climat délicieux leur offrait toutes les jouissances de la vie, et ils voyaient que les rois des pays voisins étaient disposés à les payer pour qu'ils y vinssent exercer leurs fureurs. Ferdinand et Isabelle enfin, rois d'Aragon et de Castille, avaient annoncé qu'ils voulaient défendre la branche bâtarde d'Aragon qui régnait à Naples; mais déjà maîtres du royaume de Sicile, ils songeaient à passer le Phare, et ils proposaient à Charles VIII un traité secret pour se partager les dépouilles du parent dont ils prétendaient prendre la défense. Au milieu de ces prétentions et de ces intrigues qui n'avaient déjà plus rien d'italien, l'esprit de liberté s'était réveillé en Toscane; mais il s'y épuisait dans la lutte qu'il avait renouvelée entre Florence et Pise. Les garnisons françaises que Charles VIII avait laissées à Pise et à Librafratta, au lieu de consigner ces places aux Florentins, selon les ordres du roi, les avaient livrées aux Pisans eux-mêmes, le 1er janvier 1496; les alliés, qui avaient combattu Charles VIII à Fornovo, reprochaient aux Florentins leur attachement à ce monarque; ils prenaient contre eux la défense des Pisans. Louis Sforza et les Vénitiens envoyèrent des secours à ces derniers, et l'em-

CHAP. XIII. pereur Maximilien leur en conduisit lui-même.
1496. Ainsi les seuls Italiens qui eussent à cœur l'honneur et l'indépendance de l'Italie, se fatiguaient par des combats inégaux et des efforts sans résultats.

1496-1498. Au moment où Florence avait chassé de son sein les Médicis, cette république s'était trouvée ballottée entre trois partis; le premier était celui des enthousiastes que dirigeait Jérôme Savonarola, et auxquels il promettait la protection miraculeuse de la divinité, pour la réforme de l'Église et l'affermissement de la liberté; ceux-là prétendaient à une constitution démocratique; on les appelait les *piagnoni*. Le second parti était celui des hommes qui avaient partagé le pouvoir avec les Médicis, mais qui s'étaient séparés d'eux; ils voulaient conserver l'autorité et les profits du gouvernement pour eux seuls, et désiraient étourdir le peuple par les plaisirs et les vices, afin de fonder plus à loisir une aristocratie; on les nommait les *arrabbiati*. Le troisième parti se composait des hommes demeurés fidèles aux Médicis, et qui, n'osant pas se prononcer, se cachaient dans l'ombre; on les nommait les *bigi*. Ces trois partis se trouvaient tellement balancés dans la balie nommée par le parlement, le 2 décembre 1494, qu'il lui devint bientôt impossible de gouverner la république. Jérôme Savonarola en prit occasion pour repré-



senter que le peuple n'avait jamais délégué sa souveraineté à une balie, sans que celle-ci n'abusât du pouvoir qui lui était commis. Le peuple ferait bien mieux, dit-il, de se réserver ce pouvoir à lui-même, et de l'exercer dans un conseil où tous les citoyens seraient admis. La proposition fut agréée; plus de dix-huit cents Florentins en état de prouver qu'eux-mêmes ou leur père ou leur aïeul avaient siégé dans la magistrature, furent, en conséquence, reconnus pour citoyens et membres du conseil général. Ce conseil fut déclaré souverain; l'élection des magistrats, qui était auparavant soumise au sort, lui fut déférée le 1er juillet 1495, et une amnistie fut publiée pour ensevelir dans l'oubli toutes les anciennes dissensions de la république florentine.

Une modification aussi importante de la constitution semblait promettre à cette république plus de bonheur à l'avenir. Le frère Jérôme Savonarola, qui exerçait sur ces conseils un si grand crédit, avait montré en même temps un grand amour de l'humanité, un grand respect pour les droits de tous, un cœur sensible et un esprit élevé. Ardent réformateur de l'Église, et précurseur, sous ce rapport, de Luther, qui devait commencer ses prédications vingt ans plus tard, il ne s'écartait cependant point de l'orthodoxie, il ne se permettait point d'examiner le

CHAP. XIII. 1496-1498. dogme, et il bornait ses efforts au rétablissement de la discipline, à l'amendement des mœurs du clergé, au rappel des prêtres aussi bien que du reste des citoyens, à la pratique des préceptes de l'évangile. Cependant son zèle était mêlé d'enthousiasme; il se croyait sous la direction immédiate de la providence; il prenait ses inspirations pour des révélations prophétiques; c'était par elles qu'il dirigeait la politique des piagnoni ses disciples. Il leur avait prédit la venue des Français en Italie; il leur avait représenté Charles VIII comme un instrument que la divinité avait destiné à châtier les crimes de cette contrée; il leur avait recommandé de demeurer fidèles à l'alliance de ce roi, l'instrument de la providence, encore que sa conduite, surtout relativement aux affaires de Pise, eût donné aux Florentins les plus graves sujets de mécontentement. Cette alliance, toutefois, rangeait les Florentins parmi les ennemis du pape Alexandre VI; car celui-ci était un des promoteurs de la ligue qui avait chassé les Français d'Italie, et il accusait les Florentins comme traîtres envers l'Église et la patrie commune, pour être seuls demeurés attachés à un monarque étranger. Alexandre VI, également offensé par les projets de réforme et par la politique de Savonarola, le dénonça à l'Église comme un hérétique, et lui interdit la chaire. Le moine commença par

obéir, et il se fit remplacer dans son église de Saint-Marc par son ami et son disciple, frère Dominique Bonvicini de Pescia. Toutefois le jour de Noël 1497, il déclara, dans la chaire, que Dieu lui avait révélé qu'il ne devait point se soumettre au jugement d'un tribunal corrompu; il communia donc ouvertement avec tous les moines du couvent de Saint-Marc, puis il continua ses prédications. Plus d'une fois durant leur cours il eut occasion d'exposer à la réprobation de son auditoire la conduite scandaleuse du pape, que la voix publique accusait de tous les vices et de tous les crimes qu'on pouvait attendre d'un libertin dépravé, d'un ambitieux perfide et cruel, d'un monarque et d'un prêtre enivré par le pouvoir absolu.

Cependant la rivalité que la cour de Rome entretenait entre les ordres religieux, fit trouver au pape des champions empressés à combattre Savonarola. Celui-ci était dominicain; le général des augustins, de cet ordre d'où devait bientôt surgir Luther, frère Mariano de Ghinazzano, se signala par son zèle contre lui. Il présenta au pape un frère mineur observantin, frère François de Pouille, qui fut envoyé à Florence pour prêcher contre Savonarola dans l'église de Sainte-Croix. Ce prédicateur déclara à son auditoire qu'il savait que Savonarola prétendait appuyer sa doctrine sur un miracle. « Pour moi, je ne

CHAP. XIII. 1496-1498. « suis qu'un pécheur, dit-il, et je n'ai point la « prétention de faire des miracles; toutefois, « qu'on élève un bûcher ardent, et me voici « prêt à y entrer avec lui. Je suis sûr d'y périr, « mais la charité chrétienne m'enseigne à ne « point épargner ma vie, si je puis en la sacri- « fiant précipiter dans l'enfer un hérésiarque « qui déjà y a précipité tant d'âmes. »

Cette étrange proposition fut repoussée par Savonarola; mais son ami et son disciple, frère Dominique Bonvicini, s'empressa de l'accepter. Frère François de Pouille déclarait, il est vrai, ne vouloir risquer sa vie que contre celle de Savonarola; cependant on vit aussitôt, dans les deux ordres des dominicains et des franciscains, une foule de moines s'offrir à l'envi à entrer dans le feu pour prouver les uns la vérité, les autres la fausseté de la doctrine nouvelle; l'enthousiasme se répandit au-dehors des deux couvens; beaucoup de prêtres et de séculiers, des femmes et des enfans se présentèrent, surtout du côté de Savonarola, demandant avec instance d'être admis à cette épreuve. Le pape témoigna sa reconnaissance aux franciscains de leur dévouement; la seigneurie de Florence consentit à ce que deux moines seulement s'exposassent pour leurs deux ordres, et elle ordonna les préparatifs du bûcher sous leur direction. Enfin la population de la ville et de la campagne à laquelle on an-

nonça qu'elle assisterait au plus éclatant miracle, en accueillit la promesse avec des transports de joie. CHAP. XIII. 1496-1498.

Un échafaud effroyable à voir fut dressé pour le 7 avril 1498, sur la place du palais public à Florence. Deux piles de grosses pièces de bois, entremêlées de fagots et de bruyères faciles à enflammer, s'étendaient sur une longueur de quatre-vingts pieds; chacune avait quatre pieds d'épaisseur, cinq pieds de hauteur, et une étroite ruelle de deux pieds de largeur les séparait. C'était là que devaient entrer les deux moines; ils devaient parcourir ce passage dans toute sa longueur pendant l'incendie. Toutes les fenêtres, tous les toits étaient couverts de spectateurs, la population presque entière de la république s'était réunie autour de la place. Le portique nommé Loggia de' Lanzi, partagé par une cloison, avait été assigné aux deux ordres de moines. Les dominicains arrivèrent dans leur division en chantant des cantiques et portant le Saint-Sacrement. Les franciscains aussitôt leur déclarèrent qu'ils ne permettraient point que le Saint-Sacrement fût porté au milieu des flammes; qu'ils voulaient que le frère Bonvicini y entrât sans cette divine sauvegarde, comme leur champion comptait y entrer de son côté. Les dominicains répondirent qu'ils ne s'écarteraient point de leur dieu au moment où ils imploraient son aide. La

CHAP. XIII. 1498. dispute s'aigrit sur ce point, les heures s'écoulèrent, la foule qui attendait depuis long-temps et qui souffrait de la faim et de la soif, perdait patience; tout à coup une pluie d'orage fondit sur la ville, des torrens d'eau ruisselaient sur les toits, baignaient les assistans, et pénétraient le bûcher de manière qu'il eût été désormais impossible d'y mettre le feu. La foule dut se retirer; mais, après avoir attendu si impatiemment un miracle, elle se regarda comme indignement jouée. Savonarola perdit tout son crédit sur elle; on ne le désignait plus que comme un imposteur. Dès le lendemain son couvent fut assiégé par les *arrabbiati*, empressés de profiter de l'inconstance de la multitude. Il y fut arrêté avec ses deux amis, Dominique Bonvicini et Silvestre Maruffi, et conduit en prison; tous les piagnoni, ses partisans, furent exposés aux outrages de la populace; deux d'entre eux furent tués; leurs rivaux, leurs anciens ennemis, excitèrent la fermentation générale pour détruire ce parti. Dans la seigneurie elle-même, la majorité lui était contraire; aussi céda-t-elle aux instances que lui adressait le pape, et elle soumit les trois moines prisonniers à un procès criminel, pour lequel Alexandre VI députa des juges de Rome, en leur donnant l'ordre de condamner à mort les prévenus, selon les lois de l'Église. Le procès commença par la torture;

Savonarola était trop faible et trop nerveux pour la soutenir; il avoua, dans les tourmens, tout ce qu'on lui imputa; il fut condamné avec ses deux disciples, et tous trois furent brûlés vifs le 23 mai 1498, sur cette même place où six semaines auparavant un bûcher avait été élevé pour leur préparer un triomphe.

CHAP. XIII. 1498.

CHAPITRE XIV.

Les Français maîtres de Milan et de Gênes, et les Espagnols de Naples. — Le gonfalonier Sodérini à Florence. — Conquête de Pise. — Ligue de Cambrai contre Venise. — Les Médicis rétablis à Florence. — 1499—1512.

CHAP. XIV. L'EXPÉDITION de Charles VIII contre Naples avait dirigé vers l'Italie toute l'attention des puissances de l'Occident. Les ultramontains avaient appris qu'ils étaient assez forts pour se conduire en maîtres, et s'ils le voulaient en brigands, dans ce pays le plus riche et le plus civilisé de la terre. Tous ceux qui confinaient avec l'Italie aspirèrent dès-lors à en soumettre quelque partie à leur domination : ils voulurent avoir leur part dans les tributs de cette terre si fertile, dans les impôts de ces cités où l'industrie faisait mouvoir tant de bras et accumulait tant de capitaux. La cupidité leur mit les armes à la main; elle étouffa les sentimens les plus généreux, les chefs se montrèrent avides, les soldats ne songèrent qu'au pillage; et regardant les Italiens comme une race abandonnée à leurs extorsions, ils enchérirent les uns sur les autres dans les moyens barbares qu'ils inventèrent pour arracher de l'argent aux

vaincus, jusqu'à ce qu'ils eussent détruit cette prospérité qui leur faisait envie. CHAP. XIV.

Charles VIII était mort à Amboise le 7 avril 1498; c'était le jour même où l'on devait, à Florence, éprouver par le feu la doctrine de Savonarola. Louis XII, qui succéda à ce monarque, prétendit que, comme petit-fils de Valentine Visconti, il était l'héritier légitime du duché de Milan, encore que d'après le droit reconnu de toute l'Italie, droit confirmé par l'investiture impériale accordée au père de Valentine, les filles fussent exclues de toute part à la succession. Louis XII, à son couronnement, prit en même temps les titres de roi de France, de duc de Milan, et de roi de Naples et de Jérusalem; mais c'était surtout le duché de Milan auquel son cœur paraissait attaché, sans doute parce que ce duché avait été l'objet de son ambition avant qu'il parvînt à la couronne; et, pendant tout son règne, il conserva, comme s'il n'était que duc de Milan, un respect féodal pour l'empereur, suzerain de ce duché, qui fut fatal à la France autant qu'à l'Italie. 1498.

Après avoir ainsi annoncé au monde ses prétentions sur le duché de Milan, Louis XII se hâta d'employer les armes pour s'en assurer la possession. Il ne lui fut pas difficile de séparer de tous ses alliés Ludovic Sforza, duc de Milan, son antagoniste. L'empereur Maximilien avait

CHAP. XIV. 1498. épousé la nièce de Ludovic, auquel il avait accordé l'investiture de son duché; mais Maximilien oubliait avec la plus grande légèreté ses promesses et ses alliances. Une ambition nouvelle, une offense supposée, une fantaisie, lui faisaient abandonner des projets qu'on croyait qu'il avait long-temps mûris. Dans ce moment, les Suisses avaient provoqué son ressentiment; pour les attaquer, il signa, avec Louis XII, une trève, dans laquelle il ne comprit point Ludovic Sforza, le livrant ainsi à son ennemi. Les Vénitiens étaient plus intéressés encore que l'empereur à défendre Ludovic Sforza: mais ils étaient irrités contre lui; ils l'accusaient de les avoir joués dans la guerre, soit contre Charles VIII, soit pour la défense de Pise; ils le soupçonnaient d'avoir suggéré à Maximilien des prétentions
1499. qu'il venait d'annoncer sur toutes leurs conquêtes en Lombardie, comme ayant précédemment appartenu à l'Empire; enfin, ils étaient forcés à réserver toutes leurs ressources pour résister à l'ennemi le plus redoutable qui les attaquait en même temps. Bajazet II venait de leur déclarer la guerre. Des bandes de brigands descendaient sans cesse des montagnes de l'Albanie turque pour désoler la Dalmatie vénitienne; les pachas turcs offraient leur appui à tous les traîtres qui tentaient d'enlever aux Vénitiens quelques unes de leurs places du Levant; peu s'en fallut que

Corfou ne tombât ainsi entre leurs mains. Enfin, les hostilités commencèrent ouvertement; les Turcs attaquèrent Zara; tous les marchands vénitiens établis à Constantinople furent mis aux fers, et Scander Bassa, sangiack de Bosnie, passa l'Isonzo, le 29 septembre 1499, avec sept mille chevaux turcs; il ravagea toute la riche plaine qui s'étend entre ce fleuve et le Tagliamento, à l'extrémité de l'Adriatique, et il répandit la terreur jusqu'aux lagunes qui entourent Venise. Envahis par un si formidable ennemi, contre lequel ils soutinrent, pendant sept ans, une guerre acharnée, les Vénitiens ne voulurent pas s'exposer à en soutenir une autre contre les Français : ils signèrent donc à Blois, le 15 avril 1499, un traité avec Louis XII, par lequel ils s'alliaient ensemble contre Ludovic Sforza, en abandonnant au roi de France la conquête du Milanez, et en se réservant pour eux-mêmes Crémone et la Ghiara d'Adda.

CHAP. XIV. 1499.

Ludovic Sforza ne trouva pas non plus d'alliés dans le reste de l'Italie. La république de Florence, depuis le supplice de Savonarola, avait vu succéder dans son administration la faction des *arrabbiati* à celle des *piagnoni*, sans changer, pour cela, sa politique; elle se défendait toujours contre les intrigues des Médicis, qui s'unissaient à tous les ennemis de leur patrie, pour la remettre sous le joug; elle continuait ses efforts

CHAP. XIV. 1499 pour subjuguer Pise, mais de peur d'exciter la jalousie des rois ou de France ou d'Espagne, elle n'assemblait point, pour cela, une armée nombreuse ou un grand train d'artillerie; elle se contentait de faire ravager chaque année les campagnes pisanes, pour réduire cette ville par la famine; et elle suspendait même ses expéditions quand il convenait à ces puissans monarques de maintenir une apparence de paix. Les cités de Sienne, de Lucques et de Gênes, jalouses des Florentins, envoyaient secrètement des secours à Pise. Le pape Alexandre VI, que Charles VIII avait toujours eu pour ennemi, était, au contraire, entré dans l'alliance de Louis XII, mais sous condition que son fils César Borgia serait fait duc de Valentinois en France, et de Romagne en Italie; le roi lui promettant son assistance contre les petits princes feudataires du saint siége, qui se partageaient cette dernière province. Le roi de Naples, enfin, Frédéric, qui avait succédé, le 7 septembre 1496, à son neveu Ferdinand II, savait bien qu'il serait à son tour attaqué par la France. Mais, quoiqu'il méritât par ses vertus et ses talens tout l'amour de ses sujets, il ne réussissait qu'avec peine à rétablir quelque ordre dans son royaume ruiné par la guerre, et il était sans trésor et sans armée pour venir au secours du duc de Milan, son allié naturel.

Une puissante armée française, commandée

par les sires de Ligny et d'Aubigny, passa les Alpes au mois d'août 1499; le 13 de ce mois, elle attaqua et prit d'assaut les deux petites forteresses d'Arazzo et d'Annone, sur les bords du Tanaro, et elle passa au fil de l'épée la garnison et presque tous les habitans de l'une et de l'autre places. Cet acte de férocité répandit la terreur parmi les troupes que Ludovic Sforza avait réunies pour sa défense : l'armée dont il avait donné le commandement à Galéaz San Sévérino se dissipa, et le duc lui-même, n'osant demeurer à Milan, se réfugia avec ses enfans et ses trésors auprès de l'empereur Maximilien, en Allemagne. Louis XII, arrivé plus tard en Italie, fit son entrée à Milan le 2 octobre; le peuple, tremblant, et voulant se concilier son nouveau maître, le salua du nom de duc de Milan, et fit éclater sa joie de le recevoir pour souverain. Toute la Lombardie se soumit de même sans combat; et Gênes, qui s'était mise sous la protection du duc de Milan, passa, sans résistance, sous celle du roi de France. Avant la fin de l'année, Louis retourna à Lyon, et déjà la haine remplaçait les espérances fugitives qu'il avait excitées; l'insolence des Français, la violation de toutes les institutions nationales, le mépris pour les mœurs italiennes, la surcharge des impôts, le désordre dans l'administration, rendaient le joug étranger insupportable. Ludovic Sforza fut instruit de la fermen-

CHAP. XIV. 1500. tation universelle, et du désir qu'éprouvaient ses sujets de le voir de retour. Il se trouvait sur les frontières de la Suisse avec un trésor considérable; une jeunesse brave et turbulente s'offrait à lui, prête à combattre pour quiconque voudrait la payer; en peu de jours, cinq cents cavaliers et huit mille fantassins se rangèrent sous ses drapeaux; et, au mois de février 1500, il rentra à leur tête en Lombardie. Como, Milan, Parme et Pavie lui ouvrirent aussitôt leurs portes. Il assiégea ensuite Novarre, qui se rendit par capitulation : mais, pendant ce temps, Louis XII déploya une activité extrême pour réprimer cette rébellion; son général Louis de La Trémoille arriva devant Novarre au commencement d'avril, avec une armée dans laquelle il comptait dix mille Suisses. Ceux de la même nation, cependant, qui se trouvaient dans les deux camps ennemis, prêts à s'entr'égorger pour de l'argent, hésitèrent et commencèrent à négocier entre eux; mais ils arrivèrent ainsi à prendre une résolution plus funeste pour leur honneur que n'aurait été un combat entre compatriotes. Non seulement ceux qui étaient enfermés dans Novarre consentirent à se retirer, ils livrèrent aux Français les gendarmes italiens auxquels ils étaient associés, et qui furent ou sabrés, ou poussés dans la rivière. Ils permirent que La Trémoille arrêtât dans leurs rangs Ludovic Sforza et les frères San

Sévérino, qui cherchaient à s'échapper sous un déguisement; ils reçurent des Français la solde qu'ils avaient si honteusement gagnée : mais, devenus ensuite furieux par le sentiment même de cet opprobre, en se retirant, ils s'emparèrent de la ville de Bellinzona qui leur est demeurée; en sorte que même les plus faibles d'entre les voisins de l'Italie voulurent avoir une part dans la conquête de cette contrée. Pendant ce temps, Ludovic Sforza, dit le Maure, fut emmené en France, et y fut condamné à une dure captivité, dans laquelle il mourut seulement au bout de dix ans. Le Milanez resta dès-lors soumis au roi de France jusqu'au mois de juin 1512.

La facilité avec laquelle Louis XII avait conquis le duché de Milan, devait lui faire espérer qu'il n'éprouverait pas beaucoup de résistance dans le royaume de Naples. Frédéric le sentait de son côté; aussi demandait-il la paix et offrait-il, pour l'obtenir, de tenir ce royaume en fief et comme tributaire de la France. Il comptait cependant sur l'appui de Ferdinand le catholique, roi d'Aragon et de Sicile, son parent et son voisin. Ferdinand lui avait promis de puissans secours, il les lui montrait même en perspective par l'envoi en Sicile de Gonzalve de Cordoue, son meilleur général, avec soixante vaisseaux et huit mille fantassins d'élite. Mais Ferdinand avait en même temps proposé à

CHAP. XIV. 1500. Louis XII de s'entendre entre eux pour partager la dépouille du malheureux Frédéric. Pendant que les Français, disait-il, entreraient par le nord dans le royaume de Naples pour le conquérir, les Espagnols y descendraient par le sud pour le défendre : quand ils se rencontreraient, au lieu de se combattre, ils se donneraient la main, et ils demeureraient maîtres chacun de la moitié du royaume. Ce fut la base du traité de Grenade, signé le 11 novembre 1500; et, dans
1501. l'été de 1501, la trahison fut exécutée par les deux plus grands monarques de l'Europe. Le 25 juin, l'armée française arriva à Rome; en même temps celle de Gonzalve de Cordoue débarqua en Calabre. La première, dès qu'elle eut passé les frontières, traita les Napolitains en rebelles, et fit pendre les soldats qui se rendaient à elle à discrétion. Arrivée devant Capoue, elle pénétra dans la ville pendant que les magistrats signaient une capitulation, et elle y massacra sept mille personnes. Cependant la perfidie des Espagnols inspira au malheureux Frédéric plus d'aversion encore que la férocité des Français. Obligé de chercher un refuge dans l'île d'Ischia, il capitula avec ces derniers, et il se retira en France, où il mourut après trois ans d'une captivité peu rigoureuse. Les Espagnols et les Français s'étant avancés sans résistance, se rencontrèrent sur les limites que le traité de Grenade

leur avait respectivement assignées; mais, à l'instant où la conquête fut terminée, la jalousie se fit entendre. Le duc de Nemours et Gonzalve de Cordoue se disputèrent sur la division du royaume. L'un et l'autre réclamait pour son roi quelques provinces qui n'avaient point été nommées dans le traité de Grenade. Enfin les hostilités commencèrent entre eux à l'Atripalda, le 19 juin 1502; des négociations firent négliger à Louis XII d'envoyer, pour les soutenir, des renforts à son général. Après une lutte qui ne fut pas sans gloire, et où l'on vit se signaler la Palisse et Bayard, d'Aubigny fut défait à Séminara, le 21, et Nemours à Cérignola, le 28 avril 1503; l'armée française tout entière fut détruite, et le royaume de Naples perdu pour Louis XII. Celui-ci, il est vrai, fit partir, dans la même campagne, une seconde armée plus puissante que la précédente pour le recouvrer; mais quand elle arriva près de Rome, elle y apprit la mort d'Alexandre VI, survenue le 18 août 1504; le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, l'empêcha d'avancer alors contre l'ennemi, pour qu'elle appuyât ses intrigues dans le conclave. Quand elle se remit en marche, au mois d'octobre, la saison des pluies avait commencé. Gonzalve de Cordoue s'était placé sur le Garigliano, dont il défendit le passage, au milieu de ces plaines inondées,

CHAP. XIV. 1502.

1503.

CHAP. XIV. 1503. avec une constance et une patience qui caractérisaient l'infanterie espagnole. Pendant plus de deux mois les Français languirent et pâtirent dans les marais. Des maladies pestilentielles emportèrent la fleur de leurs combattans et abattirent le courage et la confiance des autres. Gonzalve de Cordoue passa enfin lui-même le Garigliano; le 27 décembre, il attaqua et acheva de
1504. détruire l'armée française; le 1er janvier 1504, Gaëte se rendit à lui; et tout le royaume de Naples ne fut bientôt plus, comme la Sicile, qu'une possession espagnole.

Ainsi, la plus grande partie de l'Italie avait déjà subi le joug des nations que les Italiens nommaient barbares. Les Français étaient maîtres de tout le Milanez et de toute la Ligurie; les Espagnols, des deux Siciles : les Suisses eux-mêmes avaient fait de petites conquêtes le long du lac Majeur; et ce fut le moment que choisit Louis XII pour appeler aussi les Allemands en Italie : l'année même où il avait perdu Gaëte, il signa, le 22 septembre 1504, le traité de Blois, par lequel il partageait avec l'empereur Maximilien la république de Venise, comme il avait partagé avec Ferdinand le royaume de Naples. L'expérience du passé aurait dû l'éclairer et lui faire prévoir que Maximilien, aussi bien que Ferdinand, réserverait pour lui seul les dépouilles qu'ils auraient conquises en commun;

l'avenir même eût dû l'effrayer, car Charles, le petit-fils et l'héritier de Maximilien d'Autriche et de Ferdinand d'Aragon, de Marie de Bourgogne et d'Isabelle de Castille, était déjà né; déjà on savait qu'il réunirait sous son sceptre les plus grandes monarchies de l'Europe; et Louis XII, au lieu de se prémunir contre sa grandeur future, avait promis de lui donner sa fille en mariage. Ce fut l'inconséquence de Maximilien, et non la prudence de Louis XII, qui fit retarder de quatre ans l'exécution du traité de Blois.

CHAP. XIV. 1504.

Pendant cet intervalle de temps, Gênes, qui n'avait point cessé de se croire une république, encore qu'elle eût déféré la seigneurie d'abord à Ludovic Sforza, puis à Louis XII, comme duc de Milan, éprouva que des monarques étrangers étaient incapables de comprendre ou ses lois ou sa liberté. La moitié des magistrats de Gênes, d'après les traités, devait être composée de nobles, l'autre moitié de plébéiens : ils devaient être choisis par les suffrages de leurs concitoyens, qui leur avaient réservé le gouvernement de toute la Ligurie et l'administration de leurs propres finances, sous la déduction d'une somme fixe payée chaque année au roi. Mais les Français ne pouvaient comprendre que des gentilshommes fussent les égaux des vilains; qu'un roi fût lié par les conditions que lui imposaient ses sujets,

CHAP. XIV. 1504. ou que l'argent pût être refusé à celui qui avait la force; toutes les capitulations de Gênes furent violées les unes après les autres, et les nobles Génois montrèrent de l'empressement à se ranger du parti du roi contre leur patrie; on les vit porter avec orgueil un poignard sur lequel le mot *châtie-vilain* était écrit, impatiens qu'ils étaient de se séparer du peuple par la bassesse et par l'assassinat. Ce peuple ne put supporter le double joug d'un maître étranger et d'une noblesse qui trahissait la patrie; il se souleva le 7 février 1507, il chassa les Français, il proclama la république, il nomma un nouveau doge; mais le temps lui manqua pour organiser sa défense. Le 3 avril, Louis XII partit de Grenoble avec une puissante armée; bientôt il se trouva devant Gênes; il défit des milices nouvellement levées qui ne surent pas résister à ses vieilles bandes. Le 29 avril il rentra dans Gênes, et il envoya au supplice le doge et la plupart des citoyens généreux qui s'étaient signalés dans la délivrance de leur patrie.

1507.

L'Italie indépendante ne comprenait plus que l'État de l'Église, la Toscane et la république de Venise, encore les ultramontains pesaient-ils de toutes parts sur ces provinces; les Espagnols tour à tour et les Français faisaient trembler les États de l'Église et la Toscane; les Allemands et les Turcs épouvantaient la Vénétie. En même

temps l'État de l'Église, abandonné aux détestables intrigues d'Alexandre VI et de son fils, César Borgia, avait vu, dans un court intervalle, commettre plus de meurtres et d'assassinats, plus d'éclatantes perfidies que n'en présentent les annales des monarchies les plus dépravées. César Borgia, que son père fit duc de Romagne en 1501, avait auparavant dépouillé et fait périr tous les petits princes qui régnaient à Pésaro, à Rimini, à Forli et à Faenza; il avait de même soumis Piombino en Toscane, le duché d'Urbino, la petite principauté de Camérino et celle de Sinigaglia. Dans cette dernière ville, le 31 décembre 1502, furent étranglés par ses ordres quatre tyrans de l'État de l'Église qui faisaient le métier de condottieri : ces seigneurs s'étaient mis à sa solde, mais, alarmés de ses manœuvres, ils avaient pris les armes contre lui; puis séduits par ses artifices, ils venaient de se remettre volontairement entre ses mains. César Borgia s'était rendu maître de Città di Castello et de Pérouse; il menaçait Bologne, Sienne et Florence, lorsque, le 18 août 1503, son père et lui burent, par erreur, d'une potion empoisonnée qu'ils avaient préparée en commun pour un de leurs convives; son père en mourut, et lui, échappé à la mort, perdit en trois mois toutes ses souverainetés et le fruit de tous ses crimes. Arrêté tour à tour par le pape

CHAP. XIV. 1507.

1501-1503.

CHAP. XIV. 1501-1503. Jules II, qui avait succédé à son père, et par Gonzalve de Cordoue, il fut enfin envoyé en Espagne, où il mourut dans un combat, plus honorablement qu'il n'avait mérité.

En Toscane, la république de Florence se voyait entourée d'ennemis. Les Médicis, toujours exilés, avaient fait alliance avec tous les tyrans de l'État de l'Église, et ils prenaient part à tous les complots contre leur patrie. En même temps ils recherchèrent l'amitié du roi de France, plus disposé à favoriser un prince qu'une république. Pierre de Médicis suivit l'armée envoyée en 1503 contre le royaume de Naples; il y périt à la déroute du Garigliano, mais sa mort ne délivra pas Florence de la crainte qu'il avait inspirée. Ses deux frères, Jean et Julien, continuèrent leurs intrigues contre leur ville natale. Cependant la guerre de Pise, qui durait toujours, épuisait les finances. Les Pisans avaient perdu leur commerce et leurs manufactures, ils voyaient chaque année leurs récoltes détruites par les Florentins, mais ils opposaient une constance et un courage inébranlables à tant de malheurs. Tour à tour les Allemands, les Français, les Espagnols leur faisaient passer des secours, sans prendre intérêt à eux, mais seulement dans l'espérance de profiter d'une lutte qu'ils prolongeaient. Lucques et Sienne, jalouses de Florence, les assistaient aussi secrètement, mais autant que

ces cités pouvaient le faire sans se compromettre avec des voisins qu'elles redoutaient. Lucques tombait sans bruit entre les mains d'une étroite oligarchie. Sienne se laissait asservir par Pandolfe Pétrucci, citoyen qu'elle avait nommé capitaine de la garde, et qui se faisait obéir, sans sortir, par ses mœurs ou ses habitudes, de l'égalité républicaine.

Les Florentins sentaient que dans le nouvel état de l'Italie, menacés sans cesse comme ils l'étaient par des princes absolus, dont toutes les délibérations étaient secrètes, et qui joignaient la force à la perfidie, leur gouvernement ne pouvait conserver ni assez de tenue ni assez de mystère, en se renouvelant tout entier tous les deux mois. Leurs alliés eux-mêmes leur reprochaient qu'on ne pouvait leur confier un secret, sans le communiquer en même temps à tout le public. Ils crurent donc qu'il était nécessaire de donner à leur république un chef, un magistrat unique, qui assistât à tous les conseils, qui fût le dépositaire de toutes les traditions, ainsi que des secrets qu'on ne pouvait communiquer sans danger. Ce chef, qui conservait le titre de gonfalonier, devait être nommé à vie, comme le doge de Venise; il devait être logé au palais, et avoir un traitement de cent florins par mois. La loi, qui instituait un gonfalonier à vie, fut votée le 16 août 1502. Et le choix du grand conseil ne

CHAP. XIV. s'arrêta sur Pierre Sodérini, pour remplir cette
1502. fonction, que le 22 septembre suivant. C'était un homme respecté, d'un âge mûr, sans ambition, sans enfant, et la république n'eut point à se repentir du choix qu'elle avait fait. En même temps qu'elle introduisit le pouvoir d'un seul dans l'administration, elle le supprima dans la justice. Une loi du 15 avril 1502 abolit les offices de podestat et de capitaine de justice, et les remplaça par la rote florentine. C'était un tribunal composé de cinq juges, dont quatre devaient être d'accord pour rendre une sentence : chacun présidait à son tour le tribunal pendant six mois, et cette rotation a fait donner le nom de *ruota* (roue) aux cours suprêmes de Rome et de Florence.

1509. Le plus important service qu'on attendait de Pierre Sodérini était celui de soumettre de nouveau Pise à la république florentine; il y réussit seulement en 1509. Cette ville était réduite depuis long-temps aux dernières extrémités; la population, décimée par la guerre et la famine, n'avait plus l'espoir de prolonger sa défense. Mais Louis XII et Ferdinand déclarèrent aux Florentins qu'ils prétendaient se faire payer leur consentement à la conquête que ceux-ci étaient sur le point de terminer. Depuis 1507, Pise fut défendue par eux, non point dans l'intérêt des Pisans, mais seulement pour que la ville ne se rendît pas, avant que ces rois fussent d'accord sur la

somme qu'ils demandaient. Elle fut enfin fixée à cent mille florins que les Florentins dûrent payer au roi de France, et cinquante mille au roi d'Aragon, pour avoir la permission de recevoir la soumission des Pisans. Ce traité fut signé le 13 mars 1509; et le 8 juin, Pise, qui souffrait d'une cruelle famine, ouvrit ses portes à l'armée florentine. Celle-ci y entra, précédée de convois de vivres que les soldats distribuaient eux-mêmes aux bourgeois. La seigneurie de Florence abolit en même temps toutes les confiscations prononcées contre les Pisans depuis 1494; elle leur rendit tous leurs biens et tous leurs priviléges; elle chercha de toutes les manières à complaire à ce peuple orgueilleux et à se l'attacher : mais rien ne put vaincre le profond ressentiment des Pisans, et leurs regrets pour la perte de leur indépendance; presque toutes les familles qui avaient conservé quelque fortune émigrèrent, et la population, déjà si réduite par la guerre, diminua encore depuis la paix. CHAP. XIV. 1509.

La république de Venise, par la guerre qu'elle eut à soutenir de 1499 à 1503 contre l'empire turc, se trouvait condamnée à ne faire aucun effort pour maintenir contre les Espagnols et les Français l'indépendance de l'Italie; elle avait sollicité l'assistance de toutes les puissances chrétiennes contre Bajazet II, comme pour une guerre sacrée; et en effet, les rois de France, 1499-1503.

CHAP. XIV. 1499-1503. d'Aragon, de Portugal, et le pape, lui firent passer alternativement des secours, qui, limités à un très court service et à quelques occasions d'éclat, n'eurent jamais d'efficacité réelle. Ils aggravèrent la misère des Grecs chez lesquels les Latins faisaient la guerre; mais ils ne causèrent point de dommage aux Turcs, et n'apportèrent aucun avantage aux Vénitiens. Les musulmans avaient fait des progrès dans la discipline navale; la flotte vénitienne ne put leur tenir tête, et Antonio Grimani qui la commandait, qu'on avait nommé jusqu'alors le plus fortuné des citoyens de Venise, qui déjà était père d'un cardinal, et long-temps plus tard devait être doge, fut chargé de chaînes à son retour dans sa patrie. Lépante, Pylos, Modon et Coron, furent successivement conquis par les Turcs sur les Vénitiens. Ceux-ci s'estimèrent heureux d'accepter une paix négociée par Andréa Gritti, un de leurs concitoyens captifs à Constantinople, par laquelle ils renonçaient aux places fortes qu'ils avaient perdues dans le Péloponèse, et ils restituaient à Bajazet l'île de Sainte-Maure, qu'ils avaient conquise à leur tour. Cette paix fut signée au mois de novembre 1503.

1503-1508. Le moment où la république de Venise fut affranchie de la terreur des Turcs, fut aussi celui de la mort d'Alexandre VI et de la ruine

de son fils César Borgia. L'occasion parut belle à la seigneurie pour étendre ses possessions en Romagne. Cette province était depuis longtemps l'objet de son ambition. Elle y avait acquis par une trahison, le 24 février 1441, la principauté de Ravenne, gouvernée cent soixante-six ans par la maison de Polenta; en 1463, elle avait acheté Cervia, avec ses salines, de Malatesta IV, un des princes de Rimini. A la mort de César Borgia, elle s'empara de Faenza, principauté des Manfredi; de Rimini, principauté des Malatesti, et de plusieurs châteaux. Il ne lui restait qu'à soumettre Imola et Forli, villes où avaient régné les Alidosi et les Ordelaffi, pour être maîtresse de toute la Romagne. Les Vénitiens offraient au pape la même obéissance et le même tribut annuel, pour lesquels tous ces petits princes étaient reconnus vicaires pontificaux. Mais Jules II, qui avait succédé à Borgia, quoique violent et emporté, avait un vif sentiment de ses devoirs comme grand pontife, et comme italien; il voulut conserver l'État de l'Église intact pour ses successeurs; il se refusait à tout népotisme, à tout agrandissement de sa famille, et il se serait accusé d'une impardonnable faiblesse, s'il avait laissé usurper aux autres ce qu'il se faisait scrupule de donner aux siens. Il exigea avec hauteur la restitution de tout ce que les Vénitiens possédaient dans

CHAP. XIV. 1503-1508.

CHAP. XIV. 1503-1508. les États de l'Église, et, comme il ne put l'obtenir, il consentit à le recevoir des mains de Louis XII et de Maximilien, qui s'alliaient pour dépouiller la république. Il communiqua cependant aux Vénitiens les projets qui étaient formés contre eux, et ce ne fut que lorsqu'il les vit déterminés à ne lui rien rendre qu'il s'entendit avec leurs ennemis.

La ligue signée à Cambrai contre Venise, le 10 décembre 1508, par Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, et par le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, n'était que l'accomplissement du traité secret de Blois, du 22 septembre 1504. Aucune offense n'avait motivé cet accord perfide; Maximilien, qui détestait Louis XII, avait voulu, la même année, l'attaquer dans le Milanez; mais les Vénitiens lui refusèrent le passage, et, après trois mois d'hostilités, le 7 juin 1508, ils renouvelèrent leur traité avec lui. Louis XII, qu'ils avaient défendu, Maximilien, avec lequel ils s'étaient réconciliés, n'avaient qu'un grief contre les Vénitiens; c'est que ceux-ci n'avaient point de rois, et que leurs sujets excitaient l'envie de ceux des princes. Les deux rois convinrent de partager entre eux toute la Terre-Ferme vénitienne, d'abandonner à Ferdinand les forteresses que la république possédait dans la Pouille; au pape, ses seigneuries de Romagne; aux mai-

sons d'Este et de Gonzaga, de petits districts près du Pô; pour les intéresser tous à la destruction du seul État qui fût assez fort pour maintenir encore l'indépendance de l'Italie. CHAP. XIV. 1503-1508.

La France déclara la première la guerre à la république de Venise, au mois de janvier 1509; les hostilités commencèrent le 15 avril, et le 27, Jules II excommunia le doge et la république. Les Vénitiens avaient rassemblé quarante-deux mille hommes sous les ordres de l'impétueux Barthélemy d'Alviano et du circonspect Pitigliano; le désaccord de ces deux chefs, tous deux habiles, leur fit perdre la bataille d'Aignadel, le 14 mai 1509, contre les Français qui n'étaient pas plus de trente mille. Moins de la moitié de l'armée vénitienne fut engagée; mais cette moitié combattit avec héroïsme, et mourut en grande partie sans reculer d'un pas. Après sa défaite, Bergame, Brescia, Crème, Crémone, se hâtèrent d'ouvrir leurs portes aux Français vainqueurs, qui plantèrent leurs drapeaux sur les confins de la Ghiaradadda, limites qui leur avaient été assignées par le traité de partage. Louis XII signala cette conquête rapide par d'atroces cruautés. Il fit pendre les gouverneurs vénitiens de Caravaggio et de Peschiera; leur garnison et leurs habitans furent passés, par son ordre, au fil de l'épée. Il ruina, par d'énormes rançons, tous les gentilshommes 1509.

CHAP. XIV. 1509. vénitiens qui tombèrent vivans entre ses mains, cherchant à se dissimuler l'injustice de son attaque par la haine même qu'il s'efforçait d'exciter.

Dès le 31 mai, les Français suspendirent leurs attaques; mais l'empereur, le pape, le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue, et le roi Ferdinand d'Aragon, profitèrent des désastres de la république pour envahir ses provinces de tous les côtés à la fois. Le sénat, dans l'impossibilité de faire tête à tant d'ennemis, prit le parti généreux de délier tous ses sujets de leur serment de fidélité, et de leur permettre de traiter avec l'ennemi, puisqu'il ne pouvait plus les défendre; en leur laissant éprouver la pesanteur du joug étranger, il jugea qu'il leur rendrait plus chère l'autorité paternelle de la république. En effet, les bourgeois qui s'étaient empressés d'ouvrir leurs portes aux Français, aux Allemands, aux Espagnols, comparèrent bientôt avec effroi leur tyrannie à ce pouvoir juste et égal, qu'ils n'avaient pas eu le courage de défendre. Les Allemands, surtout, n'étaient pas plus tôt entrés dans les villes vénitiennes, qu'on les voyait se plonger dans une brutale ivresse, offenser la décence publique, et faire éprouver leur dureté et leur rapacité à tous ceux qui les approchaient: les gentilshommes cependant se joignaient à eux, impatiens de faire succéder le

régime des monarchies à celui de la légalité et de la liberté; mais leur insolence ajoutait encore à la haine qu'inspiraient les Allemands. L'armée vénitienne était réfugiée à Mestre, au bord de la lagune, quand les bourgeois montrèrent un courage que les soldats n'avaient plus. Trévise, au mois de juin, Padoue, le 17 juillet, chassèrent les impériaux, et le drapeau de Saint-Marc, qui avait toujours rétrogradé, recommença à marcher en avant.

La guerre de la ligue de Cambrai montra pour la première fois aux Italiens quelles forces redoutables les ultramontains pouvaient déployer contre eux. Maximilien vint, au mois de septembre 1509, mettre le siége devant Padoue. Il avait dans son armée des Allemands, des Suisses, des Français, des Espagnols, des Savoyards, des soldats du pape, du duc de Modène et du marquis de Mantoue; plus de cent mille hommes et plus de cent pièces de canon : cependant, après des combats soutenus de part et d'autre avec une égale valeur, il fut obligé, le 3 octobre, de lever le siége. Mais ces barbares, qui venaient disputer aux Italiens la souveraineté de leur propre pays, n'avaient pas besoin de la victoire pour se montrer féroces. Après avoir enlevé à de pauvres paysans, à de pauvres captifs tout ce qu'ils possédaient, ils les exposaient encore à la torture, pour s'as-

CHAP. XIV. surer que leurs richesses n'étaient point demeu-
1509. rées cachées, ou pour tirer parti de la compassion de leurs amis. Dans cet abus de la force, les Allemands se montraient plus brutaux, les Espagnols plus froidement atroces; les uns et les autres étaient plus odieux encore que les Français, quoique ceux-ci, avec leurs bandes d'écorcheurs formées durant les guerres des Anglais, se fussent long-temps exercés à pressurer le peuple.

Le pape Jules II ne tarda pas à prendre en haine les alliés qu'il avait acceptés par la ligue de Cambrai; violent et irascible, il avait souvent montré qu'il pouvait, dans ses emportemens, être cruel à l'égal d'aucun d'eux; mais il avait cependant une âme italienne, et il ne pouvait se résigner à l'humiliation de sa patrie, à son asservissement par ceux qu'il nommait les barbares. Dès qu'il eut recouvré les villes de Romagne, qui avaient motivé sa querelle avec les Vénitiens, il commença à se rapprocher de ceux-ci; il entra en négociations avec eux dès la fin de la première campagne,
1510. et le 24 février 1510, il leur accorda leur absolution. Il sentait qu'il ne chasserait les barbares d'Italie qu'autant qu'il les armerait les uns contre les autres, et comme les Français étaient ceux qu'il redoutait le plus, c'était aux Allemands qu'il voulut avoir recours. Il fallait

commencer par négocier la paix des Vénitiens avec Maximilien; mais celui-ci, qui se montrait prêt à tout entreprendre, et incapable de rien amener à fin, ne voulait nullement se relâcher de ce qu'il appelait ses droits; comme empereur, il se disait monarque de toute l'Italie; et encore qu'il fût toujours arrêté sur sa frontière, il se refusait à renoncer à la moindre partie de ce qu'il se proposait de conquérir; il prétendait que tout le territoire de Venise avait été usurpé sur l'empire; et pour accorder la paix à cette république, il demandait presque son anéantissement. CHAP. XIV 1510.

Ce fut avec l'aide des Suisses que Jules II se proposa d'opérer l'affranchissement de l'Italie. Il admirait la valeur et la piété de cette nation belliqueuse; il voyait avec plaisir aussi que la cupidité était devenue sa passion dominante. Les Italiens, qui avaient besoin de la protection des Suisses, étaient assez riches pour la payer, et une juste politique devait s'accorder cette fois avec l'avarice; car les républiques suisses ne pouvaient être hors de danger si la liberté n'était pas affermie en Italie. Louis XII, par ses préjugés nobiliaires, avait offensé ces fiers montagnards qui, même dans ses propres armées, ne lui paraissaient que des paysans révoltés. Jules II les aigrit encore contre la France par le ministère de l'évêque de Sion,

CHAP. XIV. qu'il fit cardinal. Dans le cours de l'été de 1510,
1510. d'après le plan qu'il avait formé, les Français furent attaqués dans le Milanez par les Suisses, dans Gênes par les émigrés génois, à Modène par les troupes pontificales, et à Vérone par les Vénitiens. Mais, malgré le profond secret dont Jules II avait couvert ses négociations et ses intrigues, il ne put réussir à surprendre les Français partout à la fois comme il s'en était flatté; les quatre attaques s'opérèrent successivement, et furent successivement repoussées. Le sire de Chaumont, lieutenant de Louis XII en Lombardie, voulut s'en venger en venant investir le pape à Bologne, au mois d'octobre. Jules feignit de vouloir acheter la paix à tout prix; mais pendant qu'il négociait, il faisait avancer des troupes : tout à coup, se sentant le plus fort, il changea de langage, il menaça; il fit reculer Chaumont, et lorsque celui-ci eut mis ses troupes en quartier d'hiver, le pape vint attaquer, pendant les froids les plus rigoureux, le petit État de la Mirandole, qui s'était mis sous la protection de la France, et il entra par la brèche dans sa capitale, le 20 janvier 1511.

1511. Les troupes du pape, commandées dans la campagne suivante par le duc d'Urbin, éprouvèrent à Casalecchio, le 21 mai 1511, une grande déroute qu'on appela la journée des *âniers*, parce que les chevaliers français en re-

vinrent, chassant devant eux des ânes chargés CHAP. XIV.
de butin : elle fut suivie de la perte de Bologne. 1511.
Jules II ne se rebuta pas néanmoins ; ses légats, dans toute l'Europe, cherchaient à susciter des ennemis aux Français. Il réussit à faire signer, le 5 octobre 1511, une ligue qui fut nommée *sainte*, parce qu'il en était le chef. Elle comprenait le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre, les Suisses et les Vénitiens. Louis XII, pour opposer au pontife une autorité ecclésiastique, convoqua, de concert avec Maximilien qu'il croyait toujours son allié, un concile œcuménique. Quelques cardinaux séparés du pape le revêtirent de leur autorité, et la république florentine n'osa refuser, pour l'assembler, sa ville de Pise aux deux plus grands monarques de l'Europe, encore que toute la population vît avec effroi commencer ainsi un nouveau schisme. Pendant ce temps, une armée espagnole considérable s'avançait de Naples au secours du pape, et elle vint, sous les ordres de Raymond
de Cardone, mettre, le 26 janvier 1512, le siége 1512.
devant Bologne. Les Français, d'autre part, avaient réduit au désespoir, par leurs exactions, le peuple des provinces qu'ils avaient enlevées aux Vénitiens, et Brescia se souleva contre eux le 3 février. Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis XII, venait, à l'âge de vingt-deux ans, d'être mis à la tête de

CHAP. XIV. 1512. l'armée française. Avec une rapidité à jamais mémorable; il fit face tour à tour aux deux ennemis. Le 5 février il entra dans Bologne, et il força les Espagnols à en lever le siége, et à faire, au travers de la Romagne, une retraite précipitée. A l'instant même il repartit pour s'opposer aux Vénitiens; il battit en chemin une de leurs armées, reprit Brescia d'assaut le 19 février, et punit cette malheureuse ville par un massacre effroyable de ses habitans. Le pillage corrompit et désorganisa son armée; ce ne fut qu'après six semaines qu'il put retourner en Romagne pour s'opposer à l'armée de l'Espagne et du pape, qui s'était avancée de nouveau. Il réussit à la contraindre à livrer bataille près de Ravenne, le jour de Pâques 11 avril 1512. Ce fut la plus meurtrière des batailles qu'eût encore vues l'Italie; près de vingt mille morts couvrirent la plaine où elle s'était livrée. Gaston de Foix était victorieux, mais la terrible infanterie espagnole reculait au petit pas sans se laisser entamer. Gaston, furieux de ce qu'elle lui échappait, tenta sur elle une dernière attaque dans laquelle il fut tué.

La mort de Gaston fut le signal de la déroute des Français en Italie: les ministres de Louis XII crurent pouvoir, après la bataille de Ravenne, licencier une partie de leurs soldats; tandis que Maximilien, manquant à tous ses traités, aban-

donna les Français pour leurs ennemis. Sans consentir à faire la paix avec Venise, il accorda le passage, sur le territoire qu'il occupait, à vingt mille Suisses, qui s'unirent à l'armée vénitienne pour attaquer les Français, au moment même où Maximilien rappela tous les Allemands qui s'étaient enrôlés dans l'armée française. Ferdinand d'Aragon et Henri VIII d'Angleterre avaient en même temps attaqué la France. Louis XII eut besoin pour se défendre de rappeler ses troupes d'Italie. Au commencement de juin, elles évacuèrent tout le Milanez, dont les Suisses prirent possession, au nom de Maximilien Sforza, fils de Louis le Maure. Le 29 juin, une révolution à Gênes en chassa également les Français; et l'on y proclama de nouveau un doge et la république. Bientôt la France ne conserva plus qu'un petit nombre de châteaux dans cette Italie qu'elle avait cru avoir subjuguée. Mais les Italiens ne recouvrèrent point leur liberté par les désastres d'un seul de leurs oppresseurs. Du joug des Français ils avaient passé sous celui des Suisses, des Espagnols et des Allemands, et le dernier qu'ils subissaient leur paraissait toujours le plus rude. Pour ajouter à leur humiliation, la victoire de la sainte Ligue soumit à la tyrannie la seule république vraiment libre de l'Italie. CHAP. XIV. 1512.

Florence était liée envers la France par un

CHAP. XIV. 1512. traité conclu de concert avec Ferdinand-le-Catholique. La république avait continué à l'exécuter scrupuleusement, lors même que Ferdinand s'en était dégagé : elle avait observé envers toutes les puissances belligérantes les devoirs du bon voisinage et de la neutralité; elle n'avait donné d'offense à aucune. Mais la ligue, qui venait de chasser les Français d'Italie, déjà divisée d'intérêts, déjà indécise sur le plan qu'elle devait suivre, ne s'accordait que sur une chose, elle voulait de l'argent. Les Suisses vivaient à discrétion en Lombardie, et y levaient les contributions les plus ruineuses; les Espagnols de Raymond de Cardone voulurent aussi avoir une province qui fût abandonnée à leur inexorable avidité. La Toscane était riche, et n'était pas belliqueuse. Les puissances victorieuses, qui avaient assemblé un congrès à Mantoue, proposèrent aux Florentins de se racheter par une contribution : mais les Médicis, qui s'étaient rendus à ce congrès, lui demandèrent de les ramener dans leur patrie, assurant qu'ils en tireraient bien plus d'argent par la force, au profit de la sainte Ligue, qu'un gouvernement républicain n'en pourrait exprimer par la douceur. Raymond de Cardone les crut et les suivit au mois d'août 1512, au travers de l'Apennin, avec cinq mille de ces fantassins espagnols aussi inaccessibles à la pitié qu'à la crainte. Il fit dire aux Florentins qu'ils

eussent à rappeler les Médicis de leur exil, à destituer le gonfalonier Sodérini, et à payer à l'armée espagnole quarante mille florins, s'ils voulaient sauver leur liberté. Il arriva en même temps devant la petite ville de Prato, qui lui ferma ses portes. Elle était bien fortifiée, mais défendue seulement par l'*ordinanza* ou milice des campagnes florentines. Les Espagnols firent, le 30 août, aux murailles une brèche à peine praticable, que ces paysans eurent la lâcheté d'abandonner. La ville fut prise d'assaut; tous les miliciens, qui auraient couru bien moins de danger en combattant vaillamment, furent passés au fil de l'épée; cinq mille bourgeois furent ensuite massacrés : les autres ayant été répartis entre les vainqueurs, on les soumit à de longues tortures, pour les forcer à révéler leurs richesses cachées, ou pour que leurs proches, par pitié, payassent leurs rançons. Déjà les Espagnols avaient eux-mêmes pillé tout ce qu'ils avaient pu découvrir dans les édifices sacrés, aussi bien que dans les lieux profanes.

CHAP. XIV. 1512.

L'effroi que causa la nouvelle du massacre de Prato produisit, dès le lendemain matin, une révolution à Florence. De jeunes gentilshommes des familles les plus illustres, et qui, sous le nom de *la Société des Jardins Ruccellai*, étaient déjà signalés par leur goût pour le luxe, les arts et les plaisirs, s'emparèrent, le 31 août, du palais pu-

CHAP. XIV. 1512. blic, firent évader Pierre Sodérini le gonfalonier, et envoyèrent dire à Raymond de Cardone qu'ils étaient prêts à accepter les conditions qu'il avait offertes. Mais tout traité avec des tyrans est toujours une déception; Julien de Médicis (le troisième des fils de Laurent), dont le caractère était doux et conciliant, étant rentré à Florence le 2 septembre, consentit à laisser intactes plusieurs des libertés de la république, tandis que son frère le cardinal Jean, qui fut depuis Léon X, et qui ne rentra à Florence que le 14 septembre, força la seigneurie à convoquer le 16 un parlement. Dans cette prétendue assemblée souveraine du peuple, on ne laissa presque entrer que des étrangers et des soldats. Toutes les lois portées depuis l'expulsion des Médicis en 1494, y furent annulées : une balie, composée uniquement des créatures de cette famille, fut investie de toute la souveraineté de la république; et cette balie se montra bassement soumise au cardinal Jean de Médicis, à son frère Julien, à leur neveu Laurent, qui rentraient à Florence après dix-huit ans d'exil, pendant lesquels ils avaient perdu toutes les habitudes républicaines, et tous les sentimens qu'on trouvait chez le reste de leurs concitoyens. Aucun d'eux n'avait d'enfans légitimes, mais ils ramenaient avec eux trois bâtards, Jules, depuis Clément VII, Hippolyte et Alexandre, qui eurent une triste influence sur le sort de leur patrie.

Leur fortune, autrefois colossale, s'était dissipée dans leur long exil; et leur première affaire, en rentrant dans Florence, devait être de lever de l'argent pour eux-mêmes, aussi bien que pour ces Espagnols qui avaient rétabli leur tyrannie. CHAP. XIV. 1512.

CHAPITRE XV.

Calamités dont les Français, les Espagnols et les Allemands accablent l'Italie. — Pillage et ruine des plus grandes villes. — Oppression de la nation italienne, et perte de son indépendance. — 1513—1530.

CHAP. XV. Les trois guerres cruelles dont nous avons pressé les événemens dans le dernier chapitre, des Français et des Suisses dans le Milanez, des Français et des Espagnols dans le royaume de Naples, des Français, des Espagnols, des Allemands et des Suisses dans la Vénétie, avaient ravi à l'Italie son indépendance. La contrée à laquelle l'Europe devait ses diverses connaissances, la science médicale de Salerne et la science légale de Bologne, la théologie de Rome, la philosophie, la poésie et les beaux-arts de Florence, la tactique et la stratégie des Bracceschi et des Sforzeschi, le commerce et la banque des Lombards, la théorie de l'irrigation et toute l'agriculture scientifique des plaines comme des collines; cette contrée n'appartenait plus à ses propres habitans : elle voyait continuer chez elle la lutte des ultramontains se disputant à qui l'occuperait; et la guerre ne lui laissait que les souffrances d'une

longue agonie sans espoir. En vain, Jules II se félicitait d'avoir expulsé les Français, qui, les premiers, avaient imposé à l'Italie un joug étranger; en vain, il s'écriait qu'il ne se reposerait plus jusqu'à ce qu'il eût chassé également de l'Italie tous les barbares; il se trompait sur les résultats de sa politique, il n'avait point chassé les barbares, mais il les avait remplacés par d'autres barbares, et les derniers venus étaient de plus cruels oppresseurs que les premiers. D'ailleurs, ce projet d'affranchissement national, que le pape seul pouvait encore suivre en Italie avec quelque espoir de succès, fut bientôt abandonné: huit mois après l'expulsion des Français du Milanez, cinq mois après le rétablissement des Médicis à Florence, Jules II succomba, le 21 février 1513, à une maladie violente. Jean de Médicis lui succéda le 11 mars, sous le nom de Léon X, onze mois après avoir été fait prisonnier par les Français à la bataille de Ravenne, et six mois après que les armes des Espagnols lui eurent donné la souveraineté de Florence sa patrie.

Léon X a eu le singulier bonheur que son nom soit demeuré attaché à la plus brillante époque des lettres et des arts depuis leur renaissance. On l'a fait participer à la gloire des poètes et des philosophes, des savans, des érudits et des artistes ses contemporains; on a paru croire qu'il avait formé des hommes, pour la plupart ses

CHAP. XV. 1513. aînés, et déjà célèbres avant lui, tandis qu'il n'eut à leur égard d'autre mérite que d'avoir répandu sur eux ses largesses. D'ailleurs, son règne, qui dura moins de neuf ans, fut marqué par d'horribles calamités qui précipitèrent vers leur ruine ces arts et ces sciences auxquels dut son éclat le siècle de Léon X; et les malheurs qu'il attira sur son successeur furent plus effroyables encore. Ce pape était lui-même un homme de plaisir, facile, insouciant, prodigue, qui dépensa en fêtes somptueuses les immenses trésors accumulés par son prédécesseur. Il eut assez de goût pour orner ses palais des chefs-d'œuvre de l'antiquité et de ceux de ses contemporains; assez d'esprit pour se plaire dans la société des philosophes et des poètes; mais il n'eut jamais assez d'élévation d'âme pour comprendre ses devoirs, pour consulter sa conscience. Sa conversation indécente, sa conduite déréglée, scandalisèrent l'Église : il encouragea par ses prodigalités le trafic honteux des indulgences, qui fit éclater le schisme de Luther. Son inconséquence, son indifférence pour les souffrances des peuples, lui suscitèrent les guerres les plus ruineuses qu'il n'était nullement en état de soutenir. Il ne songea jamais à assurer l'indépendance de l'Italie, ou à en écarter les barbares, et ce fut seulement pour agrandir sa famille qu'il contracta ou qu'il rompit des alliances avec les ultramontains. Il

réussit, en effet, à faire nommer son frère Julien, duc de Nemours, et son neveu Laurent, duc d'Urbin; mais il avait voulu former un état nouveau des districts de Parme, Plaisance, Reggio et Modène pour son frère; et un autre des fiefs de plusieurs petits princes qui se maintenaient encore dans les États de l'Église, pour son neveu; sa politique tortueuse pour arriver au premier résultat, ses perfidies et ses cruautés pour atteindre le second, auraient dû être jugées plus sévèrement qu'elles ne l'ont été par l'histoire. CHAP. XV. 1513.

Le souverain pontife et la république de Venise étaient les seules puissances de l'Italie qui conservassent encore quelque ombre d'indépendance. Jules II avait réussi à ramener sous la souveraineté directe du saint-siége, la Romagne, la Marche, le Patrimoine et la campagne de Rome. Il n'avait épargné parmi les vassaux de l'Église que le seul duc d'Urbin, Jean-Marie de la Rovère, son neveu. Au moment de la déroute des Français, il s'était encore emparé de Parme et de Plaisance, qu'il avait détachées du Milanez, sans qu'il eût le moindre titre à leur possession; il avait de même enlevé Modène au duc de Ferrare qu'il haïssait. Léon X avait trouvé le saint-siége en possession de tous ces États, et en même temps il était lui-même tout-puissant à Florence; le moment de son élévation au pontificat fut même signalé par un événement qui

CHAP. XV. 1513. montra que cette république ne conservait plus l'ombre de sa liberté. Les partisans des Médicis prétendirent avoir découvert à Florence une conspiration dont ils ne donnaient d'autres preuves que quelques propos, quelques vœux proférés pour la liberté. Cependant, les citoyens les plus illustres furent arrêtés; Macchiavelli, avec plusieurs autres, fut soumis à la torture; Pierre Boscoli et Agostino Capponi eurent la tête tranchée, et ceux qu'on nommait leurs complices furent exilés. Les deux républiques de Sienne et de Lucques obéissaient en tremblant au pontife, en sorte que toute l'Italie centrale, peuplée d'environ quatre millions d'habitans, dépendait du pape. Mais la cour de Rome, depuis qu'elle avait cessé de respecter les anciennes libertés municipales, n'étendait jamais son pouvoir sur une province nouvelle sans ruiner sa population et ses ressources. La légalité et l'ordre semblaient incompatibles avec le gouvernement des prêtres; l'intrigue et la faveur prenaient la place des lois; les monopoles détruisaient le commerce; la justice s'enfuyait des tribunaux, la prévoyance, des conseils, et la valeur, des armées. On disait proverbialement que les armes de l'Église n'avaient point de tranchant. Le grand nom du pape remuait encore au loin l'Europe; mais il n'apportait plus de forces réelles aux alliés qu'il adoptait.

La république de Venise, avec un territoire moins étendu et une population moins nombreuse, était en réalité beaucoup plus puissante que l'Église, parce que ses sujets, s'ils ne jouissaient pas de la liberté, avaient du moins un gouvernement qui maintenait la justice, l'ordre et la légalité. Leur prospérité matérielle était entretenue avec intelligence, et en retour ils se montraient contens et dévoués. Mais les guerres suscitées par la ligue de Cambrai avaient accablé cette république d'affreuses calamités. La ville de Venise, en sûreté au milieu des eaux, avait seule échappé aux invasions des barbares; encore ses quartiers les plus riches avaient-ils été désolés par des incendies : quant aux campagnes ou aux villes des provinces, toutes avaient éprouvé tour à tour la férocité des Français, des Suisses, des Allemands et des Espagnols. Trois siècles et demi s'étaient écoulés depuis que cette même marche véronaise, berceau de la ligue lombarde, avait repoussé les invasions de Frédéric Barberousse. Mais tandis que le monde se vantait d'avoir marché dès-lors vers la civilisation, que la philosophie et la justice avaient mieux défini les droits de chacun, que les arts, les lettres et la poésie avaient augmenté la sensibilité et rendu les hommes plus accessibles à la douleur et à la pitié, la guerre se faisait néanmoins avec une férocité dont on au-

CHAP XV. 1513.

CHAP. XV. 1513. rait rougi dans les âges de la plus grande barbarie. Le massacre de tous les habitans dans les villes prises d'assaut, le supplice de toute la garnison dans celles qui se rendaient à discrétion, l'abandon dans les autres de tous les captifs aux soldats vainqueurs, pour qu'ils extorquassent d'eux, par la torture, l'aveu de leurs richesses cachées, étaient devenus les usages communs de la guerre pour les soldats de Louis XII, de Ferdinand et de Maximilien. A mesure que les rois devenaient plus puissans, ils se montraient aussi plus orgueilleux; ils se croyaient à une plus grande distance de la nature humaine; ils étaient plus offensés de toute résistance, plus incapables de compassion pour des souffrances qu'ils ne voyaient point ou qu'ils ne comprenaient pas; les misères qu'ils causaient se présentaient à eux sous une forme plus abstraite; leur pensée s'arrêtait aux nombres et non aux individus; leurs cruautés se justifiaient au nom de la majesté royale offensée, et ils apaisaient leurs remords en se considérant non comme des hommes, mais comme des fléaux dans la main de Dieu. Trois siècles se sont encore écoulés depuis, et la civilisation n'a cessé de marcher; l'humanité a fait entendre une voix toujours plus puissante, et personne n'ose se croire assez grand pour se dispenser d'être sensible. Toutefois ceux qui auraient horreur d'assister au supplice des

individus n'hésitent pas à condamner les nations au supplice. Les crimes qui nous restent à raconter ne méritent pas plus d'horreur que ceux dont nous sommes aujourd'hui les témoins; les rois, en haine de la liberté, lancèrent, au seizième siècle, sur la malheureuse Italie, la famine, la guerre et la peste, comme ils lancent aujourd'hui, et pour la même cause, sur l'héroïque Pologne, la famine, la guerre et le choléra-morbus.

Louis XII, après avoir perdu le Milanez par la folle ambition de reconquérir la petite province du Crémonais, qu'il avait cédée lui-même à la république de Venise, éprouvait de nouveau le désir de faire sa paix avec cette république, sa première alliée en Italie. De leur côté, les Vénitiens qui savaient que, sans leurs trésors, leur artillerie, leur gendarmerie, les Suisses n'auraient pu se mesurer avec les Français et les chasser d'Italie, s'apercevaient que leurs alliés ne voulaient leur tenir aucun compte de leurs efforts et de leurs sacrifices. Maximilien, qui, en se joignant à eux, ne leur avait point accordé la paix, mais seulement une trêve, recommençait à leur demander l'abandon de Vérone et de Vicence, et ne consentait à leur laisser quelques États en terre-ferme, qu'autant qu'ils les rachèteraient de lui à un prix exorbitant. Le pape, pour les forcer à

CHAP. XV. 1513. consentir à de telles demandes, les menaçait de l'excommunication; et leur danger, après leur victoire, semblait aussi grand qu'il l'avait été après leurs défaites. André Gritti, l'un de leurs sénateurs, fait prisonnier à la bataille d'Aignadel, et le même qui, durant sa captivité à Constantinople, avait signé la paix de sa patrie avec les Turcs, profita aussi de sa captivité en France pour négocier avec Louis XII. Il réconcilia la république avec ce monarque qui l'avait attaquée le premier, et leur alliance fut signée à Blois, le 24 mars 1513. Ce traité fut cependant pour Venise une source de calamités nouvelles. Une armée française, commandée par la Trémoille, rentra bien dans le Milanez, et à son approche les Allemands et les Espagnols se retirèrent; mais les Suisses, qui se glorifiaient d'avoir rétabli Maximilien Sforza sur le trône de ses ancêtres, étaient résolus à ne point l'abandonner; ils descendirent en foule de leurs montagnes; ils attaquèrent, le 6 juin 1513, la Trémoille à la Riotta, près de Novarre; ils le battirent, et le rechassèrent avec tous les Français au-delà des Alpes. Les Espagnols et les soldats de Léon X attaquèrent alors les Vénitiens sans aucune provocation; ils étaient en paix avec la république; mais ils envahirent son territoire au nom de Maximilien leur allié. Ils occupèrent le Padouan, le Véronais et le Vicen-

tin, depuis le 13 juin jusqu'à la fin de l'automne. CHAP. XV.
Ce fut durant cette invasion que les Espagnols 1513.
développèrent surtout cette cruauté froide, qui les rendit l'horreur de l'Italie; cette cupidité qui multipliait les tortures, qui inventait des supplices toujours plus atroces pour arracher de l'or aux prisonniers. Les Allemands se ré- 1514.
pandirent à leur tour dans les provinces vénitiennes durant la campagne suivante, et, après tant de barbarie, Christophe Frangipani, qui les commandait, trouva encore moyen de s'y faire remarquer par sa férocité.

François Ier avait succédé à Louis XII le 1515.
1er janvier 1515. Il renouvela, le 27 juin, le traité d'alliance de son prédécesseur avec Venise, et il entra, le 15 août, avec une puissante armée, par le marquisat de Saluces, dans les plaines de Lombardie. Il rencontra peu de résistance dans les provinces situées au midi du Pô; mais, pendant ce temps, les Suisses arrivèrent en force pour défendre Maximilien Sforza, qu'ils regardaient comme leur vassal depuis qu'ils l'avaient mis sur le trône. En vain le roi français voulut négocier; ils n'écoutaient point la voix de leurs chefs, la démocratie avait passé de leurs landsgemeinde dans leurs armées, des orateurs populaires réveillaient leur courroux; et, le 13 septembre, ils sortirent impétueusement de Milan pour attaquer François Ier à Ma-

CHAP. XV. 1515. rignau ; des fossés profonds bordaient la chaussée par laquelle ils avançaient ; leurs chefs auraient voulu, par quelque manœuvre, écarter les landsknechts qui les bordaient, ou faire changer de position à l'ennemi ; mais les Suisses méprisaient tout art à la guerre, ils croyaient suppléer à tout par la force du corps et l'intrépidité. Ils marchaient de front sur les batteries ; ils repoussaient avec leurs hallebardes les charges des cavaliers, et se jetaient avec fureur dans les fossés qui leur barraient le chemin. Plusieurs arrivèrent jusqu'aux canons qui entouraient le roi, et sur lesquels ils furent tués. La nuit survint cependant, et les deux armées demeurèrent entremêlées ; pendant quatre heures, elles combattirent encore au clair de la lune ; une obscurité complète les contraignit enfin à se reposer sur leurs armes ; mais l'on entendait toujours, d'un côté, la trompette du roi, qui indiquait à tous les bivouacs l'endroit où il se trouvait ; et de l'autre, les deux cornets fameux d'Ury et d'Undervald, qui rendaient un service analogue aux Suisses. La bataille recommença le 14 avec le jour ; l'acharnement était le même ; mais les Français avaient mis à profit la nuit pour se réunir et se fortifier. Le maréchal Trivulzio, qui avait assisté à dix-huit batailles rangées, disait que toutes les autres ne lui paraissaient que des jeux d'enfans auprès de celle-

là, qu'il appelait un combat de géans. Vingt mille morts couvraient déjà le terrain, dont les deux tiers étaient des Suisses, lorsque ceux-ci, désespérant de vaincre, mais toujours menaçans, toujours terribles, se retirèrent sans que les Français osassent les poursuivre. CHAP. XV. 1515.

Cette effroyable boucherie hâta néanmoins le terme des guerres qui étaient nées de la ligue de Cambrai. Les Suisses ne se sentirent plus assez forts pour maintenir leur domination sur la Lombardie; huit de leurs cantons signèrent à Genève, le 7 novembre, un traité de paix avec François Ier, qui les dédommageait, par des sommes d'argent considérables, de toutes les prétentions dont ils se désistaient. Le 29 novembre 1516, tous les cantons accédèrent à cette pacification, qui prit le nom de paix perpétuelle; et la France recouvra le droit de lever chez les Suisses toute l'infanterie dont elle avait besoin. Après la retraite des Suisses, Raymond de Cardone effrayé évacua la Lombardie avec les troupes espagnoles; les Français reprirent possession de tout le duché de Milan; Maximilien Sforza en abdiqua la souveraineté, moyennant un revenu de 30,000 écus, qui lui fut assuré en France. Léon X se rangea du côté des vainqueurs; il signa à Viterbe, le 13 octobre, un traité par lequel il rendait Parme et Plaisance aux Français; puis, dans une conférence

CHAP. XV. 1515. qu'il eut à Bologne avec François Ier, du 10 au 15 décembre, il engagea celui-ci à lui sacrifier les libertés de l'Eglise gallicane par le concordat, à abandonner la protection des patriotes florentins, qui étaient toujours demeurés fidèles à la France, et celle du duc d'Urbin. Léon X dépouilla celui-ci pour donner la souveraineté qu'il lui ôtait à son propre neveu, Laurent II de Médicis. Sur ces entrefaites, Ferdinand-le-Catholique mourut, le 15 janvier 1516, et son
1516. petit-fils Charles lui succéda dans ses royaumes d'Espagne. Ce dernier signa, le 13 août suivant, à Noyon, un traité par lequel François Ier lui cédait tous ses droits sur le royaume de Naples, comme dot d'une fille nouvellement née qu'il lui promettait en mariage. Dès-lors Maximilien restait seul en guerre contre la république de Venise et la France. Pendant la campagne de 1516, ses armées allemandes commirent encore d'horribles cruautés dans la marche Véronaise; mais jamais il n'aurait eu assez d'argent pour faire la guerre sans les subsides de ses alliés. Demeuré seul, il ne pouvait plus attendre de succès; il consentit donc enfin à accéder, le 4 décembre, au traité de Noyon; il évacua Vérone, qu'il occupait encore, et les Vénitiens furent remis par les Français en possession de tous les Etats, ou à peu près, que la ligue de Cambrai s'était proposé de partager. Toutefois

leur opulence était anéantie, leur population réduite de moitié, leur constitution elle-même ébranlée, et ils ne furent plus désormais en état de faire, pour la défense de l'indépendance de l'Italie, les efforts qu'avant cette guerre dévastatrice on aurait dû attendre d'eux.

Encore si l'Italie avait eu le temps de se reposer après tant de désastres, elle aurait recouvré ses forces et sa population, et lorsque la lutte aurait recommencé avec les ultramontains, elle se serait trouvée prête au combat; mais la légèreté cruelle et l'ambition de Léon X ne lui en laissèrent pas le temps. Pendant que la famille de Médicis s'éteignait autour de lui, il rêvait pour elle des grandeurs nouvelles; il refusait aux Florentins de leur permettre de rétablir leur république, et il offrait son alliance à celui des souverains étrangers qui fonderait une principauté en faveur des bâtards de Médicis. Son troisième frère, Julien duc de Nemours, qu'il avait d'abord chargé de gouverner Florence, était mort le 17 mars 1516. Le fils de Pierre, son frère aîné, Laurent II, qu'il fit duc d'Urbin, et qu'il envoya commander à Florence après Julien, s'y était rendu odieux par son orgueil et ridicule par son incapacité; il mourut aussi le 28 avril 1519. Léon X, pour le remplacer, envoya à Florence le cardinal Jules de Médicis, qui fut depuis Clément VII. Il était fils naturel du pre-

CHAP. XV. 1516. mier Julien, tué en 1478 dans la conspiration des Pazzi : on le croyait alors le plus habile ministre du pape, et le plus modéré entre ses lieutenans. Julien II avait aussi laissé un fils naturel, Hippolyte, depuis cardinal, et Laurent II une fille légitime, Catherine, qui fut reine de France; enfin il avait un bâtard, Alexandre, le tyran futur des Florentins. Soit que Léon X se proposât de faire la fortune de ces enfans, soit qu'il fût entraîné seulement par l'inquiétude et la légèreté de son esprit, il ne soupirait plus qu'après la guerre.

1519. L'empereur Maximilien était mort le 19 janvier 1519, laissant ses États héréditaires d'Autriche à son petit-fils Charles, déjà souverain de toutes les Espagnes, des Deux-Siciles, des Pays-Bas et du comté de Bourgogne. Celui-ci, aussi-bien que le roi François, se présenta comme candidat à la couronne impériale. Les électeurs la lui décernèrent, le 28 juin 1519; il fut dès-lors nommé Charles-Quint. L'Italie, l'Europe entière était menacée par l'accroissement démesuré du pouvoir de ce jeune monarque. L'Eglise, qu'il dominait par les Deux-Siciles, ne pouvait espérer de conserver quelque indépendance qu'en s'appuyant sur l'alliance des Français. Léon X en eut d'abord la pensée, et il signa les articles préliminaires d'une ligue avec François; mais changeant tout à coup de

parti, il invita Charles-Quint à chasser, de concert avec lui, les Français d'Italie. Un traité secret fut signé entre eux, le 8 mai 1521; il portait que le duché de Milan serait rendu à François Sforza, second fils de Louis le Maure; que Parme, Plaisance et Ferrare seraient remises au saint siége, et qu'un duché, dans le royaume de Naples, serait assuré au bâtard Alexandre de Médicis. Le pape réunit son armée à celle que l'empereur avait dans le royaume de Naples; le commandement en fut donné à Prosper Colonna et au marquis de Pescara; la guerre fut déclarée le 1er août, et les troupes impériales et pontificales entrèrent à Milan le 19 novembre : mais au milieu de la joie de ce premier succès, Léon X mourut d'une manière inopinée, le 1er décembre 1521.

CHAP. XV. 1521.

La mort avait dérobé Léon X aux dangers et aux anxiétés dans lesquels il s'était étourdiment précipité. L'épuisement de ses finances, causé par ses prodigalités, le laissait sans ressources pour continuer la guerre qu'il avait à peine commencée. Il léguait à ses successeurs une détresse qui leur fut injustement imputée, et qui les rendit odieux au peuple; car la guerre dans laquelle il les avait engagés sans motifs raisonnables fut la plus désastreuse de toutes celles qui affligèrent la malheureuse Italie. Il ne restait plus de puissance vraiment italienne qui pût y

CHAP. XV. 1521. prendre part pour la défense de tous. Venise se sentait tellement épuisée par les guerres de la ligue de Cambrai, qu'elle bornait ses efforts à maintenir sa neutralité, et qu'elle avait à peine assez de pouvoir pour la faire respecter. Florence restait asservie au cardinal Jules de Médicis; les républiques de Sienne et de Lucques, le marquis de Mantoue et le duc de Ferrare, demeuraient tremblans, prêts à obéir au plus fort; tout le reste était sous la dépendance des ultramontains, car une élection inattendue avait donné pour successeur à Léon X, le 9 janvier 1522, un Flamand, le pape Adrien VI, précepteur de Charles-Quint: ce pape n'avait jamais vu l'Italie, où on le regarda bientôt comme un barbare. Le royaume de Naples était gouverné et ravagé par les Espagnols. Après que les Français eurent perdu le duché de Milan, François Sforza y avait été ramené par les Impériaux; mais, bien loin d'être indépendant, il n'eut que le nom de souverain; jamais il ne put protéger ses sujets contre la tyrannie des soldats allemands et espagnols qui le gardaient. Enfin le marquis de Montferrat et le duc de Savoie avaient permis aux Français de se rendre maîtres chez eux, et ils ne pouvaient leur refuser le passage pour ravager de nouveau l'Italie.

Le maréchal de Lautrec, que François Ier avait chargé de défendre le Milanez, et qui en occu-

pait encore la plus grande partie, fut forcé par les Suisses, qui formaient le nerf de son armée, d'attaquer les Impériaux, le 29 avril 1522, à la Bicoque. C'était une position assez forte, à trois ou quatre milles de Milan, sur la route de Monza; elle était occupée par Prosper Colonna, général de Charles-Quint, qui mettait sa gloire à faire, sans bataille, une guerre défensive. Les Suisses l'attaquèrent de front, se jetant, sans vouloir écouter leurs chefs, dans un chemin creux qui le couvrait, et où ils périssaient sans pouvoir se venger. Après des prodiges de valeur, ils furent repoussés avec une perte effroyable. Alors ils repartirent pour leurs montagnes, malgré toutes les représentations de Lautrec, qui, de son côté, revint à la cour pour se justifier. Lescuns, qui commandait les restes de l'armée française, laissa surprendre et piller Lodi par les Impériaux, et fut ensuite forcé de capituler à Crémone le 26 mai, et d'évacuer tout le reste de la Lombardie. Gênes n'était pas comprise dans sa capitulation, et restait aux Français; mais les Espagnols la surprirent le 30 mai, et la pillèrent avec la férocité qui signalait leur nation. C'était l'un des plus grands dépôts du commerce de tout l'Occident : la ruine de cette ville opulente ébranla la fortune des marchands dans toute l'Europe. Les généraux de Charles-Quint, jugeant alors la Lombardie trop épuisée pour y pouvoir maintenir leur

CHAP. XV.
1522.

CHAP. XV. 1522. armée, la conduisirent dans les États du pape leur allié, et l'y laissèrent vivre à discrétion; en même temps, ils forcèrent les États qui se disaient encore indépendans à leur payer d'énormes subsides, pour acquitter la solde de leurs troupes; car jamais Charles-Quint ne leur faisait passer aucun argent. La peste, qui se déclara en même temps à Florence et à Rome, ajouta encore aux calamités de l'Italie, d'autant plus qu'Adrien VI abolit, comme des superstitions païennes ou des actes de révolte contre la Providence, toutes les mesures de police sanitaire qui avaient été prises pour arrêter la contagion. Ce pape mourut le 14
1523. septembre 1523; et les Romains, qui l'avaient en horreur, couronnèrent de lauriers son médecin, comme sauveur de la patrie.

La mort d'Adrien ne sauvait cependant personne; le cardinal Jules de Médicis lui fut donné pour successeur, le 18 novembre, sous le nom de Clément VII. Cet homme avait passé, sous Léon X, son cousin, pour un ministre habile, parce que la prospérité durait encore, et que les trésors pontificaux n'étaient pas épuisés; mais, lorsqu'il dut lutter contre une détresse qu'il n'avait point causée, son ignorance en finances et en administration, sa sordide avarice, sa pusillanimité et son imprudence, ses résolutions subites et ses longues indécisions le rendirent également odieux et ridicule. Il n'était point de force à ré-

sister au torrent de l'adversité; il se trouvait sans argent, sans soldats, engagé dans une guerre sans but : il ne savait point commander, et il ne trouvait nulle part d'obéissance. CHAP. XV. 1523.

Les Français, cependant, ne renonçaient point à la possession de la Lombardie qu'ils venaient de perdre; avant la fin de la campagne, François I[er] y renvoya une nouvelle armée, conduite par son favori l'amiral Bonnivet. Celui-ci, étant entré en Italie par le Piémont, passa le Tésin, le 14 septembre 1523, pour marcher sur Milan. Mais Prosper Colonna, qui, entre les grands hommes de l'antiquité, avait choisi pour modèle Fabius Cunctator, sut, avec un art admirable, l'arrêter, le fatiguer par de petits échecs, et le forcer enfin à se retirer sans avoir livré de bataille. Au mois de mai suivant, Bonnivet, qui 1524. s'était maintenu sur les confins de la Lombardie, fut forcé de s'ouvrir un passage par Ivrée et le Saint-Bernard pour rentrer en France. Le chevalier Bayard fut tué à son arrière-garde, comme il protégeait sa retraite. Les Impériaux avaient été rejoints, dès l'année précédente, par un transfuge d'une haute importante, le connétable de Bourbon, le premier des princes du sang français, que beaucoup de seigneurs avaient suivi. Charles-Quint le mit avec Pescaire à la tête de son armée, et le fit entrer en Provence au mois de juillet; mais, après avoir assiégé Marseille, ce

CHAP. XV. 1524. général fut bientôt contraint à la retraite. François Ier, qui avait assemblé une puissante armée, entra à son tour en Lombardie, et se rendit maître de Milan; après quoi il vint, le 28 octobre, mettre le siége devant Pavie. Il fallut longtemps aux Impériaux pour rassembler leur ar-
1525. mée que la campagne de Provence avait ruinée; mais, quand elle s'approcha enfin de Pavie, qui avait résisté tout l'hiver, tous les capitaines français pressèrent le roi de lever le siége, et de marcher à l'ennemi. Il s'y refusa, prétendant que ce serait compromettre la dignité royale; il s'obstina follement à demeurer dans ses lignes; il y fut attaqué par Pescaire le 24 février 1525; et, après une bataille meurtrière, il fut fait prisonnier.

Pendant plusieurs mois, François Ier, assiégeant Pavie, avait paru le plus fort en Italie; et le pape et les Vénitiens, effrayés de son voisinage, avaient traité de nouveau avec lui, et s'étaient engagés à observer la neutralité. Les généraux impériaux, après leur victoire, déclarèrent que ces traités avec les Français étaient une offense faite à leur maître, dont ils demandaient réparation. Toujours sans argent, toujours pressés par leurs avides soldats, ils ne songeaient qu'à trouver des coupables pour leur imposer des contributions, et faire vivre à discrétion leurs soldats chez eux. Le pape et les

Vénitiens voulurent d'abord se lier par une ligue pour résister de concert à leurs exactions, et ils offrirent leur assistance à Louise de Savoie, mère de François Ier, et régente de France, pour faire remettre son fils en liberté. Mais Clément VII n'eut pas le courage de signer cette ligue; il préféra de s'engager, le 1er avril 1525, dans l'alliance de l'empereur et du duc de Milan. Il paya, pour cela, une somme considérable; dès que les généraux impériaux l'eurent reçue, ils ne voulurent plus exécuter le traité qu'ils avaient fait avec lui. Le pape fut alors obligé de revenir aux Vénitiens et à Louise de Savoie. En même temps, Jérôme Morone, chancelier du duc de Milan, vieillard qu'on regardait comme le plus habile politique de son temps, leur fit des ouvertures qui ranimèrent l'espoir d'armer l'Italie tout entière pour son indépendance. François Sforza se voyait traiter dans son propre palais, par les Espagnols et les Allemands, avec la dernière indignité. Ses sujets étaient exposés à tous les genres d'outrages de la part d'une soldatesque effrénée; et, lorsqu'il cherchait à les protéger, les officiers se plaisaient à le rendre témoin d'un accroissement d'injustices et d'insultes. L'homme, qui faisait peser sur lui le plus durement le joug de l'empereur, était cependant un Italien, le marquis de Pescara; mais, issu de la maison catalane d'Avalos, établie, depuis un siècle, dans

CHAP. XV. 1525. le royaume de Naples, il mettait son amour-propre à s'associer aux Espagnols; il commandait leur infanterie, et il adoptait les mœurs comme l'orgueil de cette nation. Toutefois Moroni ne désespéra pas, en excitant l'ambition de Pescara, de réveiller son patriotisme. Le royaume de Naples qui avait fleuri sous la branche bâtarde d'Aragon, lorsque les Avalos y étaient entrés pour la première fois, était tombé sous l'oppression la plus effroyable, depuis qu'il était réuni à l'Espagne. Moroni résolut d'offrir à Pescara la couronne de Naples, s'il voulait joindre ses efforts à ceux de tous les autres Italiens, pour la délivrance de son pays. Le succès dépendait de lui : il pouvait distribuer les troupes impériales qu'il commandait, de manière qu'elles ne pussent opposer aucune résistance. Le duc de Milan était averti que Charles-Quint songeait à lui enlever son duché, pour en gratifier son propre frère Ferdinand d'Autriche. Pour que le duché de Milan passât, ainsi que le royaume de Naples, du parti de l'empereur à celui de la France, il s'agissait seulement d'obtenir que celle-ci renonçât à ses prétentions sur l'un et sur l'autre, qu'elle reconnût François Sforza pour duc, Pescara pour roi, et qu'elle se contentât de rendre à l'Italie son indépendance, après avoir ôté cette contrée à ses ennemis.

Cette négociation fut d'abord couronnée de

succès; chacun des gouvernemens auxquels fut adressée la proposition de concourir à l'indépendance de l'Italie, parut l'agréer. La France renonçait à toutes ses prétentions sur la Lombardie et les Deux-Siciles; la Suisse s'engageait à protéger cette terre de l'antique liberté, et à lui fournir des soldats; Henri VIII d'Angleterre promettait de l'argent; Pescara convoitait la couronne, et François Sforza était impatient de secouer un joug insupportable; mais malheureusement la négociation était confiée à trop de cabinets jaloux, perfides et empressés à rechercher pour eux-mêmes de bonnes conditions en sacrifiant leurs alliés. Clément VII cherchait à obtenir de l'Empereur un traité plus avantageux, en le menaçant de la France; et la régente de France voulait engager Charles-Quint à se relâcher de ses rigueurs envers son fils, en le menaçant de l'Italie. Pescara en même temps, désirant se réserver le choix de trahir ou son maître ou ses alliés, selon qu'il y trouverait le plus de profit, avait averti Charles-Quint qu'il était entré dans un complot qu'il lui révélerait quand il en tiendrait tous les fils. La duchesse d'Alençon, sœur de François Ier, envoyée par sa mère à Madrid pour négocier, parla beaucoup plus clairement; elle offrit à Charles-Quint de lui abandonner l'Italie, en lui laissant connaître les projets qui étaient tramés contre lui, pourvu



CHAP. XV. 1525. que Charles, en rendant la liberté à son frère, renonçât à la lui faire acheter par l'abandon d'une province de France. Pescara, s'apercevant que sa cour en savait plus qu'il ne lui en avait dit, se détermina pour le rôle d'agent provocateur, de préférence à celui de rebelle; il n'avait plus à choisir qu'entre les deux. Il invita Moroni à une dernière conférence dans le château de Novarre, pour le 14 octobre 1525. Après lui avoir fait de nouveau exposer ses projets, tandis que des officiers espagnols l'écoutaient cachés derrière la tapisserie, il le fit arrêter, s'empara de toutes les forteresses de l'État de Milan, vint mettre le siége devant le château de cette ville, où le duc François Sforza s'était enfermé, et il dénonça à l'Empereur le pape et tous les Italiens ses complices, comme des traîtres. Mais, à l'époque même où il jouait ce rôle odieux, il était atteint d'une maladie lente, et il mourut le 30 novembre 1525, à l'âge de trente-six ans, en horreur à toute l'Italie.

1526. Charles-Quint abusa de l'avantage qu'il avait obtenu, et il imposa à François Ier le traité de Madrid, signé le 14 janvier 1526, par lequel celui-ci lui abandonnait l'Italie et le duché de Bourgogne; il fut remis en liberté le 18 mars, et presque aussitôt il déclara aux Italiens qu'il ne se croyait pas lié par un traité que la force lui avait arraché. Dès le 22 mai, il signa, avec

Clément VII, les Vénitiens et François Sforza, une ligue pour la liberté de l'Italie; mais il n'abandonnait point la politique de sa mère, et, au lieu de songer de bonne foi à rendre à l'Italie son indépendance, et à garantir ainsi l'équilibre de l'Europe, il n'eut qu'un but, celui de faire peur à Charles-Quint des Italiens, prêt à les sacrifier aussitôt que l'Empereur renoncerait à la Bourgogne. En même temps, sa nonchalance et son goût pour les plaisirs, sa défiance de sa fortune et sa répugnance à fausser sa parole en violant le traité de Madrid, l'empêchèrent d'accomplir aucun des engagemens qu'il avait pris envers les Italiens. Il ne leur envoya point d'argent, point de gendarmerie française, et point de Suisses. De son côté, Charles-Quint n'envoyait pas non plus d'argent à Antonio de Leyva, au duc de Bourbon et à Hugues de Moncade, qui commandaient ses armées en Italie; en sorte que ceux-ci étant obligés de les laisser vivre à discrétion sur le pays, l'oppression de toute la contrée était plus effroyable qu'elle n'avait jamais été.

La défection du duc de Milan donnait surtout un prétexte à Antonio de Leyva, pour traiter ses malheureux sujets avec un redoublement de rigueur, comme s'ils pouvaient être responsables de ce que Leyva appelait la trahison de leur maître. Les soldats espagnols avaient été

CHAP. XV. 1526. mis en quartier chez les bourgeois de Milan; mais il n'y en avait pas un qui n'eût fait prisonnier son hôte, et qui ne le tînt garotté, ou au pied de son lit ou dans la cave, afin de le trouver chaque jour sous sa main, lorsqu'il voulait, par des coups et des tourmens nouveaux, le forcer à satisfaire de nouveaux caprices. Dès que ce malheureux mourait à la peine, ou dès qu'il rompait ses liens et se précipitait par la fenêtre, ou se noyait dans le puits, l'Espagnol passait dans une autre maison dont il liait également le propriétaire, pour le soumettre aux mêmes tourmens. Les Vénitiens et le pape avaient réuni leurs soldats sous les ordres du duc d'Urbin, qui, exagérant la tactique de Prosper Colonna, n'ambitionnait d'autre succès à la guerre que celui d'éviter le combat. Il annonça au sénat de Venise qu'il ne s'approcherait point de Milan que les Français et les Suisses, dont on lui avait promis l'appui, ne l'eussent rejoint. Mais son inaction, en présence de tant d'horreurs, réduisait les Italiens au désespoir.

François Sforza, qui avait été bloqué neuf mois dans le château de Milan, et qui, se flattant toujours d'être délivré par le duc d'Urbin, dont il voyait les drapeaux, avait supporté jusqu'aux dernières extrémités de la faim, rendit enfin cette forteresse aux Espagnols, le 24 juillet 1526. Pendant ce temps, le pape Clément VII se croyait

éloigné du danger; mais le cardinal Pompée CHAP. XV.
Colonna, son ennemi personnel, se servit du 1526.
nom du parti impérial pour ameuter, dans l'État de l'Église, huit mille paysans armés avec lesquels il surprit le Vatican, le 20 septembre, pilla ce palais ainsi que le temple de Saint-Pierre, et contraignit le pape à abjurer l'alliance de la France et celle des Vénitiens. Vers le même temps, George Frundsberg, condottiere allemand, entrait en Lombardie avec treize mille aventuriers, qu'il avait engagés à venir, sans solde, servir l'Empereur en Italie, se contentant, pour récompense, du pillage de cette malheureuse contrée.

Le connétable de Bourbon, à qui Charles-Quint avait donné le commandement supérieur de ses forces en Italie, voulut mettre à profit cette nouvelle armée, et l'unir à celle qu'il n'avait plus occasion d'employer à Milan; mais il eut beaucoup de peine à faire sortir de cette ville les Espagnols qui se complaisaient à tourmenter leurs hôtes. Il réussit enfin à les conduire à Pavie, après quoi il rejoignit Frundsberg, le 30 janvier 1527, et, celui-ci étant mort
d'apoplexie peu de semaines après, Bourbon 1527.
demeura seul chargé de la conduite de cette armée formidable, qui passait déjà vingt-cinq mille hommes, et qui se grossit en route de tous les soldats débandés, de tous les brigands qui

CHAP. XV. 1527. voulaient pressurer le pays. Toutefois, Bourbon n'avait point d'argent, point d'équipages, point d'artillerie, et fort peu de cavalerie, en sorte que toutes les villes lui fermant leurs portes, il était souvent sur le point de manquer de vivres. Il se dirigea vers l'Italie méridionale ; il entra en Toscane encore incertain s'il tenterait de piller Florence ou Rome ; le marquis de Saluces, avec un petit corps d'armée, reculait devant lui ; le duc d'Urbin le suivait, mais en se tenant toujours hors de portée du combat. Enfin Bourbon prit, par la vallée du Tibre, la route de Rome, et il arriva, le 5 mai 1527, devant la capitale de la chrétienté. Clément VII, alarmé depuis longtemps de sa marche, avait signé, le 15 mars, une trève de huit mois avec le vice-roi de Naples. Alors il avait congédié ses troupes, ne prévoyant point qu'un des lieutenans de l'Empereur pourrait ne pas observer les engagemens de l'autre. Toutefois, à l'approche de Bourbon, les murs de Rome avaient été de nouveau garnis de machines de guerre. Dès le lendemain, 6 mai, le prince transfuge conduisit ses troupes à l'assaut, et fut tué, en montant une échelle, auprès du Janicule. Sa chute n'arrêta point la bande terrible de brigands qu'il conduisait ; l'armée victorieuse franchit les murs mal défendus, et se répandit dans les quartiers du Borgo, du Vatican et du Trastevere. Comme Clément VII

n'avait point pris la précaution de faire couper les ponts sur le Tibre, en peu d'heures elle se rendit également maîtresse de tout le reste de la ville. CHAP. XV. 1527.

La capitale de la chrétienté fut alors abandonnée à un pillage tel, que, dans les temps les plus calamiteux, lors du premier triomphe de la barbarie sur la civilisation, ni le Goth Alaric, ni le Vandale Genséric, ne l'avaient point traitée avec une férocité si horrible : non seulement dans toutes les maisons, dans toutes les boutiques, tout ce qui pouvait être saisi était enlevé, les paysans des fiefs des Colonnes s'appropriant les meubles les plus lourds, qui ne tentaient pas la cupidité du soldat; non seulement dans les premiers jours toute protection fut retirée aux personnes, en sorte que toutes les femmes furent abandonnées aux outrages des vainqueurs, mais les sanctuaires que la vénération de la chrétienté avait enrichis depuis douze siècles, furent tous dépouillés; toutes les places devant les temples furent jonchées des ornemens d'autel, des reliques et de toutes les choses sacrées, que les soldats jetaient dans la rue après en avoir arraché l'or et l'argent; puis les hommes, les femmes, les enfans étaient arrêtés, dès que leur capteur pouvait se flatter ou qu'ils recélaient quelque richesse, ou que quelqu'un qui avait encore quelque chose s'intéressait à eux; dans toutes les maisons on enten-

CHAP. XV. 1527. dait retentir les cris et les lamentations de ces malheureux qu'on exposait à la torture; et cet état épouvantable de brigandage et de souffrance ne se prolongea pas seulement quelques jours, il dura plus de neuf mois. Ce ne fut que le 17 février 1528 que le prince d'Orange, un des seigneurs français qui avaient accompagné Bourbon dans sa rébellion, parvint à faire sortir de Rome les restes de cette armée. Après les premiers jours, il est vrai, les Allemands remirent l'épée dans le fourreau pour se plonger dans l'ivrognerie et la plus brutale débauche; mais, jusqu'à la fin de leur séjour à Rome, les Espagnols, infatigables dans leur froide barbarie, continuèrent à inventer de nouveaux tourmens pour arracher de nouvelles rançons aux malheureux tombés entre leurs mains. Au milieu de toutes ces horreurs, la peste, suite inévitable de tant de souffrances et morales et physiques, en se déclarant dans Rome, ne fit point lâcher prise au soldat.

La lutte entre les Italiens, faiblement secondés par les Français, et les généraux de Charles-Quint, se prolongea encore plus de deux ans depuis la prise de Rome; mais elle ne fit qu'ajouter aux souffrances et à la désolation de l'Italie, et détruire dans toutes ses provinces les derniers restes de sa prospérité. Henri VIII s'était allié, le 18 août 1527, à François Ier, par le traité

d'Amiens, dans le but, à ce qu'annonçaient les deux souverains, de rendre au pape sa liberté. Dans le même mois, une puissante armée française, commandée par Lautrec, entra en Italie par l'Alexandrin. Elle surprit Pavie le 1[er] octobre, et pilla pendant huit jours cette grande ville avec un acharnement par lequel elle prétendait venger la défaite que François I[er] avait éprouvée devant ses murs. Après ce succès, Lautrec, au lieu d'achever la conquête de la Lombardie, se dirigea vers le midi; il renouvela l'alliance de la France avec le duc de Ferrare, dont le fils épousa une fille de Louis XII, sœur de la reine de France; il s'assura l'amitié de la république florentine, qui avait profité de la détresse et de la captivité du pape pour recouvrer sa liberté, le 17 mai précédent, et pour rétablir son gouvernement dans l'état où il existait en 1512. Le pape ayant appris que Lautrec était arrivé à Orviéto, s'échappa, le 9 décembre, du château Saint-Ange, et vint se réfugier au camp français. L'Espagnol Alarcon l'avait gardé six mois captif, avec treize cardinaux, dans cette forteresse, et ne s'était point relâché de sa sévérité malgré la peste qui s'y était déclarée; mais, après avoir déjà reçu quatre cent mille ducats pour la rançon du pape, au lieu de le mettre en liberté le lendemain, comme il s'y était engagé, il est probable

CHAP. XV. 1527. qu'il le laissa s'évader, de peur que ses propres soldats ne l'arrêtassent, pour le rançonner de nouveau.

1528. Lautrec passa le Tronto avec toute son armée, le 10 février 1528, et entra dans les Abruzzes. Les brigands que Charles-Quint nommait ses soldats, mais qu'il ne payait point, ne montraient de même aucune disposition à obéir à leur chef. Cantonnés à Milan, à Rome et dans les principales villes de l'Italie, ils partageaient leur temps entre les débauches et les supplices qu'ils infligeaient à leurs hôtes. Leurs chefs ne pouvaient réussir à les retirer de ces villes et à les mener à l'ennemi. D'autre part le peuple, dans l'excès de sa souffrance, courait au-devant de tout changement, et accueillait Lautrec comme un libérateur. Celui-ci aurait eu probablement un plein succès, si François Ier, à cette époque même, n'avait supprimé l'envoi mensuel d'argent qu'il lui avait promis. Attachant son orgueil royal à ses prodigalités, ce monarque avait bientôt épuisé ses finances pour ses plaisirs et ses fêtes, et son manque d'ordre attirait sur lui tous ses revers. De son côté Lautrec, quoiqu'il eût plusieurs des qualités d'un bon général, était dur, orgueilleux, obstiné; il s'attachait à faire toujours le contraire de ce qui lui était conseillé; il prétendait, à la guerre, arracher les Français à leur caractère

national, et les plier à la lenteur et à la régularité. Il perdit un temps précieux dans la Pouille, où il prit et saccagea Melphi, le 23 mars, avec une fureur digne des Espagnols ses adversaires, et il ne parut devant Naples que le 1er mai. Le prince d'Orange venait de s'y enfermer avec l'armée qui avait pris Rome, mais dont la plus grande partie avait été emportée par une effrayante mortalité, conséquence et punition de ses vices et de ses crimes. Au lieu de l'attaquer avec vigueur, Lautrec, malgré les représentations de tous ses officiers, s'obstinait à réduire Naples par le blocus, exposant ainsi son armée aux influences d'un climat meurtrier. La flotte impériale fut détruite, le 28 mai, dans le golfe de Salerne, par celle de Filippino Doria, qui était alors à la solde de France. Les habitans de Naples éprouvèrent bientôt de cruelles privations, et la maladie fit parmi eux de grands ravages. Mais un mal non moins funeste éclata en même temps dans le camp français. Les soldats, sous un ciel brûlant, entourés d'eaux corrompues, condamnés à tous les genres de privations, harcelés par la cavalerie légère de l'ennemi, infiniment supérieure à la leur, succombaient les uns après les autres aux fièvres pestilentielles. Au milieu de juin, on avait compté vingt-cinq mille hommes dans le camp français; mais le 2 août il n'en restait pas quatre mille en

CHAP. XV.
1528.

CHAP. XV. 1528.

état de faire leur service. A cette époque toutes les sources furent desséchées, et les troupes commencèrent à souffrir de la faim et de la soif. Lautrec, qui, tout malade qu'il était, avait jusqu'alors soutenu l'armée par son courage et son obstination invincible, mourut dans la nuit du 15 au 16 août; presque tous les autres chefs avaient également péri; le marquis de Saluces, à qui le commandement de l'armée fut dévolu, sentit la nécessité de la retraite, et ne sachant comment l'assurer en présence de forces supérieures, il essaya de la dérober aux Impériaux, au milieu d'un orage terrible, dans la nuit du 29 août; mais, bientôt poursuivi et atteint à Averse, il fut forcé à capituler le 30 août. Tous les dépôts et les hôpitaux de l'armée à Capoue furent en même temps livrés aux Espagnols; tous ces malades, tous ces prisonniers se trouvant entassés dans les écuries royales de la Madeleine, la contagion acquit parmi eux de nouvelles forces. Les Espagnols le voyaient, et ils attendaient avec une féroce indifférence que tous les Français fussent morts. Ils périrent en effet presque tous, et de cette brillante armée, à peine quelques valétudinaires revirent la France.

Durant la même campagne, une autre armée française, conduite par François de Bourbon, comte de Saint-Paul, était entrée en Lombardie; en même temps Henri, duc de Brunswick,

y avait amené une armée allemande. Celle-ci, ne trouvant plus rien à piller, annonça que sa mission était de punir une nation rebelle; et elle passa au fil de l'épée tous les habitans des villages qu'elle traversa. Milan était en proie à la peste et à la famine; mais ces fléaux étaient aggravés encore par la cupidité et le féroce sang-froid d'Antonio de Leyva, qui y commandait toujours la garnison espagnole: celui-ci, s'emparant de tous les vivres qu'on apportait de la campagne, ne les revendait aux habitans que pour trois ou quatre fois leur valeur. Gênes était demeurée soumise aux Français, et n'était guère moins opprimée par eux; aucune de ses institutions républicaines n'était plus respectée. Un habile marin illustrait encore néanmoins cette ville. André Doria s'était formé une flotte sur laquelle il avait appelé tous les esprits aventureux de la Ligurie. Son neveu Filippino, qui venait de remporter une victoire sur les Impériaux, était son lieutenant; mais les Doria, pour prix de leurs services, demandaient que la liberté fût rendue à leur patrie; n'ayant pu l'obtenir des Français, ils passèrent, le 30 juin, au service des Impériaux, et, munis des promesses de Charles-Quint, ils se présentèrent le 12 septembre devant Gênes, soulevèrent leurs compatriotes, et contraignirent les Français à évacuer la ville. Le 21 octobre, ils se rendirent aussi maîtres de Savonne, et, peu de jours après, du

CHAP. XV. 1528. Castelletto. Alors Doria proclama la république, et rétablit la liberté à Gênes, au moment où toute liberté finissait en Italie. L'hiver se passa dans la souffrance et l'inaction. L'année suivante, Antonio de Leyva surprit à Landriano, le 21 1529 juin 1529, le comte de Saint-Paul, et le fit prisonnier avec les principaux officiers de l'armée française : tout le reste se dispersa ou retourna en France. Ce fut le dernier fait d'armes de cette terrible guerre.

En effet, de part et d'autre on désirait ardemment la paix, on négociait, et chaque potentat cherchait à tromper ses alliés pour obtenir de ses adversaires de meilleures conditions. Marguerite d'Autriche, sœur du père de l'empereur, et Louise de Savoie, mère du roi de France, s'étaient réunies à Cambrai, et, dans des conférences où elles n'admettaient aucun témoin, elles préparaient ce qu'on appela le traité des dames. Clément VII en même temps avait un nonce à Barcelonne qui négociait avec l'empereur. Celui-ci était impatient d'arranger les affaires d'Italie pour passer en Allemagne ; car, d'une part, Soliman avait envahi l'Autriche, et il se présenta le 13 septembre sous les murs de Vienne ; d'autre part, la réforme de Luther occasionnait, dans tout le nord de l'Europe, une fermentation croissante. Le 20 juin 1529, Charles-Quint signa à Barcelonne, avec le pape, un traité d'alliance perpétuelle, par

lequel il s'engageait à sacrifier la république florentine à ses vengeances, et à mettre au service de Clément VII, pour les accomplir, tous les brigands qui jusqu'alors avaient dévasté l'Italie. La souveraineté de Florence devait demeurer au bâtard Alexandre de Médicis, qui épouserait une fille naturelle de Charles-Quint. Le 5 août suivant, Louise et Marguerite signèrent le traité de Cambrai, par lequel la France abandonnait, sans aucune réserve, tous ses alliés d'Italie aux caprices de Charles-Quint, tandis que celui-ci renonçait à la Bourgogne, et rendait à François ses deux fils qu'il avait retenus en otage. Charles-Quint était arrivé à Gênes le 12 août sur la flotte d'André Doria. Il était attendu par le pape à Bologne, où il fit son entrée le 5 novembre. Il y appela tous les princes de l'Italie ou leurs députés, et il les traita avec plus de modération que ceux-ci ne l'espéraient après le honteux abandon de la France. Comme il reconnut que la santé de François Sforza, duc de Milan, était dans un état de délabrement qui ne lui promettait que peu d'années de vie, il lui accorda la restitution de son duché moyennant un paiement de neuf cent mille ducats que Sforza devait effectuer en différens termes. Ils n'étaient pas tous échus, lorsque ce prince mourut, le 24 octobre 1535, sans postérité, et ses États échurent à l'empereur. Le 23 décembre 1529, Charles-Quint accorda la paix aux

CHAP. XV. 1529.

CHAP. XV. 1530. Vénitiens, qui lui rendirent seulement quelques places de la Pouille, et restituèrent Ravenne et Cervia au pape. Le 20 mars 1530, Alfonse d'Este signa aussi son traité, par lequel il s'en remettait à l'arbitrage de l'empereur pour ses différends avec le pape. Charles-Quint ne prononça cet arbitrage qu'au bout d'une année. Il confirma à Alfonse la possession de Modène, Reggio et Rubbiéra, comme fiefs de l'Empire; et il lui fit donner par l'Église l'investiture de Ferrare. Le 25 mars 1530, un diplôme de l'empereur érigea le marquisat de Mantoue en duché, en faveur de Frédéric de Gonzaga. Le duc de Savoie et le marquis de Montferrat, jusqu'alors protégés par la France, vinrent à Bologne pour se ranger sous la protection de l'empereur; le duc d'Urbin, à la recommandation des Vénitiens, obtint de lui des promesses de bienveillance; les républiques de Gênes, de Sienne et de Lucques eurent la permission de végéter sous la protection impériale; et Charles-Quint ayant reçu du pape à Bologne, le 22 février et le 24 mars, les deux couronnes du royaume des Lombards et de l'Empire, partit pour l'Allemagne au commencement d'avril, afin de n'être pas témoin de l'odieuse exécution à laquelle il avait consenti que ses troupes fussent employées contre Florence.

CHAPITRE XVI.

Oppression de l'Italie pendant les trois derniers siècles; chute successive de toutes ses républiques; ses dernières convulsions.

La funeste destinée de l'Italie s'accomplissait. CHAP. XVI. Charles VIII, lorsqu'il avait le premier envahi cette contrée, en avait ouvert la porte à tous les ultramontains. Dès-lors, pendant trente-six ans, les Allemands, les Français, les Suisses, les Espagnols et les Turcs l'avaient ravagée; ils lui firent éprouver des calamités sans exemple dans l'histoire; calamités d'autant plus amèrement senties, que le peuple qui les souffrait était plus civilisé, et ceux qui les infligeaient plus barbares : l'invasion française avait fini par donner aux plus grands ennemis de la France la domination de ce pays si riche, si industrieux, et dont la possession était si enviée de tous. Jamais la maison d'Autriche n'aurait accompli la conquête de l'Italie, si Charles VIII, Louis XII et François Ier n'avaient pas détruit d'avance son organisation militaire et ses richesses; s'ils n'avaient pas introduit eux-mêmes les Espagnols dans le royaume de Naples, les Allemands dans la Vénétie, oubliant que les uns, comme les

CHAP. XVI. autres, devaient peu après obéir à Charles-Quint. Il convenait à la France que l'Italie fût indépendante; la politique cupide et imprévoyante qui lui fit chercher des sujets là où elle ne devait avoir que des alliés, fut pour elle l'origine de longs malheurs.

Une période de trois siècles de souffrance, de langueur et d'humiliation, commença pour l'Italie en 1530. Dès-lors, toujours opprimée par les étrangers, elle fut corrompue et énervée par ses maîtres; ceux-ci lui reprochèrent les vices qu'ils lui avaient donnés; et, après l'avoir mise dans l'impossibilité de résister, ils l'accusèrent de lâcheté quand elle se soumettait, de rébellion quand elle s'efforçait de se défendre. Durant cette longue servitude, les Italiens ont toujours été tourmentés du désir de redevenir une nation: toutefois ayant perdu la direction de leurs propres affaires, ils n'ont plus d'histoire à eux; leurs malheurs ne sont plus que des épisodes dans l'histoire des autres nations. Néanmoins, nous ne croirions pas avoir achevé la tâche que nous nous sommes imposée, si nous ne signalions, dans cette servitude générale, les calamités particulières qui ont terminé l'existence des républiques encore indépendantes à l'époque du couronnement de Charles-Quint.

Florence, qui, depuis 1512, avait souffert de toutes les fautes de Léon X et de Clément VII,

qui avait été entraînée dans toutes les oscillations de leur politique, et appelée à faire des sacrifices d'argent prodigieux pour des projets qu'on ne lui laissait pas même connaître, avait appris sous eux à détester le joug des Médicis. Quand le connétable de Bourbon, en marchant sur Rome, s'approcha de ses murs, elle fut sur le point, le 26 avril 1527, de ressaisir sa liberté. Le cardinal de Cortone, qui y commandait pour le pape, avait distribué des armes aux citoyens pour qu'ils pussent se défendre : ils voulurent les employer pour s'affranchir; toutefois la terreur qu'imprimait cette armée de brigands servit au cardinal pour réprimer l'insurrection. Mais, lorsqu'un peu plus tard on apprit à Florence la prise de Rome et la captivité du pape, tous les plus grands citoyens se présentèrent en habit de ville (1) au cardinal de Cortone; ils lui déclarèrent avec calme, mais avec fermeté, qu'ils étaient libres désormais, et qu'ils exigeaient que ce cardinal sortît de la ville avec les deux bâtards de Médicis qu'il élevait : c'était le 17 mai 1527. Le lieutenant de Clément VII obéit; et la constitution, telle qu'elle existait en 1512 avec le grand conseil, fut remise en vigueur; seulement la charge de gonfalonier fut déclarée annuelle. Le premier qui en fut revêtu fut Nicolas Capponi, homme

CHAP. XVI.

(1) *Il lucco*, habit de cérémonie propre aux Florentins.

CHAP. XVI. enthousiaste en religion et modéré en politique; il était fils de ce Pierre Capponi qui avait bravé Charles VIII. Il fut remplacé, en 1529, par Baldassar Carducci, dont le caractère était plus énergique et les opinions plus démocratiques, et, en 1530, par Raphael Girolami, qui vit périr la république.

Pendant tout le temps de sa gloire et de sa puissance, la république florentine avait négligé la science des armes : elle comptait pour sa défense sur les aventuriers que sa richesse appelait de partout à son service, et elle accordait peu d'estime à une bravoure que des hommes sans autre vertu étaient si empressés à vendre à l'enchère. Mais, depuis que les ultramontains avaient commencé à soumettre l'Italie à leur tyrannie, ces armes vénales n'avaient plus paru suffire à la défense de tous; les hommes d'état avaient senti le besoin de donner à une république sa garantie en elle-même. Machiavel, qui mourut le 22 juin 1527, six semaines après la restauration de l'état populaire, s'était attaché depuis long-temps à faire comprendre à ses concitoyens la nécessité de réveiller l'esprit militaire : ce fut lui qui fit enrégimenter les milices des campagnes qu'on nomma l'*ordinanza*. Un corps mercenaire formé par Jean de Médicis, parent éloigné des papes, servit aussi d'école militaire aux Toscans, parmi lesquels il fut presque uniquement levé. Il acquit

une haute célébrité sous le nom de bandes noires : CHAP. XVI.
aucune infanterie ne l'égalait en intelligence et en intrépidité. On y comptait cinq mille guerriers lorsqu'il s'engagea pour servir Lautrec dans le royaume de Naples ; il y périt presque en entier. Lorsque les Florentins reconnurent, à la fin de l'année 1528, que leur situation devenait plus critique, ils formèrent, parmi ceux qui jouissaient de plus de droits dans leur patrie, deux corps dont la valeur se montra aussi avec le plus d'éclat pour la défendre : l'un, de trois cents jeunes gens, pris parmi les familles nobles, se chargea de la garde du palais et du maintien de la constitution ; l'autre, de quatre mille soldats tirés des seules familles ayant droit au conseil général, prit le nom de milice urbaine. Les uns, comme les autres, trouvèrent bientôt l'occasion de prouver que l'élévation d'âme et l'amour de la patrie suffisent pour créer en peu de temps de bons soldats. L'illustre Michel-Ange fut chargé de diriger les fortifications de Florence : elles furent complétées au mois d'avril 1529 ; les Dix de la guerre, enfin, 1529.
choisirent pour commander la place de Florence, Malatesta Baglioni de Pérugia, qui leur était recommandé, non seulement par sa réputation de bravoure et de talent militaire, mais aussi par sa haine contre les Médicis qui avaient fait mourir injustement son père.

Le pape Clément VII dirigea contre Florence,

CHAP. XVI. 1529. sa patrie, ce même prince d'Orange, successeur de Bourbon, qui l'avait fait prisonnier à Rome, et avec lui cette même armée de brigands qui avaient accablé le saint siége et ses sujets de tant d'outrages. Cette armée entra en Toscane au mois de septembre 1529, et s'empara de Cortone, d'Arezzo et de tout le Val d'Arno supérieur : le 14 octobre, le prince d'Orange vint tracer son camp au Piano à Ripoli, au pied des murs de Florence; et, à la fin de décembre, Ferdinand de Gonzaga amena, sur la rive droite de l'Arno, une autre armée impériale de vingt mille Espagnols ou Allemands, qui occupa Pistoia et Prato sans résistance. Malgré la supériorité de leurs forces, les Impériaux n'essayèrent point de battre en brèche les murs de Florence; ils résolurent de s'en rendre maîtres par le blocus. Les Florentins, au contraire, animés par des prédicateurs qui avaient hérité du zèle de Savonarola, et qui unissaient dans leur culte la religion et la liberté, recherchaient le combat. Ils faisaient de fréquentes attaques sur toute la ligne de leurs ennemis. Tour à tour, conduits par Malatesta Baglioni et par Étienne Colonna, ils sortaient de nuit, couverts de chemises blanches, à l'aide desquelles ils se reconnaissaient dans l'obscurité, et ils surprenaient successivement les postes des Impériaux. Cependant, les petits avantages qu'ils remportaient ainsi ne

pouvaient faire oublier le danger croissant de la république; la France l'avait livrée à ses ennemis; il ne lui restait pas un allié, ni en Italie ni dans le reste de l'Europe. L'armée de l'empereur et du pape, d'autre part, avait recueilli tous les survivans de ces soldats, qui avaient, par leur bravoure et leur férocité, fait si long-temps la terreur de l'Italie, et leur ardeur belliqueuse était redoublée par l'espoir de piller bientôt la plus riche ville de l'Occident. CHAP. XVI. 1529.

Les Florentins n'avaient qu'une seule chance de délivrance; un de leurs citoyens, François Ferrucci, qui avait appris l'art de la guerre dans les bandes noires, et qui joignait à une audace intrépide un ardent patriotisme et un esprit plein de ressources, n'était pas enfermé dans les murs de Florence. Il avait été nommé commissaire-général avec un pouvoir illimité sur tout ce qui restait en dehors de la capitale. Il s'était d'abord occupé de faire passer des vivres d'Empoli à Florence; il avait ensuite repris Volterra sur les Impériaux, et s'étant formé une petite armée, il avait proposé à la seigneurie d'appeler à lui tous les aventuriers, tous les brigands de l'armée impériale, en leur promettant un nouveau pillage de la cour pontificale. Il comptait à leur tête marcher sur Rome, effrayer Clément VII, et le forcer à accorder la paix à sa patrie. La seigneurie rejeta ce projet comme 1530.

CHAP. XVI. 1530.

trop hardi; alors Ferrucci en forma un second qui ne l'était guère moins. Partant de Volterra, il fit le tour de la Toscane, que les troupes impériales traversaient dans tous les sens, et il vint recueillir à Livourne, à Pise, au val de Niévole, et dans la montagne de Pistoia, tous les soldats, tous les hommes de cœur qui étaient encore dévoués à la république. Après avoir grossi par là son armée, il comptait tomber sur le camp impérial devant Florence, et forcer le prince d'Orange, qui commençait à manquer d'argent, à lever le siége. Ferrucci, avec autant d'intrépidité que d'adresse, conduisit sa petite troupe, du 14 juillet au 2 août 1530, au travers des corps nombreux des Impériaux qui le précédaient, le suivaient, l'entouraient de toutes parts, jusqu'à Gavinana, à quatre milles de San Marcello, dans les montagnes de Pistoia. Il entra, le 2 août à midi, dans cette bourgade, avec trois mille fantassins et cinq cents chevaux. Au même moment le prince d'Orange, avec une partie de l'armée qui assiégeait Florence, y entrait par une autre porte, et les différens corps qui avaient harcelé Ferrucci dans sa marche, se réunissaient de tous côtés autour de lui. Le combat commença aussitôt avec acharnement dans l'enceinte même de Gavinana; le prince d'Orange, Philibert de Challon, en qui s'éteignait cette maison, y fut tué de deux coups de feu, et sa troupe

mise en fuite. Mais les autres bandes impériales arrivaient successivement, et renouvelaient l'attaque sur une troupe harassée de fatigue. Deux mille Florentins étaient déjà couchés sur le champ de bataille, quand Ferrucci, percé de plusieurs blessures mortelles, fut apporté devant son ennemi personnel, Fabrice Maramaldo, calabrois qui commandait la cavalerie légère de l'empereur. Celui-ci le frappa avec rage de plusieurs coups de poignard, tandis que Ferrucci lui disait : « Tu viens tuer un mort. » Avec lui, en effet, la république était morte. CHAP. XVI. 1530.

Lorsque la nouvelle du désastre de Gavinana fut portée à Florence, la désolation y fut extrême. Baglioni, qui depuis quelques jours était entré en négociation avec le prince d'Orange, et qu'on accusa de lui avoir fait connaître les projets de Ferrucci, déclara qu'une plus longue résistance était désormais impossible, et qu'il voulait sauver une ville qui se perdait par son imprudence. Il fit entrer, le 8 août, un capitaine impérial dans le bastion où il était logé, et il planta son artillerie de manière à commander la ville ; les bourgeois alarmés commencèrent alors à abandonner la garde des murs, pour cacher leurs effets précieux dans les églises ; et la seigneurie déclara à Ferdinand de Gonzaga, qui avait succédé au prince d'Orange dans le commandement de l'armée, qu'elle était prête à

CHAP. XVI. 1530. capituler. Les termes qu'on lui accorda, le 12 août 1530, furent moins rigoureux que les Florentins n'avaient pu le craindre. Ils devaient payer quatre-vingt mille écus de gratification à l'armée qui les avait assiégés, et rappeler les Médicis. En retour, une amnistie complète était accordée à tous ceux qui avaient agi contre cette famille, contre le pape ou contre l'empereur. Mais Clément VII n'avait aucune intention d'observer les engagemens qui venaient d'être contractés en son nom. Il fit créer, le 20 août, une balie, par le parlement, au nom de la souveraineté du peuple; et c'est par cette balie qu'il exerça les vengeances dont il ne voulait pas prendre lui-même la responsabilité. Tous les patriotes qui s'étaient fait remarquer par leur zèle pour la liberté furent mis à la torture, et punis ensuite ou de mort ou de bannissement. Cent cinquante citoyens illustres furent exilés dans le premier mois; avant la fin de l'année il y en eut plus d'un millier, et chaque famille florentine, même entre celles qui étaient le plus dévouées aux Médicis, compta quelqu'un de ses membres parmi les proscrits.

1531-1537. Le bâtard de Médicis, Alexandre, que Clément VII avait désigné, de préférence à son cousin Hippolyte, pour être chef de la république florentine, ne rentra dans sa patrie que le 5 juillet 1531; il était porteur d'un rescrit de

l'empereur qui donnait à Florence une constitution à peu près monarchique. Mais, loin de se renfermer dans les limites qui lui étaient tracées, Alexandre fit peser sur les Florentins la plus effroyable tyrannie. La cruauté, la débauche et les concussions le signalèrent tour à tour à la haine de tous. Il fit empoisonner, le 10 août 1535, son cousin, le cardinal Hippolyte des Médicis, qui prenait, contre lui, la défense de ses compatriotes. Lui-même enfin fut assassiné, le 6 janvier 1537, par son parent Lorenzino de Médicis, qu'il s'était long-temps associé dans ses déréglemens. Mais la mort d'Alexandre ne rendit point la liberté à sa patrie. Les agens de sa tyrannie, parmi lesquels le plus habile, mais aussi le plus odieux, était l'historien Guicciardini, avaient besoin d'un prince pour se mettre eux-mêmes à couvert. Ils firent choix de Côme de Médicis, jeune homme âgé de dix-neuf ans, descendu de Laurent, frère de Côme l'Ancien, à la quatrième génération, et, le 9 janvier 1537, ils le proclamèrent duc de Florence. Ils avaient cru pouvoir ensuite le mener à leur guise; mais cet homme faux, froid et féroce, qui avait tous les vices de Philippe II son contemporain, et qui ne reculait devant aucun crime, se défit bientôt de ses conseillers comme de ses adversaires. Côme Ier se fit accorder, en 1569, par le pape Pie V, le

CHAP. XVI. titre de grand-duc de Toscane, titre que l'empereur ne voulut pas reconnaître, mais qu'il accorda, en 1575, à son tour, au fils de Côme. Sept grands-ducs de cette famille ont régné successivement à Florence. Le dernier, Jean Gaston, mourut le 9 juillet 1737.

Ce fut Côme qui abolit le nom de république à Sienne, comme il l'avait aboli à Florence. Cette cité, si long-temps fidèle au parti gibelin, avait montré le même dévouement à l'empereur dans les guerres du commencement du siècle. Charles-Quint en profita pour y introduire une garnison espagnole destinée à tenir dans la crainte la Toscane et la cour de Rome; mais les Espagnols y montrèrent ce même caractère orgueilleux, féroce et cupide qui les rendait partout odieux. Les Siennois ne purent les supporter plus long-temps; ils les chassèrent et introduisirent à leur place, dans leur ville, une garnison française, le 11 août 1552. Côme Ier s'était engagé à demeurer neutre dans la guerre qui s'était rallumée entre les Français et les Impériaux; cependant, sans déclaration de guerre, le 27 janvier 1554, il attaqua les Siennois dont il espérait soumettre la ville par surprise. Ayant échoué dans cette attaque, il donna le commandement de son armée au féroce marquis de Marignan, qui entreprit de réduire Sienne par la famine. Lorsque la ville de Sienne, commençant à man-

quer de vivres, fit sortir de ses murs, comme bouches inutiles, les femmes, les enfans, les vieillards, les malades, Marignan les fit massacrer impitoyablement. Des paysans siennois s'efforçaient de porter des vivres dans Sienne; tous ceux que l'on surprit furent pendus. Les villages et les châteaux fortifiés des Siennois voulurent, pour la plupart, demeurer fidèles à la république: dans tous ceux qui avaient attendu que le canon fût braqué contre leurs murs, les habitans furent passés au fil de l'épée. C'est alors que fut détruite, par le tranchant du glaive ou par la faim, la population des campagnes, et surtout de la maremme de Sienne, aujourd'hui couverte de forêts. La fièvre maremmane prit possession de cette province déserte, et ceux qui y revinrent à la paix, pour recueillir l'héritage des victimes de Marignan, ne tardèrent pas à succomber à ce fléau. La ville de Sienne capitula enfin, le 2 avril 1555, et sa capitulation ne fut pas mieux respectée que celle de Florence. Les supplices et l'exil délivrèrent Philippe II et Côme de Médicis de ces généreux citoyens auxquels une amnistie avait été promise. Les Espagnols retinrent deux ans la possession de Sienne, et ne consignèrent cet État au duc de Florence que le 19 juillet 1557. CHAP. XVI.

Après l'asservissement de Sienne, il ne restait plus que trois républiques en Italie, Lucques,

CHAP. XVI. Gênes et Venise; à moins qu'on ne veuille compter aussi San-Marino, village libre situé au sommet d'une montagne de la Romagne qui, jusqu'à nos jours, s'est dérobé également aux usurpations et à l'histoire.

Lucques eut, en 1546, un gonfalonier, François Burlamachi, qui forma le hardi projet de rendre la liberté à toutes les républiques de Toscane. Les milices de Lucques, au nombre de deux mille hommes seulement, devaient, à un jour nommé, être passées par lui en revue. Il comptait les conduire de suite à Pise, au travers de la montagne, pour soulever cette belliqueuse cité; en même temps il devait faire partir des détachemens qui auraient imprimé le même mouvement à Pescia, Pistoia, Florence, Bologne, Sienne et Pérouse. Partout ils devaient organiser des gouvernemens populaires, et lier les villes par une fédération. Charles-Quint, alors occupé à combattre en Allemagne la ligue de Smalcalde, était supposé hors d'état de défendre l'Italie; mais les espions de Côme de Médicis découvrirent ce complot. Le duc de Florence en demanda la punition aux magistrats de Lucques; et ceux-ci, effrayés de la colère de l'empereur, livrèrent Burlamachi au lieutenant de Charles-Quint à Milan. Le premier magistrat d'une république qui se disait encore libre fut mis à la torture, et eut ensuite la tête tranchée par

ordre d'un gouverneur étranger. Dès lors Lucques fut gouvernée par une aristocratie toujours plus étroite, qu'on nommait par dérision *i signori del Cerchiolino* (les seigneurs du petit Cercle), parce que les magistratures passaient entre eux de l'un à l'autre, par rotation, comme dans un cercle. La loi *martiniana*, proposée le 9 novembre 1556 par le gonfalonier Martin Bernardini, excluait de tout office tout homme qui n'était pas issu des anciennes familles souveraines du pays. Celles-ci, en l'an 1600, n'étaient plus au nombre que de cent soixante-huit, et au dernier dénombrement, fait en 1797, elles n'étaient plus que quatre-vingt huit; cependant elles devaient fournir une seigneurie composée d'un gonfalonier et de neuf anziani, un sénat de trente-six membres et un grand conseil de quatre-vingt-dix membres. Cette aristocratie jalouse et odieuse au peuple, ne put se maintenir dès qu'elle se trouva en contact avec les Français de la révolution. Ceux-ci, le 15 octobre 1800, avaient pris possession de la Toscane; le 25 décembre 1801, les Lucquois se donnèrent une constitution représentative; et, le 4 juin 1805, ils demandèrent à Napoléon un souverain de sa famille. Sa sœur, la princesse Élisa, fut en effet investie, le 23 juin suivant, de la principauté de Lucques, avec des lois qui garantissaient aux citoyens plus de liberté et d'égalité qu'ils n'en avaient connu depuis long-temps.

CHAP. XVI. André Doria avait rendu le nom de république à Gênes, sa patrie; mais il ne lui rendit ni la liberté ni l'indépendance. Il avait constitué, pour gouverner la république, une aristocratie étroite sur laquelle il dominait encore, avec son neveu Giannettino ; en même temps il attachait sa patrie à la maison d'Autriche, avec une soumission que la plupart des Génois ressentaient comme une humiliation profonde. Ce fut pour secouer le double joug des Doria et des Espagnols que Jean-Louis de Fieschi ourdit sa conjuration, non moins célèbre dans la poésie que dans l'histoire. Il avait fait descendre des montagnes les vassaux de ses vastes fiefs; il avait éveillé, réchauffé les partisans des anciennes libertés, et leur avait joint tous les esprits inquiets qui ne demandaient que du désordre; il s'était enfin assuré le secours de la France; et, le 2 janvier 1547, il s'empara du port, de la flotte et des portes de la ville. Giannettino Doria fut tué comme il voulait apaiser la sédition; le vieux André prit la fuite : la révolution était accomplie, mais Jean-Louis de Fieschi ne se trouvait nulle part pour lui donner une direction; en voulant passer sur une galère, il était tombé dans la mer, et chargé d'une pesante armure, il s'était noyé sans que personne l'eût remarqué. Ses compagnons sans chef ne savaient plus ce qu'ils devaient faire; déjà vainqueurs, ils traitèrent en vaincus avec la seigneu-

rie, et ils se contentèrent de la promesse d'une amnistie. Les Doria ne l'observèrent pas; tous les conjurés qu'ils purent atteindre périrent dans les supplices. Ce ne fut qu'après la mort d'André Doria, survenue seulement le 25 novembre 1560, que les Génois restreignirent quelque peu les droits de leur aristocratie. Ils admirent, le 17 mars 1575, un corps de nouveaux nobles dans le gouvernement; ils conservèrent aussi, avec jalousie, le peu qu'il leur restait d'indépendance. La cour d'Espagne aurait voulu supprimer chez eux le nom de république, et les enchaîner par une citadelle; ils firent échouer à deux reprises ses tentatives, en 1548 et en 1571.

L'aristocratie génoise fut exposée à une autre conjuration en 1628. Les familles inscrites au livre d'or, et ayant droit de siéger dans les conseils, tant de l'ancienne que de la nouvelle noblesse, n'étaient plus qu'au nombre de cent soixante-dix; mais il y avait de plus, dans la Ligurie, au moins quatre cent cinquante familles également nobles, décorées de titres, possédant des fiefs, des prélatures, des commanderies, et d'anciennes richesses, qui étaient exclues de toute part au gouvernement. Jules-César Vachéro leur persuada de le seconder pour s'emparer d'une souveraineté dont elles se croyaient injustement exclues. Vachéro était un marchand immensément riche, qui avait adopté les mœurs

espagnoles, alors dominantes en Italie. Son palais était toujours rempli de braves, il ne marchait jamais sans en avoir un grand nombre à sa suite; quiconque l'avait offensé tombait aussitôt sous le fer de ses sicaires, et par de nouveaux crimes ceux-ci se dérobaient aux punitions de la justice, en intimidant les juges ou les témoins. Toutes les familles non-inscrites au livre d'or, avaient promis de joindre leurs braves à ceux de Vachéro; ils devaient ensemble attaquer le Palais-Public, le 1er avril 1628, massacrer toute l'ancienne noblesse, et réformer le gouvernement sous la protection du duc de Savoie; mais le complot fut découvert l'avant-veille; Vachéro et plusieurs de ses complices furent arrêtés et exécutés.

Dans le même siècle les Génois éprouvèrent, le 18 mai 1684, une grande calamité; leur capitale fut bombardée par la flotte de Louis XIV, qui crut la dignité royale offensée, parce qu'un aussi petit peuple avait osé résister à ses volontés. Il avait demandé d'établir un dépôt à Savonne, pour approvisionner de sel et de munitions de guerre sa forteresse de Casal de Montferrat. Le sénat de Gênes s'était refusé à un établissement également contraire à sa neutralité et à son indépendance. Le marquis de Seignelay l'en punit en faisant pleuvoir en trois jours quatorze mille bombes sur la ville : elles

abattirent la moitié des palais, et si le doge n'avait consenti à se rendre à Paris avec quatre sénateurs, pour faire agréer au roi son apologie, la ville entière aurait été détruite.

On remarqua de la dignité et de la grandeur dans la conduite du doge, même au milieu de sa soumission : mais ce mérite de forme était le seul qui restât à l'aristocratie génoise; elle devenait toujours plus étroite, toujours plus exclusive; elle avait adopté les mœurs des Espagnols, sous la protection desquels elle avait grandi. Le noble génois, comme le grand d'Espagne, tenait toujours une bande de sicaires à sa solde, et c'était par des assassinats qu'il cherchait à se faire craindre ou respecter. La noblesse souveraine, prodigue et cupide en même temps, se créait par son faste des besoins supérieurs à ses revenus; aussi s'abaissait-elle aux concussions les plus honteuses pour faire de l'argent. L'État ne pouvait contracter sans être volé; on le trompait sur les approvisionnemens des châteaux, sur ceux des galères, sur la paie des troupes : toutes les places étaient données à la faveur, la justice était vénale dans les tribunaux, et les sujets des deux Rivières et de la Corse se soulevaient fréquemment pour secouer un joug odieux. Au dix-huitième siècle, les Corses redoublèrent d'efforts pour se soustraire à la tyrannie de Gênes. Depuis 1730, ils soutinrent

CHAP. XVI. la guerre avec acharnement contre la république, jusqu'au 15 mai 1768, que celle-ci s'estima heureuse de faire accepter par la France tous ses droits sur cette île, en paiement des dettes qu'elle avait contractées envers la couronne pour réduire ses sujets révoltés.

Mais l'esprit des anciens Génois, des anciens républicains d'Italie, n'était pas mort parmi le peuple de la capitale comme il l'était parmi les seigneurs. Les deux branches de la maison d'Autriche s'étaient éteintes en Espagne et en Allemagne; et dans la guerre de la succession d'Autriche, les Génois s'étaient alliés à la maison de Bourbon, qui disputait à Marie-Thérèse l'héritage de son père Charles VI. Dans cette guerre, les Français unis aux Espagnols furent battus et chassés de la Lombardie; les Autrichiens parurent devant Gênes, et le sénat, qui n'osa pas armer la population pour se défendre, leur livra les portes le 6 septembre 1746. Les Autrichiens abusèrent cependant, comme ils l'ont toujours fait, des faveurs de la fortune; ils exigèrent de Gênes une contribution de neuf millions de florins d'Empire; mais la ville était hors d'état de la payer. Ils saisirent tout l'argent de la banque, tout celui des églises; ils voulaient aussi celui des particuliers. Ils vidèrent les arsenaux, et destinèrent l'artillerie de Gênes à une attaque qu'ils méditaient contre la

Provence. Ils ordonnèrent aux Génois de traîner eux-mêmes les canons qu'ils leur enlevaient, et croyant trouver dans les Italiens la bassesse et la servilité qu'ils avaient eux-mêmes dans le cœur, ils les pressaient à l'ouvrage à coups de bâton. Un pesant mortier resta engagé au milieu des ruines, dans une rue étroite, et le sergent allemand levait la canne sur un Génois pour le faire travailler avec plus d'ardeur; celui-ci, saisissant un caillou, le lui lança à la tête, et aussitôt tout le peuple de Gênes s'appela, non aux armes, il n'en avait point, mais aux pierres, pour accabler les Autrichiens. De toutes les fenêtres on lança sur eux les débris des murailles qu'on démolissait, des toits qu'on découvrait. Dans ces rues étroites et tortueuses, les soldats ne pouvaient se mettre à l'abri; ils ne pouvaient présenter de masses imposantes; ils tiraient sur leurs assaillans, et plus d'une maison était pleine de morts; mais comme ils ne voyaient point tomber ceux qu'ils atteignaient, ils ne s'apercevaient point de leurs succès, tandis que les rues furent bientôt jonchées de corps autrichiens. En vain ils essayèrent de mettre le feu aux maisons, dans la construction desquelles il n'entre presque point de combustible; la terreur les saisit enfin, ils sortirent de la ville. C'était le 5 décembre 1746; et la populace, qui venait de les expulser, eut

CHAP. XVI. bientôt garni de canons les portes et les remparts. Le marquis Botta Adorno, général des Autrichiens, avait établi dans la ville tous ses magasins et son parc d'artillerie : l'émeute qui l'en chassait le privait de ses armes et de ses vivres; il ne pouvait s'en procurer dans les montagnes arides qui entourent Gênes; il fut donc obligé, le 10 décembre, de repasser les Apennins. La paix d'Aix-la-Chapelle, conclue deux ans plus tard, le 18 décembre 1748, garantit à la république de Gênes, protégée par la France, l'intégrité de son territoire.

L'expulsion des Autrichiens fut le dernier événement glorieux de l'histoire de Gênes, comme le dernier acte de vigueur de la nation italienne, jusqu'aux bouleversemens que produisit la révolution française. Dans les années 1794 et 1795, le sénat de Gênes se prévalut de l'importance de sa position pour conserver sa neutralité. Ses affections l'emportaient cependant quelquefois sur ses intérêts, et il souffrit que les Français fussent exposés à divers outrages. Ceux-ci attendirent, pour en demander raison, que la victoire de Montenotte, remportée le 11 avril 1796 dans le territoire génois, par Bonaparte, sur les Piémontais et les Autrichiens, eût laissé Gênes à leur discrétion. Dès lors les partisans de la démocratie commencèrent à réclamer comme un droit la participation

de tous les habitans de la Ligurie à la souveraineté. La noblesse, secondée par le clergé, avait de son côté un parti nombreux parmi le peuple : elle l'appela aux armes, le 22 mai 1797, et dix mille insurgés de la plus basse classe triomphèrent momentanément, aux cris de *viva Maria !* des amis de la liberté; mais cet événement même donna à Bonaparte l'occasion d'intervenir; il appuya les droits de la nation contre l'aristocratie, et fit signer, le 6 juin 1797, aux députés du sénat, la convention de Montebello, qui fit adopter aux Génois le nom de république ligurienne, parce que tous les habitans de la Ligurie furent admis au partage de la souveraineté. La constitution de cette république fut proclamée le 14 juin 1797; elle fut modifiée le 26 juin 1802, et abolie le 8 octobre 1805, par la réunion de l'Etat de Gênes à la France. Bonaparte avait engagé les membres eux-mêmes du gouvernement à en faire la demande, dès le 4 juin 1805.

Il ne nous reste plus à parler que de la décadence et de la chute de la république de Venise, celui des États d'Italie dont l'existence avait été la plus longue. Comme cette république était plus puissante, plus riche et plus sagement administrée que tous les autres États italiens, elle parut encore, après l'année 1530 où l'Italie fut placée sous le joug de Charles-Quint, conserver

CHAP. XVI. quelque vigueur et quelque indépendance; mais la seigneurie de Venise ne partageait pas l'illusion qu'elle faisait aux autres puissances; elle sentait son danger et sa faiblesse; elle savait que le principe de vie lui avait échappé.

Tout le seizième siècle fut employé par les Vénitiens à réparer les désastres de la ligue de Cambrai. Ils avaient à relever les murailles de toutes leurs villes, à renouveler leur population, à rétablir leurs manufactures et leur agriculture, et à acquitter les dettes énormes dont ils étaient accablés. D'ailleurs, toujours menacés par les Turcs, ils eurent à soutenir contre eux deux guerres cruelles; l'une de 1537 à 1540, qui leur coûta leurs îles de l'Archipel, et leurs dernières forteresses dans la Morée; l'autre de 1570 à 1573, qui leur enleva l'île de Chypre: sous ce rapport, ils paraissaient, jusqu'à un certain point, être un peuple sacré pour les peuples d'Occident, qui les regardaient comme leurs défenseurs contre les Infidèles; ils étaient de plus unis par un intérêt identique avec l'empire romain, menacé, ainsi qu'eux, par les musulmans. Ils resserrèrent donc leur alliance avec la maison d'Autriche, et, sous ce prétexte, ils se retirèrent de toute autre participation aux affaires générales de l'Europe.

Mais au commencement du dix-septième siècle, l'empire musulman n'inspirait plus autant

de terreur ; le joug de l'Espagne devenait au contraire plus insupportable pour l'Italie, tandis que le développement en Europe du parti protestant laissait entrevoir des chances pour secouer ce joug. La république de Venise tendit en effet constamment à briser les chaînes de la maison d'Espagne ; mais connaissant sa faiblesse, et se défiant avec raison d'alliés qui l'abandonneraient après l'avoir compromise, elle donna son assistance à ceux qu'elle regardait comme les défenseurs de la liberté européenne, sans vouloir faire ouvertement partie de leurs ligues. Elle fut la première à reconnaître Henri IV, repoussé par tous les souverains catholiques, et à négocier sa réconciliation avec le saint siége : elle fit, en 1617, alliance avec les Hollandais ; pendant la guerre de trente ans, elle fournit des secours aux protestans d'Allemagne, à Bethlem Gabor, et à Ragotsy en Hongrie. Elle soutint le duc de Savoie contre le roi d'Espagne, et les Grisons protestans contre les catholiques.

A cette époque où la république en était venue presque à des hostilités ouvertes avec la maison d'Espagne, Philippe III était représenté en Italie par trois grands seigneurs ambitieux, intrigans et sans foi ; D. Pédro de Toledo, gouverneur de Milan ; le duc d'Ossuna, vice-roi de Naples, et le marquis de Bedmar, ambassadeur à Venise. Un projet fut formé, en 1618, entre

CHAP. XVI. ces trois seigneurs, pour détruire une république qui gênait leur ambition, et qui avait toujours traversé les entreprises de l'Espagne. Des aventuriers français qui s'étaient signalés dans les armées et les flottes de la république, et dont les plus illustres étaient le corsaire Jacques Pierre et Antoine Jaffier, mécontens des récompenses qu'ils avaient obtenues, offrirent leurs services au marquis de Bedmar. Celui-ci les encouragea à enrôler les assassins, les braves, les brigands, qui, sous le régime espagnol, faisaient partie de la maison de tout homme de qualité. Il fut convenu qu'à un signal donné ils massacreraient le doge, tous les sénateurs, tous les nobles; que la ville serait ensuite abandonnée à leur pillage, et qu'un incendie universel voilerait enfin leurs forfaits. Mais il paraît, d'autre part, que Jacques Pierre donna de bonne heure avis au sénat de cette trame, et qu'il la continua par son ordre; que celui-ci s'en servit pour cacher son intelligence secrète avec le duc d'Ossuna, et qu'un projet fut formé, tel à peu près que celui que Moroni avait proposé un siècle auparavant à Pescara : il s'agissait, avec l'aide du sénat, de rétablir l'indépendance de toute l'Italie, en chassant de la Lombardie les Espagnols, et en donnant à Ossuna la couronne de Naples. De nouvelles révélations d'Antoine Jaffier firent connaître ap-

parement au conseil des Dix que les conspi- CHAP. XVI. rateurs préféraient le pillage de Venise aux chances douteuses d'une révolte à Naples, et que les avis qu'ils avaient donnés de leur complot étaient destinés à déjouer la vigilance des inquisiteurs d'État. La république s'était cependant hasardée dans des intrigues qui ne pouvaient pas supporter le grand jour. Un matin, les habitans de Venise virent avec effroi Jacques Pierre, Regnault, Boulart, et plusieurs autres pendus sur la place de Saint-Marc; cent soixante autres, et parmi eux Jaffier, furent, à ce qu'on assure, noyés dans le grand canal : aucun motif ne fut allégué pour ces exécutions, aucune explication ne fut donnée au public; aucune récrimination ne fut adressée à la cour d'Espagne. Le conseil des Dix désirait sur toute chose le silence de la terreur; et l'histoire romanesque de cette conspiration, par Saint-Réal, en 1674, ou la tragédie de *Venise sauvée* d'Ottway, en 1682, furent long-temps les seuls documens publics de cette catastrophe.

Les Vénitiens furent ensuite forcés, par les attaques des Turcs, à se rapprocher de la maison d'Autriche, ennemie de leurs ennemis. Le 23 juin 1645, le sultan Ibrahim attaqua inopinément l'île de Candie; la guerre qui commença ainsi fut la plus longue et la plus ruineuse qu'eut à soutenir la république contre l'empire otto-

CHAP. XVI. man ; elle dura vingt-cinq ans. Les Vénitiens firent preuve d'une valeur soutenue dans la défense de Candie ; des braves de tout l'Occident vinrent y combattre sous leurs étendards comme à une guerre sacrée ; deux fois leur flotte détruisit celle des musulmans ; mais les forces de la république étaient trop disproportionnées à celles de l'empire turc. Candie dut capituler le 6 septembre 1669, et le sénat de cette colonie, image de la république, rentra dans le grand-conseil de Venise, qui lui avait donné naissance. La paix suivit cette capitulation.

Une seconde guerre des Vénitiens contre la Porte fut couronnée, avant la fin du siècle, de plus de succès. La république s'y engagea en 1682, de concert avec l'empereur Léopold et Jean Sobieski, roi de Pologne : elle conquit la Morée, l'île d'Égine, Sainte-Maure, et plusieurs forteresses en Dalmatie, qui lui furent assurées par le traité de Carlowitz, signé le 26 janvier 1699. Mais les Turcs ne se résignèrent point à ce qu'un ennemi si faible leur eût enlevé une si belle province ; bientôt ils purent se convaincre par leurs yeux que les Vénitiens n'étaient point en état de défendre leur conquête, la dernière que pouvait faire une vigueur qui s'éteignait. Le pouvoir suprême s'était concentré dans une oligarchie toujours plus resserrée ; une moitié

de la noblesse, admise au grand conseil, était réduite à une excessive misère; elle vivait de la charité des grands auxquels elle vendait ses suffrages. Les familles qui entraient seules au conseil des Dix faisaient trembler et obéir toutes les autres; elles regardaient l'État comme une proie à partager entre elles; la justice était vénale; les finances se dilapidaient, les fortifications tombaient en ruines; l'effectif des armées n'arrivait pas à la moitié de ce qui paraissait sur le rôle; tout était pour le noble vénitien un objet de dissipation et de voleries; et l'oppression des provinces éloignées était si grande, que les chrétiens orientaux, sujets de la république, regrettaient la domination des Ottomans. Le sultan Achmet III, averti de cette désorganisation universelle, fit entrer, le 20 juin 1714, son armée en Morée, et conquit en un mois cette presqu'île couverte de forteresses, dont aucune ne fit de résistance. La république abandonna, le 27 juin 1718, par la paix de Passarowitz, toutes ses prétentions sur la Morée; dès-lors elle n'eut plus de guerre avec les Turcs. La république s'abstint avec la même timidité, ou de prendre part aux quatre guerres, de la succession d'Espagne, de celle d'Autriche, de la quadruple alliance, et de l'élection de Pologne, qui troublèrent l'Italie pendant la première moitié du dix-huitième siècle, ou

CHAP. XVI. de faire respecter sa neutralité. Son territoire, toujours ouvert à toutes les puissances belligérantes, fut souvent le théâtre de leurs combats les plus acharnés. Venise, avec trois millions de sujets, quatorze mille hommes de troupes de ligne, dont une moitié était composée d'excellens soldats esclavons, une douzaine de vaisseaux de guerre, et la possibilité d'armer cinquante mille hommes, ne savait plus se faire craindre ou protéger ses sujets, ni sur mer ni sur terre; ses dettes, au sein même de la paix, allaient toujours en croissant, ses manufactures étaient en décadence, ses campagnes infestées de brigands; chaque ville était divisée par des factions que le sénat aigrissait l'une contre l'autre pour affaiblir ses sujets; enfin son gouvernement soupçonneux et cruel ne se maintenait que par l'espionnage; il avait encouragé l'immoralité pour énerver le peuple; il faisait du secret le plus profond sa sauve-garde; et ne permettait pas même une question sur les affaires publiques; il avait ôté aux prévenus toute garantie devant les tribunaux, et ne reconnaissait d'autres limites au droit de punir par le fer, le poison, ou la hache des bourreaux, que celles des terreurs de ses chefs : un tel gouvernement était devenu l'horreur de tous ses sujets; il souillait le nom de république en le laissant attaché à la plus odieuse tyrannie.

La révolution française parut à l'aristocratie vénitienne une ennemie qui, victorieuse, ne l'épargnerait pas. De tous les gouvernemens qui se partageaient l'Europe, celui des Vénitiens était le plus opposé en principes à celui des Français; cependant, le sénat refusa, en 1792, d'entrer dans la coalition formée contre la France : tout déploiement de forces aurait augmenté les dépenses, et diminué les revenus des provinces que les patriciens se partageaient entre eux. La même parcimonie, le même sacrifice des intérêts publics aux intérêts privés, empêcha Venise, lorsqu'au mois d'avril 1796 les victoires de Bonaparte lui ouvrirent la Lombardie, d'augmenter son armée, d'approvisionner ses places fortes, et d'écarter de son territoire les deux puissances belligérantes. Le gouvernement se résolut à louvoyer, à rechercher également l'amitié des deux partis, et à attendre désarmé les événemens. Ceux-ci amenèrent bientôt la guerre dans les États de la république, parce que les Autrichiens les traversèrent dans tous les sens. Ce furent toujours eux qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa Peschiéra et Vérone; Wurmser se jeta dans Bassano, et traversa Vicence et Padoue; Alvinzi et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palma-Nova, et jusqu'aux limites les plus orientales de la république. Napoléon chassa successivement les Autrichiens de

 chacune de ces provinces; mais à mesure qu'il les occupait les unes après les autres, l'esprit français, l'esprit de réforme dans les tribunaux et les lois, l'esprit de publicité, d'égalité, d'impatience du joug, se manifestaient, et la république pouvait juger combien elle était détestée de tous ceux qui avaient quelque ouverture dans l'esprit, quelque élévation dans l'âme. D'autres, il est vrai, dans les classes les plus humbles, parmi les journaliers des villes et les paysans, gouvernés par l'influence des prêtres, ne comprenant que ce qui existe, redoutant tout changement, étaient encore vivement émus par le nom de Saint-Marc, et regardaient avec horreur la France, et tout ce qui était français. Le sénat s'appuyant sur ce parti dont il excitait le fanatisme, lorsqu'il apprit que Napoléon avait passé la Piave, le 11 mars 1797, pour marcher sur l'Allemagne, donna l'ordre d'arrêter à Bergame quatorze des habitans qui s'étaient le plus prononcés pour les idées nouvelles. Les patriotes, prévenus à temps, arrêtèrent le provéditeur lui-même, levèrent l'étendard de la révolte, et proclamèrent la liberté de Bergame. La même révolution éclata peu de jours après à Brescia. Cependant, Napoléon avait battu l'archiduc Charles au Tagliamento, et marchait sur Vienne; mais, en même temps, une colonne autrichienne, commandée par Laudon, avait pénétré par le Tyrol dans l'Italie, qu'elle

inonda de proclamations, dans lesquelles ce général annonçait la défaite et la destruction de l'armée française, invitant les Italiens à prendre les armes pour écraser ses restes fugitifs. Le sénat, qui sentait que sa position devenait tous les jours plus critique, crut le moment venu de lever le masque, et de se joindre aux Autrichiens. Le provéditeur de Vérone, Emili, après s'être abouché avec Laudon, fit sonner le tocsin, le 17 avril, dans toute la province, et joignant trente mille insurgés aux trois mille soldats qu'il commandait, il attaqua partout les Français, massacra tous ceux qu'il put atteindre, et laissa égorger par le peuple furieux quatre cents malades dans les hôpitaux. Le lendemain même de ce jour, les préliminaires de paix entre l'Autriche et la république française furent signés à Léoben; et le 3 mai 1797, Bonaparte, instruit de l'insurrection organisée sur les derrières de son armée, et du massacre de ses malades, déclara de Palma-Nova la guerre à Venise. L'oligarchie alors implora la cour de Vienne, qui l'avait entraînée dans cette attaque imprudente; elle demanda en grâce d'être comprise dans la suspension d'armes et les négociations de la paix : l'Autriche refusa toute assistance; dès-lors elle avait ses vues sur son allié, qui succombait. Venise n'opposa aucune résistance au général Baraguai-d'Hilliers, qui y entra le 16 mai, et y fit flotter le drapeau

tricolore. Les négociations pour la paix continuaient cependant; l'Autriche, commençant à se remettre de son effroi, disputait sur les concessions qu'elle devait faire, demandait à en être compensée sur les États de Venise son alliée, et était sur le point de recommencer les hostilités. La France ne se sentait pas encore assez forte pour assurer l'affranchissement de toute l'Italie. Le 17 octobre 1797, Napoléon signa le traité de Campo Formio, par lequel il assura la liberté d'une moitié du territoire vénitien jusqu'à l'Adige, qui fut réunie à la république cisalpine, tandis que les îles Ioniennes furent en même temps réunies à la France. L'Autriche se mit de son côté en possession de Venise et du reste des États vénitiens. La servitude de cette partie de la république ne fut pas longue, il est vrai; au bout de dix-huit mois, la guerre recommença; et, après que les Français se furent rendus maîtres de Vienne, ils forcèrent l'Autriche à restituer, par le traité de Presbourg, du 26 décembre 1805, Venise et tout son territoire au royaume d'Italie.

C'est ainsi que l'invasion des Français, à la fin du dix-huitième siècle, rendit à l'Italie tous les avantages que leur invasion, à la fin du quinzième, lui avait fait perdre. Quand Charles VIII, en entrant à Naples avec son armée victorieuse, le 22 février 1495, bouleversa l'ancienne poli-

tique italienne, et donna le signal aux calamités qui précipitèrent enfin toute la péninsule sous le joug des ultramontains, la nation italienne se regardait toujours comme la première de l'Europe; elle avait cependant perdu presque partout sa liberté, et des cinq républiques qu'elle comptait encore, quatre étaient d'étroites aristocraties. Lorsque, le 23 février 1796, Napoléon Bonaparte fut nommé au commandement de l'armée française en Italie, il commença une régénération qui rendit à la nation italienne plus de liberté qu'elle n'en avait perdu. C'est la participation du grand nombre au gouvernement, et non la dénomination de république plutôt que de monarchie, qui constitue cette liberté; c'est surtout le règne des lois, la publicité dans l'administration comme dans les tribunaux, l'égalité des droits, la suppression des entraves à la pensée, à l'instruction, à la religion. Cinq millions et demi d'habitans dans le royaume d'Italie furent mis en possession d'une constitution qui leur assurait tous ces avantages, avec une participation à la législation et au vote des impôts. Ils avaient recouvré le nom glorieux d'Italiens; ils avaient une armée nationale dont la bravoure l'illustrait chaque jour davantage. Six millions et demi d'habitans dans le royaume de Naples étaient doués d'institutions moins avancées, il est vrai; cependant la loi avait

 été mise à la place de l'arbitraire, l'instruction orale et publique avait remplacé dans les tribunaux l'instruction secrète et la torture; l'égalité civile avait pris la place du système féodal; l'éducation, au lieu d'être rétrograde, avait été rendue progressive, et la pensée, de même que la conscience religieuse, avaient recouvré leur liberté. Enfin deux millions de Piémontais, cinq cent mille Génois, cinq cent mille Parmesans, et deux millions et demi de Toscans et de Romains, en tout cinq millions et demi d'Italiens étaient associés temporairement à la France; ils partageaient tous les priviléges des vainqueurs, ils s'accoutumaient avec eux au règne égal des lois, à la liberté de penser, à la vertu militaire, assurés qu'à un terme rapproché, quand leur éducation politique serait accomplie, ils seraient réunis de nouveau à cette Italie, vers la gloire future et la liberté de laquelle ils tournaient toutes leurs pensées.

Telle fut l'œuvre qu'accomplirent les Français par vingt ans de victoires; elle était incomplète sans doute, et laissait beaucoup à désirer, mais elle avait en soi le principe d'un nouveau développement; elle promettait à l'Italie renaissante la liberté, la vertu et la gloire. L'œuvre de la coalition a été de tout détruire, de remettre l'Italie entière sous le joug de l'Autriche, de lui ôter, avec la liberté politique, la liberté civile

et religieuse, et jusqu'à celle de la pensée, de corrompre ses mœurs, et de faire peser sur elle la dernière humiliation. L'Italie est unanime pour abhorrer ce joug infame; l'Italie a fait, pour le briser, tout ce qu'on pouvait attendre d'elle. Dans la lutte entre un gouvernement établi et une nation, le premier a tous les avantages; il a pour lui la rapidité des communications, la certitude des informations, les soldats, les arsenaux, les places fortes et les finances. Le peuple n'a que ses bras désarmés, et ses masses qui ne sont point accoutumées à agir ensemble. Cependant, toutes les fois que, durant ces quinze années, il y a eu lutte en Italie entre la nation et ses oppresseurs, la victoire est demeurée temporairement au peuple. A Naples, en Sicile, en Piémont, dans l'État de l'Église, à Modène, à Parme, les masses désarmées ont enlevé leurs armes aux soldats, les élus du peuple ont pris au palais la place des despotes. Les Italiens, partout vainqueurs de leurs propres tyrans, ont, il est vrai, partout été refoulés sous le joug, avec un redoublement de cruauté, par la ligue des tyrans étrangers. Attaqués avant qu'ils se fussent donné un gouvernement, un trésor, des arsenaux, et une armée, par le souverain d'une autre nation, qui compte trente millions de sujets, ils n'ont pas tenté une résistance sans espoir qui les aurait privés des

chances de l'avenir : que ceux qui voudraient qu'ils eussent fait davantage commencent eux-mêmes par faire ce qu'ils ont fait !

L'Italie est écrasée, mais elle est encore palpitante d'amour pour la liberté, la vertu et la gloire; elle est enchaînée et ensanglantée, mais elle connaît encore ses forces et ses destinées futures; elle est insultée par ceux à qui elle a ouvert la carrière de tous les progrès, mais elle sent qu'elle est faite pour les devancer de nouveau, et l'Europe n'aura de repos que quand la nation, qui a allumé au moyen âge le flambeau de la civilisation avec celui de la liberté, pourra jouir elle-même de la lumière qu'elle a créée.

FIN.

TABLE ANALYTIQUE

ET CHRONOLOGIQUE

DE

L'HISTOIRE DE LA LIBERTÉ EN ITALIE.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.